

279LM 010/2  
(1941-1948)

Dossiers d'agents arrêtés par les autorités Allemandes  
pour différents motifs

MAS à MIS .

(OK<sup>2</sup>)

Q. 1873

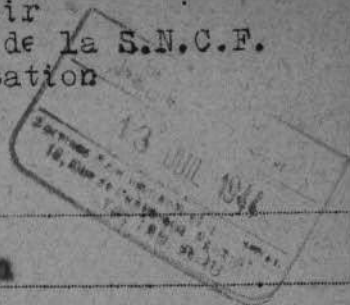
Masselot, Henri  
v. Delbarre et Molhant

Q. <sup>att</sup>



S.N.C.F.  
-----  
Région du NORD  
-----

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation  
-----



NOM ..... : **MASSELOT**

Prénoms ..... : **Henri, Augustin**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Auxiliaire manoeuvre**

Résidence de service ..... : **M. RIVY V.W.**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : **14.7.1943**

Date et lieu de naissance ..... : **21.2.1924 A CYSOING -Nord-**

Domicile civil ..... : **1, rue de la Pompe - CYSOING**

Situation de famille ..... : **Célibataire**

Qualités professionnelles ..... : **None**

Service militaires ..... {  
( grade, campagnes, citations, blessures )

Affiliation politique (s'il y a lieu ) ..... { **Nous ne la connaissons pas**

Date de l'arrestation ..... : **5 Juillet 1944 à 7 heures à son domicile**

Motif de l'arrestation ..... { **In connu**

Condamnation ..... :

Date , Tribunal , Motif ..... :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce ..... {

Lieu d'internement ..... : **Prison de LOOS**

NOM du défenseur ..... :

*Déporté en Allemagne adresse inconnue*

13 JUIL 1944

Le Directeur

Signé : LEMAIRE

*Libéré le 10 mai 1945. Arrêté CP 20/6/45*

DR/N2/47 - D 7873

12 OCT 1944

*copie* Transmis à M. le Chef du Service M.T.

Pour enquête, renseignements et,  
s'il y a lieu, proposition de secours.

cf à  
lettre de M<sup>me</sup> Maschet  
femme d'un agent du dépôt  
de Romain (arrêté par les Allemands  
secours)

Oct. 1873

SR<sup>e</sup>

Massin, Fernand.



S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



Nom : MASSIN  
Prénoms : Fernand, Julien.  
Grade à la S.N.C.F. : Surveillant principal H.G. S.F.  
Résidence de service : Calais  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 1<sup>er</sup> avril 1919  
Date et lieu de naissance : 6 janvier 1896 à AMIENS (Somme)  
Domicile civil : 13, rue Ronsart à Calais (P.d.C.)  
Situation de famille : marié, 1 enfant 21 ans.  
Qualités professionnelles : très bonnes.  
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) :  
Affiliation politique (s'il y a lieu) : aucune à notre connaissance  
Date de l'arrestation :  
Motifs de l'arrestation : 17 juillet 1944 entre 10 et 11 heures-  
arrêté par la gestapo dans les locaux de l'U.B.A.  
de Calais.  
serait inculqué d'espionnage.  
Condamnation : Démarche faite auprès des autorités allemandes en  
vue de connaître le motif exact de l'arrestation.  
Date, tribunal, motif :  
Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :  
Lieu d'internement :  
Nom du défenseur :

6. 1873  
20 JUIL 1944

SCP m. L. 7  
D. Bucten

Signé : LEMAIRE



Paris, le 8 août 1944

À la Subdivision  
Général et du Personnel



Confidentiel

Monsieur ROUSSEL,

VB.N.GP-B/2

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. MASSIN Fernand  
surveillant principal S.N. H.C. à Calais, arrêté par les autorités  
allemandes, le 17 juillet 1944, une allocation mensuelle correspondant  
aux 3/4 de sa rémunération, et ce, depuis la date de mise en état d'ar-  
restation.

L'imputation est à faire au Chapitre 1er, article 18, paragraphe 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont à  
prendre à l'égard de l'intéressé :

- les retenues pour la Caisse des Retraites et la Caisse de Prévoyance  
devront être opérées, lesquelles seront versées à ces caisses.

En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et sera  
déclarée au fisc.

16-8  
immédiat

Le Chef de la Subdivision  
Général et du Personnel

Calais le 22.7.1946.

Amicus L'Eugénien.

4 J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une demande conforme au modèle annexé à la lettre Pm 3 916 du 15 Mai 1946 de Amicus Patalet concernant les agents prisonniers de guerre déportés au traité d'armistice non ratifié. Il s'agit de M. MASSIN Fernand déporté politique.

Vous trouverez annexé à cette demande les certificats de naissance et extrait du livret de famille

Le Chef de Section Principal

Don,

x Boulogne, le 5.9.46.

MIN. Va G P L  
Massin Fernand  
surveillant P. S. E. H. C  
déporté

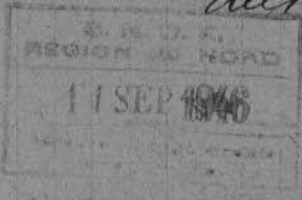
François A. Moresque Farades  
chef de la Subdivision des Trésoriers et  
du Personnel. 6 SEPT 1946

H

Pour la suite à donner

V.B.N. 9442

Transmis à Monsieur le chef  
des services administratifs  
comme suite à la note P. 43816  
du 15 mai 1946 d'ut. C.



Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel

*[Signature]*  
Voie

13 SEPT 1946

TRANSMIS à

DR/N2/41

D. 1873

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel.  
(Section des Prisonniers et  
des Déportés)

Comme suite à sa lettre Pm 3816  
du 15 mai 1946.

L'Ingénieur en Chef,  
Attaché à la Direction

Signé: ODDOT



Oct. 1873

Dr

Masson, François

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



Nom : MASSON

Prénoms : François

Grade à la S.N.C.F. : Cantonnier auxiliaire

Résidence de service : LA BOISSIERE

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 22 mai 1944

Date et lieu de naissance : 29 février 1908 LE DELUGE (Oise)

Domicile civil : LE DELUGE (Oise)

Situation de famille : Marié, 2 enfants : 4 ans et 8 mois

Qualités professionnelles : Bonnes

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : Inconnus

Affiliation politique (s'il y a lieu) : Néant à notre connaissance

Date de l'arrestation : 29 juillet 1944 à son domicile par la police allemande

Motifs de l'arrestation : Inconnus. Les démarches sont faites auprès des autorités allemandes en vue de connaître le motif de l'arrestation.

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : Inconnu.

Nom du défenseur :

Reçu en France le 25.4.45  
S.C. Paris par Bordureau  
collectif sans dossier 1873  
Mlle Georges. le 5.9.45

1873

5 AOUT 1944

Signé : LEMAIRE

D. 18-73

(see)

Masson Georges  
Vou auon mille

~~Ge~~



S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

C.A. d'Arras

Nom : **MASSON**

Prénoms : **Georges**

Grade à la S.N.C.F. : **Gardien des cités de cheminots d'ARRAS.**

Résidence de service : **ARRAS**

Date d'entrée <sup>au Conseil d'Administration</sup> ~~à la S.N.C.F.~~ **des Cités** : **Janvier 1936**

Date et lieu de naissance : **7 Mai 1913 à AGNY (P.de C.)**

Domicile civil : **47, Avenue de Sancy à ACHICOURT.**

Situation de famille : **Marié, 1 enfant 3 ans (+1 décédé)**

Qualités professionnelles : **Gardien**

Services militaires  
(grade, campagnes, citations, blessures) : **Affecté au 401ème régiment C.A.D. le 19 Octobre 1934  
Libéré le 12 Octobre 1935.  
Rappelé le 27 Août 1939 au 66<sup>e</sup> groupe D.A.T. soldat  
2<sup>e</sup> cl. - Pas de citation.**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **Front National.**

Date de l'arrestation : **29 Novembre 1943.**

Motifs de l'arrestation : **Arrestation par l'armée allemande et déportation en  
Allemagne.**

Condamnation : "

Date, tribunal, motif : "

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce : "

Lieu d'internement : "

Nom du défenseur : "

*Revenu en France le 15 Mai 1945 S.C. Paris le 26/11/45*  
*par le bureau collectif*



S. 1873

SR2

Mathieu, Gilbert.

Région du

en cas d'arrestation d'un agent de la  
par les autorités d'occupation

Nom. .... MATHIEU  
Prénoms. ....  
Grade à la ..... Auxiliaire manoeuvre  
Résidence de service. ....  
Date d'entrée à la ..... 10 Janvier 1944  
Date et lieu de naissance ..... Janvier 1914 - ULV (Nord)  
Domicile civil. .... Rue de la ..... ULV (Nord)  
Situation de famille. .... célibataire  
Qualités professionnelles. ....  
Services militaires .....  
Grades, campagnes, citations, blessures, .....  
Affiliation politique. .... Nous n'en connaissons pas  
Date de l'arrestation. ....  
Lieu de l'arrestation. .... Inconnue  
Condamnations .....  
Dette, arbitrage, motif. ....  
Éléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce. ....  
Lieu d'internement. ....  
Nom du défenseur. ....

1875

SCP du Service,  
Le Directeur

15 JUIN 1944

Signé : LEMAIRE

Note.

14/6  
un martyr

Nous demandons à l'annonceur Exact  
à Douai de nous faire connaître si  
l'E.B.D. a été avisé de l'annulation  
de cet agent.



S. N. C. F.

LA CHAPELLE

le 27 JUIN 1944

Région du NORD

Matériel et Traction

28 JUIN 1944

Subd<sup>on</sup> du PersonnelRue de Dunkerque, Paris-X  
Tél: TRU. 28-40

A.S. N° 9113

Monsieur le Chef des Services Administratifs  
PARISMATHIEU Gilbert, auxiliaire manoeuvre à VALENCIENNES -  
Incarcération par les Autorités Allemandes le 28.5.44Je suis avisé que l'intéressé a été libéré le  
12 Juin 1944 ; ses explications écrites vous parvien-  
dront ultérieurement.28 Juin  
un matin**L'Ingénieur Principal**

Chef de la Subdivision du Personnel



S.N.C.F.

29 JUIN 1944

le

29 JUIN 1944

Région du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent  
incarcéré par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant *l'auxiliaire manœuvre*

*Mathieu Gilbert de Valenciennes*  
que je vous ai adressée le *15 Juin 1944*

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le *28 Mai 1944*  
a été libéré le *12 Juin 1944*  
et a repris son service

LE DIRECTEUR,

Signé: ODDO1

REGION **NORD**SERVICE **M.T.**

## DEMANDE D'EXPLICATIONS ÉCRITES

7 P 1

O/W 47966. — 1-43. — Delmas, Ex. — 56332.

Nom, prénom, M. **MATHIEU, Gilbert.**

N° Caisse de Ret.

Grade, Etablissement, Arrond: **AUX MV au dépôt de Valenciennes.  
2ème arrondt de la Traction.**

Prière de me fournir vos explications au sujet  
de votre arrestation par les Allemands le 28  
Mai dernier à 8h30.

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

Valenciennes le 8.7.1944.

Le Chef de dépôt pal,

Date et signature du Chef d'Etablissement

RÉPONSE DE L'AGENT

En passant pour aller en Belgique  
je suis resté chez un ami la  
soirée pour lui dire bonjour et la  
veille j'ai servi par les allemands  
après et je fus arrêté comme  
suspecte j'ai eu à passer à  
l'interrogatoire 2 fois ils ont compris  
que j'étais innocent et que je ne  
faisais pas partie d'un mouvement  
de résistance et je fus libéré.

Mathieu

Valenciennes 10-7-44

Date et signature de l'agent

A/M

S. N. C. F.

Région du NORD

Matériel et Traction

Subd<sup>iv</sup> du Personnel

A.3 N° 9911

PARIS, le

31 JUIL 1944

Service  
19, Rue de la Gare, Paris-X<sup>e</sup>  
Tél. TRU. 99-40

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
à PARIS



MATHIEU Gilbert, auxiliaire manoeuvre  
à Valenciennes (Ton) - Incarcéré par  
les autorités allemandes du 28 Mai au  
12 Juin 1944 -

Suite à ma lettre A.3 9613 du  
27 Juin dernier relative à la remise  
en liberté de cet agent.

Je vous adresse ci-jointes ses  
explications écrites à toutes fins  
utiles.

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

1.8.44

Un sous les yeux  
de M. Oudot.

affaires de classe.

Mathieu

D1873

DR2

MATTE E mile

Nom	MATTE
Prénoms	Edouard, Alfred
Grade à la G.S.E.	Capitaine
Date de naissance	18-11-1895
Date d'entrée à la G.S.E.	15 Janvier 1935
Date de fin de carrière	9 Mars 1941 à 12H00 - 1941
Service	Matte, 75 rue de la République
Composition de la famille	Un seul enfant : 21 ans et 5 ans
Qualité des professions exercées	4 ans - 1935 à 1941 - 1941 - 1941
Postes occupés au cours de sa carrière (grades, fonctions, citations, distinctions)	Le 15 Mars 1935 au 15 Mars 1941 - En qualité de 1er lieutenant de G.S.E.
Postes occupés au cours de sa carrière (grades, fonctions, citations, distinctions)	
Date de l'arrestation	15 Janvier 1941 sous la botte
Lieu de l'arrestation	Station d'arrêt de la G.S.E. - 1941 - 1941
Conditions de détention	1941 - 1941 - 1941 - 1941
Date d'arrestation, motif	
Liens de la même nature possibles	
Date d'arrestation	1941 - 1941 - 1941 - 1941
Date d'arrestation	1941 - 1941 - 1941 - 1941

-7 DEC 1941



Q. M. S. P.

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD  
- 7 DEC 1942  
N.C.F.  
DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

$G = \text{gagne } 225$   
par semaine

Marié 2 enfants : 11 ans et 8 ans : *dépens*  
4 beaux enfants : 26, 21, 18 et 15 ans.  
Bonnes *mariées*

du 8 Avril 1921 au 25 Avril 1923 -  
2<sup>e</sup> classe à la 1<sup>re</sup> Section de C.D.A.

n5ant

Détention d'une carabine - Dans une lettre adressée à son Chef de District, l'intéressé déclare qu'il a été dénoncé par sa femme.

(sur une lettre de moi : notre agent a accepté que le dossier  
m'en soit remis à la femme) (1)

19

10

Gendarmerie de CALAIS

→ transférés à Oran  
ou atteste de jugement  
(6 mois à 2 ans de prison)

Signé : CAMBURNAC

(1) PXVII - 1 de V.B. de  
13.1.43.

Calais, le 29 Janvier 1943

Monsieur l'Ingénieur Principal

J'ai eu ce jour la visite de Madame MATTE, femme d'un Cantonnier de CALAIS, qui m'a exposé la pénible situation dans laquelle elle se trouvait.

Je vous ai signalé en son temps que son mari avait été arrêté par les A.A. et qu'il était incarcéré à la prison de LOOS.

Notre agent qui avait, en dehors du service, une conduite déplorable, a laissé sa famille sans aucune ressources.

(c'est ainsi qu'ayant touché sa paie le 27/II, il n'en donna absolument rien à sa femme, et il fut arrêté le 29/II.)

Cette famille se compose, en plus de la mère, d'une fille très malade de 18 ans, d'un fils de 15ans1/2, et de deux autres enfants de 12 et 8 ans.

La seule ressource de cette famille est actuellement ce que gagne le fils de 15ans1/2 - 225 francs par semaine dans une brasserie.

Madame MATTE, depuis fin Novembre, a vendu tout ce qu'elle pouvait de son mobilier pour subvenir aux besoins de ses enfants; maintenant elle n'a plus rien, et c'est la misère.

Je vous ai adressé le 2 Décembre une demande de secours en sa faveur, je vais vous en présenter une nouvelle, mais il faudrait qu'une aide immédiate soit apportée à cette famille.

Je vous serais obligé de bien vouloir intervenir pour qu'une suite rapide et favorable soit donnée à la première demande de secours.

Le Chef de Section Principal,

BOUCHER

ft le  
15-1-43  
= A.F. + 3/4 rémunération

M. le Directeur.

Le motif de l'arrestation est uniquement:  
détention d'armes.

Conformément au barème Fatala,  
l'allocation mensuelle à verser est bien  
celle indiquée par V.B:

A. F. +  $3/4$  rémunération.

Il s'agit d'un cas bien net - que  
V.B. ne pouvait pas se voir remettre;  
par lettre du 20-10-62 vous lui avez  
donné le soin de faire le nécessaire.

M. Virard me

est le fin de compte?

Arrière payement = A.F. +  $3/4$  rémunération  
15-1-63

EXP 100-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-2617-2618-2619-2620-2621-2622-2623-2624-2625-2626-2627-2628-2629-2630-2631-2632-2633-2634-2635-2636-2637-2638-2639-2640-2641-2642-2643-2644-2645-2646-2647-2648-2649-2650-2651-2652-2653-2654-2655-2656-2657-2658-2659-2660-2661-2662-2663-2664-2665-2666-2667-2668-2669-2670-2671-2672-2673-2674-2675-2676-2677-2678-2679-2680-2681-2682-2683-2684-2685-2686-2687-2688-2689-2690-2691-2692-2693-2694-2695-2696-2697-2698-2699-2700-2701-2702-2703-2704-2705-2706-2707-2708-2709-2710-2711-2712-2713-2714-2715-2716-2717-2718-2719-2720-2721-2722-2723-2724-2725-2726-2727-2728-2729-2730-2731-2732-2733-2734-2735-2736-2737-2738-2739-2740-2741-2742-2743-2744-2745-2746-2747-2748-2749-2750-2751-2752-2753-2754-2755-2756-2757-2758-2759-2760-2761-2762-2763-2764-2765-2766-2767-2768-2769-2770-2771-2772-2773-2774-2775-2776-2777-2778-2779-2780-2781-2782-2783-2784-2785-2786-2787-2788-2789-2790-2791-2792-2793-2794-2795-2796-2797-2798-2799-2800-2801-2802-2803-2804-2805-2806-2807-2808-2809-2810-2811-2812-2813-2814-2815-2816-2817-2818-2819-2820-2821-2822-2823-2824-2825-2826-2827-2828-2829-2830-2831-2832-2833-2834-2835-2836-2837-2838-2839-2840-2841-2842-2843-2844-2845-2846-2847-2848-2849-2850-2851-2852-2853-2854-2855-2856-2857-2858-2859-2860-2861-2862-2863-2864-2865-2866-2867-2868-2869-2870-2871-2872-2873-2874-2875-2876-2877-2878-2879-2880-2881-2882-2883-2884-2885-2886-2887-2888-2889-2890-2891-2892-2893-2894-2895-2896-2897-2898-2899-2900-2901-2902-2903-2904-2905-2906-2907-2908-2909-2910-2911-2912-2913-2914-2915-2916-2917-2918-2919-2920-2921-2922-2923-2924-2925-2926-2927-2928-2929-2930-2931-2932-2933-2934-2935-2936-2937-2938-2939-2940-2941-2942-2943-2944-2945-2946-2947-2948-2949-2950-2951-2952-2953-2954-2955-2956-2957-2958-2959-2960-2961-2962-2963-2964-2965-2966-2967-2968-2969-2970-2971-2972-2973-2974-2975-2976-2977-2978-2979-2980-2981-2982-2983-2984-2985-2986-2987-2988-2989-2990-2991-2992-2993-2994-2995-2996-2997-2998-2999-3000-3001-3002-3003-3004-3005-3006-3007-3008-3009-3010-3011-3012-3013-3014-3015-3016-3017-3018-3019-3020-3021-3022-3023-3024-3025-3026-3027-3028-3029-3030-3031-3032-3033-3034-3035-3036-3037-3038-3039-3040-3041-3042-3043-3044-3045-3046-3047-3048-3049-3050-3051-3052-3053-3054-3055-3056-3057-3058-3059-3060-3061-3062-3063-3064-3065-3066-3067-3068-3069-3070-3071-3072-3073-3074-3075-3076-3077-3078-3079-3080-3081-3082-3083-3084-3085-3086-3087-3088-3089-3090-3091-3092-3093-3094-3095-3096-3097-3098-3099-3100-3101-3102-3103-3104-3105-3106-3107-3108-3109-3110-3111-3112-3113-3114-3115-3116-3117-3118-3119-3120-3121-3122-3123-3124-3125-3126-3127-3128-3129-3130-3131-3132-3133-3134-3135-3136-3137-3138-3139-3140-3141-3142-3143-3144-3145-3146-3147-3148-3149-3150-3151-3152-3153-3154-3155-3156-3157-3158-3159-3160-3161-3162-3163-3164-3165-3166-3167-3168-3169-3170-3171-3172-3173-3174-3175-3176-3177-3178-3179-3180-3181-3182-3183-3184-3185-3186-3187-3188-3189-3190-3191-3192-3193-3194-3195-3196-3197-3198-3199-3200-3201-3202-3203-3204-3205-3206-3207-3208-3209-3210-3211-3212-3213-3214-3215-3216-3217-3218-3219-3220-3221-3222-3223-3224-3225-3226-3227-3228-3229-3230-3231-3232-3233-3234-3235-3236-3237-3238-3239-3240-3241-3242-3243-3244-3245-3246-3247-3248-3249-3250-3251-3252-3253-3254-3255-3256-3257-3258-3259-3260-3261-3262-3263-3264-3265-3266-3267-3268-3269-3270-3271-3272-3273-3274-3275-3276-3277-3278-3279-3280-3281-3282-3283-3284-3285-3286-3287-3288-3289-3290-3291-3292-3293-3294-3295-3296-3297-3298-3299-3300-3301-3302-3303-3304-3305-3306-3307-3308-3309-3310-3311-3312-3313-3314-3315-3316-3317-3318-3319-3320-3321-3322-3323-3324-3325-3326-3327-3328-3329-3330-3331-3332-3333-3334-3335-3336-3337-3338-3339-3340-3341-3342-3343-3344-3345-3346-3347-3348-3349-3350-3351-3352-3353-3354-3355-3356-3357-3358-3359-3360-3361-3362-3363-3364-3365-3366-3367-3368-3369-3370-3371-3372-3373-3374-3375-3376-3377-3378-3379-3380-3381-3382-3383-3384-3385-3386-3387-3388-3389-3390-3391-3392-3

COMMISSION LOCALE D'ENQUÊTE Calais, le 1er Février 1945.  
POUR L'EPURATION  
CALAIS

La Commission Locale d'Enquête  
pour l'Epuration CALAIS

à Monsieur le Président de la  
Commission d'Epuration à  
la S.N.C.F. PARIS

Monsieur le Président,

Il est porté à notre connaissance que Mme MATTE  
réfugiée dans la Meuse et auparavant demeurant  
rue Marceau à CALAIS, touche le salaire de son mari  
employé à la S.N.C.F. Cette femme, qui a dénoncé  
son mari à la Gestapo a refusé à un calaisien de  
retour de LOOS, le nécessaire pour faire un colis  
à son mari, Emile MATTE.

Nous vous serions obligés de nous faire con-  
naître si votre Commission d'Epuration a eu écho  
de cette affaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Prési-  
dent, l'assurance de nos sentiments distingués.

Pour la Commission d'Enquête  
Le Président  
(s)...



CLASSEMENT

.....  
D R/N. 2741. 9 1873/4600

OBJET DE L'AFFAIRE

A ( Demande d'enquête sur les agissements de M. Haffa  
et détermination prise à son égard. ....  
.....  
.....  
.....

Origine : Comm. d'inspection Destinataire : .....

Répondu le : .....

Date : .. 16. 2. 41. ....

Référence : C.E. 660. ....

Suite à donner : Pour A .....

Délat : .....

Transmissions à 17: FEV 1945 Date des rappels :

M. Guillaume Date : 17. 2. 41. Le .../.../....

M. .... Date : 17. 2. 41. Le .../.../....

M. .... Date : 17. 2. 41. Le .../.../....

Suite donnée .....

S.N.C.F.

Paris, le

16 FEV 1945

Région du Nord

Commission d'Epuración

C.E. 660

Monsieur le Directeur de la  
Région N O R D,**CONFIDENTIEL**

6  
16/2  
9

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre qui m'a été transmise par la Commission locale d'enquête pour l'épuration à CALAIS, me signalant les agissements de Mme MATTE réfugiée dans la Nièvre et femme d'un employé de la S.N.C.F.

Etant donné la gravité des faits reprochés à l'intéressée, je vous serais reconnaissant de vouloir bien faire effectuer une enquête à son sujet et me tenir au courant de la décision que vous aurez cru devoir prendre.

Avec mes remerciements, je vous prie de vouloir bien agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

17 FEV 1945  
24600  
28/12/44  
Communiqué à  
M. Guillaume  
pour A.  
1. Le Directeur  
A. Durand  
23 FEV 1945  
B2

M. Senaux  
M. Mussemacher  
M. Tanads  
M. Jean

10. Le Président de la Commission,

*[Signature]*

SOCIÉTÉ NATIONALE  
des CHEMINS de FER FRANÇAIS

Région NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments

PARIS, le 14 Mars 1945

19 MARS 1945

Monsieur le Directeur,

VB/N gp B<sup>2</sup>

Correspondance ci-jointe concernant M<sup>me</sup> MATTE Emile, femme d'un cantonnier de Calais, qui aurait dénoncé son mari à la gestapo.

Le 4 Décembre 1942, je vous ai adressé les fiches de renseignements concernant notre agent qui a été arrêté par les Allemands le 28/11/1942 pour détention d'une carabine et qui, dans une lettre adressée au chef de district, le 30 Novembre, informait celui-ci qu'il avait été dénoncé par sa femme.

Le 28 Décembre 1942, le Chef d'Arrondissement nous adressait une proposition de secours sur formule P.XVIII<sup>1</sup> en faveur de M<sup>me</sup> MATTE et écrivait ce qui suit:

"Cette famille, qui comprend encore 2 jeunes enfants et du fait de cette arrestation se trouve dans une situation difficile.  
"Le cantonnier MATTE déclare avoir été arrêté sur dénonciation de sa femme; celle-ci, dans ses explications au chef de district, affirme y être étrangère.  
"En présence de ces affirmations contradictoires, le Service local a revu l'intéressé qui était interné à la gendarmerie de Calais; celui-ci, malgré sa prévention contre sa femme, et étant donné qu'elle assure toujours la garde de ses enfants, a consenti, après une longue hésitation, à ce que le secours qui pourrait éventuellement lui être accordé soit versé à sa femme."

Cette proposition de secours, vous a été adressée le 13 Janvier 1943 et vous me l'avez retournée le 15 Janvier en me demandant de faire payer à la famille une allocation mensuelle égale aux trois quarts de la rémunération, augmentée des allocations familiales.

Vous trouverez, par ailleurs, la copie d'une note du 29/1/1943 du chef de section principal de Calais exposant la situation de M<sup>me</sup> MATTE.

Je demande à mon collègue de la Région Sud-Est de faire effectuer une enquête auprès de l'intéressée qui habite à Ville-Langy par Anleay (Nièvre) aux fins de connaître:

.....

- B
- ce qu'elle a fait pour son mari depuis son incarcération;
  - s'il est exact qu'elle a refusé de lui envoyer un colis;
  - sa réputation dans sa résidence de repli.

Je vous transmettrai ces renseignements dès qu'ils me parviendront.

Monsieur le Directeur,

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

ABN 22 B2

Commissaire de Calais qui avait déposé son mari à la Gestapo.

Le 4 Décembre 1942, je vous ai adressé les fiches de renseignements concernant notre agent qui a été arrêté par les Allemands le 28/11/42 pour détention d'une carabine et qui dans une lettre adressée au chef de district le 30 Novembre, informait celui-ci qu'il avait été déposé par sa femme.

Le 26 Décembre 1942, le Chef d'Arrondissement nous adressait une proposition de secours au Fournier P. XVIII en faveur de M<sup>me</sup> MATTE et sollicitait ce qui suit :

" Cette famille qui comprend encore 3 jeunes enfants et du fait de cette situation se trouve dans une situation difficile.  
" Le commissaire MATTE déclare avoir été arrêté sur dénonciation de sa femme, celle-ci dans ses explications au chef de district affirme y être étrangère.  
" En présence de ces affirmations contradictoires le Service local a relevé l'intérêt qui était attaché à la garde-mairie de Calais, celui-ci, malgré la prévention contre sa femme, et étant donné qu'elle assure toujours la garde de ses enfants, a consenti, après une longue hésitation, à ce que le secours qui pourrait éventuellement lui être accordé soit versé à sa femme.

Cette proposition de secours, vous a été adressée le 13 Janvier 1943 et vous me l'avez retournée le 15 Janvier en me demandant de faire payer à la famille une allocation mensuelle égale aux trois quarts de la rémunération augmentée des allocations familiales.

Vous trouverez par ailleurs la copie d'une note du 20/1/43 du chef de section principal de Calais exposant la situation de M<sup>me</sup> MATTE.

Je demande à mon collègue de la Région Sud-Est de faire effectuer une enquête auprès de l'intéressé qui habite à Ville-Jarry par Anisay (Nièvre) aux fins de connaître :



20 - 3 - 45

M. Oudot

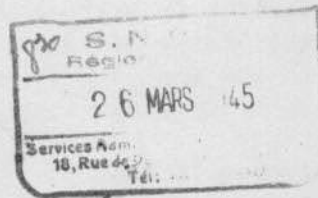
Désirez-vous :

- faire une réponse d'attente  
à M. Hennig?

- ou bien attendre les renseignements (B)  
demandés par M. Guillaume au Lind. Est?  
Ils ne nous parviennent vraisemblablement  
pas avant un mois.

M. Oudot

Il vaut mieux faire  
une réponse d'attente  
à M. Hennig?  
20/3 a



1 Signature

Qui est de venue le mai ?

H7

le  
vin

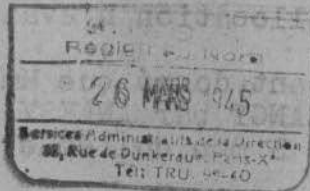
26/7

67

( toujours incarcéré )  
/ Revu en 1943 /

26 MARS 1945

DR/N2/41  
D 1873



Aff. Mme MATTE

VR. C.E. 660  
du 16.2.45

Monsieur MEUNIEZ,  
Président de la Commission  
d'Epuration de la Région Nord.

Le 28 Novembre 1942, le cantonnier MATTE Emile, de CALAIS, a été arrêté par les Allemands pour détention d'une carabine; dans une lettre adressée à son Chef de district, le 30 Novembre, il a informé celui-ci qu'il avait été dénoncé par sa femme.

7 Par contre, dans ses explications au Chef de district, Mme MATTE a affirmé qu'elle était étrangère à cette dénonciation.

En présence de<sup>ces</sup> affirmations contradictoires, notre service local a revu notre cantonnier qui était interné à la gendarmerie de CALAIS. M. MATTE, malgré sa prévention contre sa femme, et étant donné qu'elle assure toujours la garde de ses enfants (17, 13 et 10 ans), a consenti, après une longue hésitation, à ce que l'allocation mensuelle qui lui était accordée par la Région fût versée à sa femme.

Mme MATTE, qui avait vendu tout ce qu'elle pouvait de son mobilier pour subvenir aux besoins de ses enfants, se serait trouvée dans la misère la plus complète si

cette allocation n'avait pas été versée.

Etant donné que Mme MATTE habite à VILLE-LANGY par ANLESY (Nièvre), j'ai demandé à mon collègue de la Région Sud-Est :

- ce que celle-ci a fait pour son mari depuis son incarcération;
- s'il est exact qu'elle ait refusé de lui envoyer un colis;
- sa réputation dans sa résidence de repli.

Ces renseignements seront portés à votre connaissance dès qu'ils me parviendront.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT



CM  
V.B.N. v.a.4/P

Personnel

M. MATTE Emile.

Confidentiel.

LILLE, le 16 Avril 1945.

Monsieur PARADIS

Chef de la Subdivision du Personnel

à PARIS.

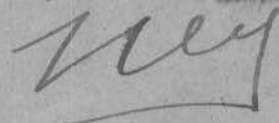
Suite à votre annotation sur la copie de votre note VBN.gp.B2 du 17.3.1945 à M. le Directeur concernant Mme MATTE Emile, femme d'un cantonnier de CALAIS qui aurait dénoncé son mari à la Gestapo.

La rue Marceau à CALAIS, où demeurait M. et Mme MATTE est complètement détruite et tous ses habitants sont dispersés; il n'a donc pas été possible d'enquêter sur les agissements de Mme MATTE avant son évacuation.

Cependant, il a toujours été de notoriété publique que le ménage vivait en désaccord, aux torts respectifs des 2 époux, et que c'est à l'issue d'une scène que la femme s'est rendue à la Kommandantur faire la dénonciation qu'on lui reproche.

Nous n'avons plus de nouvelles de Mme MATTE depuis son départ de CALAIS.

In Chef d'arrondissement



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU SUD-EST

Nevers, le 18 Avril 1945

Monsieur l'Ingénieur  
Chef du II Arrondissement  
de la Voie NEVERS

---

Comme suite à votre lettre du 22/3/45  
nous avons visité Mme Matté à Ville-Langy.

Madame Matté est réfugiée à Ville Langy  
depuis 1943, elle y est arrivée avec ~~une~~ ses filles  
mariées et ses deux derniers enfants Emile 18 ans  
et Nelly 14 ans et Jacques 11 ans.

Madame MATTE nie avoir eu la visite ou  
une lettre d'un ex-compagnon de captivité de son mari  
lui demandant d'envoyer un colis à ce dernier. Avant  
de quitter Calais elle a dit au Chef de District qu'elle  
lui communiquerait l'adresse de son mari dès qu'elle  
l'aurait afin que ses camarades lui adressent un colis.  
Elle ajoute que malgré les difficultés de ravitaillement  
elle n'aurait pas refusé de lui en adresser un .....

Cependant Mme Matté n'a fait aucune dé-  
marche à la Croix Rouge ni auprès d'aucun organisme  
pour avoir des nouvelles de son mari avant le 6/9/43,  
c'est-à-dire 10 mois 1/2 après son arrestation. A cette  
date elle écrit au gardien chef de la prison de Loos  
(Nord) qui lui répond (7/11/43) que son mari a été  
transféré le 27/12/42 en direction de la Belgique et  
ensuite probablement de l'Allemagne. Depuis Mme Matté  
n'a refait aucune démarche pour obtenir quelques ren-  
seignements.

Mme Matté reproche à son mari sa conduite  
mais elle ajoute que s'il revenait elle le recevrait  
quand même.

Dans le pays Mme Matté étant réfugiée n'  
est pas très connue, on sait seulement qu'elle ne s'en-

tendait pas avec son mari et qu'elle n'en a aucune nouvelle. En l'absence de Mr le Maire et de Mr le Curé nous avons vu le secrétaire de Mairie qui a donné de très mauvais renseignements. Mme MATTE se serait vantée d'avoir fait arrêter son mari pour s'en débarrasser en faisant écrire par un de ses gendres une lettre de dénonciation l'accusant de détention d'arme. Elle aurait ajouté qu'elle espérait bien qu'il ne reviendrait pas et qu'elle pourrait vivre tranquillement avec sa pension. Elle touche la solde de son mari c'est-à-dire 4.500 frs, l'allocation de réfugié (1900) réduite à 750 depuis le 1/4/45 et son fils qui travaille dans une ferme où il est nourri gagne 1.000 frs, ce qui fait 6.250 frs.

Madame MATTE nous donne l'impression d'être très gênée lorsqu'on lui parle d'un retour probable de son mari et surtout de l'enquête qu'il fera faire pour connaître les accusateurs.

L'Association Sociale  
14 rue 2<sup>e</sup> République  
*[Signature]*

Région NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments

VB/N B2  
EP

LETTRE REPONSE



Paris, le 24 Mai 1945

Monsieur le Directeur,

Suite à ma note du 17 Mars 1945 concernant Mme Matte Emile, femme d'un cantonnier de Calais déporté en Allemagne et qui a fait l'objet d'une plainte à la Commission d'Epuración de la Région du Nord.

Vous trouverez ci-joint .

- 1°) Une note du 16 avril 1945 de M. Adine, Chef du 4ème Arrondissement V.B. à Lille faisant ressortir que le ménage Matte vivait en désaccord aux torts respectifs des 2 époux.
- 2°) Une lettre de l'Assistante Sociale de Nevers qui a fait une enquête sur Mme Matte dans sa résidence de repli.

Les renseignements sont nettement défavorables et il apparaît que Mme Matte ne serait pas étrangère à l'arrestation de son mari, dont elle ne souhaiterait pas le retour.

En conséquence, je suis d'avis de supprimer dès à présent le paiement de l'allocation mensuelle qui sera mise en réserve pour être versée à l'agent dès son retour.

Par contre les allocations familiales pourraient continuer à être versées à Mme Matte qui a à sa charge 2 enfants de 8 et 11 ans.

- 6 JUIN 1945

1873  
M. le Chef du Service V.B.  
A. Je suis d'accord.

Le Directeur

Signé : HÉBERT

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments



Région du NORD

D.R/N.2/41

D.1873

Monsieur MEUNIEZ,

Affaire Mme MATTE

Président de la Commission d'Epuration  
de la Région NORD.

Suite à ma lettre du 26 mars 1945.

Veuillez trouver ci-joint copie :

- d'une note de M. le Chef d'arrondissement de la Voie à LILLE,
- d'une lettre de l'assistante sociale de NEVERS, relatives aux agissements de Mme MATTE à l'égard de son mari, le cantonnier MATTE Emile, de CALAIS, déporté en Allemagne.

Les renseignements sont nettement défavorables et il apparaît que Mme MATTE ne serait pas étrangère à l'arrestation de son mari, dont elle ne souhaiterait pas le retour.

Le Directeur,

*Mme - le me des pas  
mettre en cause l'assistante  
sociale - me fait*

*20*  
Traduire, dans la note  
à l'annexé les renseignements  
essentiels données par l'A.S., sans  
en dénigrer la source.

*6/6/45*

Région NORD

DR/N.2/41 D. 1873  
Aff. Mme MATTE  
-----

Monsieur MEUNIER  
Président de la Commission  
d'Epuration.

Suite à ma lettre du 26 Mars 1945.

Veillez trouver ci-joint copie d'une note de M. le Chef d'Arrondissement de la Voie à Lille relative aux agissements de Mme MATTE à l'égard de son mari, le cantonnier MATTE, Emile, de CALAIS déporté en Allemagne.

*D'après des renseignements fournis à*

~~J'ai pu obtenir, d'autre part, quelques renseignements sur l'intéressée qui réside actuellement avec ses enfants à VILLE-LANGY dans la Nièvre.~~  
*On elle lui de Achille? Aue ne est Ant, Mme MATTE*

L'intéressée se serait vantée d'avoir fait arrêter son mari pour s'en débarrasser en faisant écrire par un de ses gendres une lettre de dénonciation l'accusant de détention d'arme. Elle aurait ajouté qu'elle espérait bien qu'il ne reviendrait pas et qu'elle pourrait vivre tranquillement avec sa pension.

*lettre*  
Mme MATTE reproche à son mari sa conduite mais elle déclare que s'il revenait elle le recevrait quand-même; elle laisse cependant l'impression d'être très gênée lorsqu'on lui parle d'un retour probable de son mari et surtout de l'enquête qu'il fera faire pour connaître les accusateurs.

En ce qui concerne l'envoi d'un colis à son mari qui lui aurait été demandé par un compagnon de captivité de ce dernier, Mme MATTE nie avoir eu la visite ou une lettre de ce déporté et ajoute que malgré les difficultés de ravitaillement, elle n'aurait pas refusé de lui en adresser un.

*Le service de la vie suspen à  
tout règlement de l'autorité  
numéro 13/4 de la commune) doit être satisfait*

Le Directeur,

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION du NORD

EXPLOITATION

N<sup>o</sup> \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_

n° carte qui continuera appartenant  
à servir les assoc. familiales.

7



14 JUIN 1945

Monsieur MEUNIEZ  
Président de la Commission  
d'épuration.

DR/N2/41-D.1873  
Aff. Mme MATTE Suite à ma lettre du 26 mars  
1945.

-----  
Veuillez trouver ci-joint  
copie d'une note de M. le Chef  
d'arrondissement de la Voie à LILLE  
relative aux agissements de Mme  
MATTE à l'égard de son mari, le  
cantonnier MATTE, Emile, de CALAIS  
déporté en Allemagne.

D'après des renseignements  
recueillis à VILLE-LANGY dans la  
Nièvre où elle réside actuellement  
avec ses enfants, Mme MATTE se  
serait vantée d'avoir fait arrêter  
son mari pour s'en débarrasser en  
faisant écrire par un de ses gendres  
une lettre de dénonciation l'accu-  
sant de détention d'armes. Elle au-  
rait ajouté qu'elle espérait bien  
qu'il ne reviendrait pas et qu'elle  
pourrait vivre tranquillement avec  
sa pension.

Mme MATTE reproche à son mari

....



sa conduite mais elle déclare que s'il revenait elle le recevrait quand même; elle laisse cependant l'impression d'être très gênée lorsqu'on lui parle d'un retour probable de son mari et surtout de l'enquête qu'il fera faire pour connaître les accusateurs.

En ce qui concerne l'envoi d'un colis à son mari qui lui aurait été demandé par un compagnon de captivité de ce dernier, Mme MATTE nie avoir eu la visite ou une lettre de ce déporté et ajoute que malgré les difficultés de ravitaillement, elle n'aurait pas refusé de lui en adresser un.

Le Service de la Voie suspend tout versement de l'allocation mensuelle (3/4 de la rémunération) dont bénéficiera Mme MATTE qui continuera cependant à recevoir les allocations familiales.

Le Directeur,

Signé: HÉBERT

COPIE pour M. le Directeur, pour le tenir au courant.

S.N.C.F.

*(copie hâtive à M. le Directeur du Service Central P. L. E. (ou dossier épuratoire))*

Région du Nord

Paris, le 21 JUIN 1945

Commission  
d'Epuración

C.E. 660

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le dossier de Mme MATTE, femme d'un cantonnier de Calais, arrêté par les allemands le 28 novembre 1942 et déporté ensuite en Allemagne d'où il ne serait pas encore rentré.

Des renseignements que nous avons pu obtenir tant auprès de la Commission d'Epuración locale de Calais qu'auprès des services de la S.N.C.F., il ressort que Mme MATTE qui vivait en mauvaise intelligence avec son mari, avait fait arrêter ce dernier par les allemands dans le but de s'en débarrasser. A cet effet, elle aurait fait écrire par un de ses gendres une lettre dans laquelle elle accusait son mari de détention d'armes.

MATTE n'ignorait d'ailleurs pas les agissements de sa femme puisque par lettre du 30 novembre 1942 adressée à son chef de district, il l'accusait formellement d'être à l'origine de son arrestation.

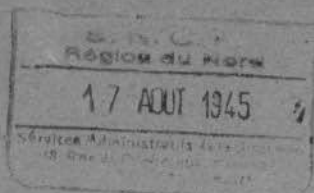
La Commission regrette infiniment que le cas de Mme MATTE ne soit pas de sa compétence, attendu qu'elle n'appartient pas au personnel de la S.N.C.F.. Néanmoins, elle estime que cette affaire doit avoir une suite sur le plan judiciaire et, à cet effet, vous prie instamment de vouloir bien intervenir dans ce sens auprès de M. le Ministre de la Justice.

D'ores et déjà le Service de la Voie de la S.N.C.F. a suspendu tout versement de l'allocation mensuelle dont bénéficiait Mme MATTE, ce qui prouve que les accusations portées contre l'intéressé ne sont pas sans fondement, la S.N.C.F. n'ayant pas pour habitude de prendre des mesures de l'espèce sans s'entourer de garanties.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président de la Commission,

Monsieur le Ministre  
des Travaux publics et des Transports.



le 16 août 1945

VB.N.sp. B/1

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs,

LETTRE-REPONSE

Par note DR/N2/41 D 1873 du 6 juin 1945, M. le Directeur a donné assent à M. le Chef du Service V.B. pour supprimer le paiement de l'allocation mensuelle et continuer le paiement des allocations familiales à Mme MATTE, femme d'un cantonnier de Calais déporté en Allemagne.

Cette mesure a été prise à la suite de renseignements nettement défavorables recueillis sur Mme MATTE, laquelle ne serait pas étrangère à l'arrestation de son mari dont elle ne souhaiterait pas le retour.

Par ailleurs, d'après les déclarations du service local, il était de notoriété publique que le ménage vivait en désaccord aux torts respectifs des deux époux.

Etant donné ces renseignements, je vous prie de vouloir bien me faire connaître si, pour le paiement des allocations familiales les époux MATTE sont à considérer comme un ménage ordinaire ou comme époux séparés.

Dans ce dernier cas, conformément aux dispositions de l'article 213 du fascicule II du Règlement du Personnel, seules les allocations familiales proprement dites seraient dues à Mme MATTE. *à l'exclusion de l'allocation de salarie unique et de l'allocation familiale supplémentaire*  
*part A et B*

Le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.

25.D.  
DR/N2/42

23 AOUT 1945

Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.

Je suis d'accord sur A.

Signé: BÉHART

34.K.

S.N.C.F.

Paris, le 4 avril 1946

Service central  
du Personnel

8 rue de Londres (2ème)

1<sup>re</sup> Division

Section des ~~ouvriers~~  
et des déportés civils

Monsieur le Directeur  
de la Région du NORD.

Tél. TRI.91-73

Réf. Pm n° 3593/

41.237 - 42.343

42.353 - 44.368

41.633 - 42.854

42.839 - 40.428

A la suite de démarches  
que nous avons effectuées en vue  
d'obtenir des renseignements sur  
nos agents déportés dont nous  
sommes sans nouvelles, la Fédéra-  
tion nationale des Déportés et  
Internés Patriotes vient de nous  
remettre les huit lettres ci-  
jointes.

S. p. i.

J'ai l'honneur de vous prier de bien  
vouloir faire parvenir ces lettres aux familles  
de :

MM. DECAUX André, Contrôleur technique à la Div.  
Etudes EX. Paris-Nord

DESCHAMPS Gaston, ouvrier à Moulin-Neuf

DUPONT Léon, Chef de train à Longueau

GOMBRY Marcel, Auxiliaire à Creil V.B.

LABOURDETTE Gabriel, Homme d'équipe à Aulnoye

LAMBLIN Gabriel, Chef de train au Bourget

LEROY Henri, auxiliaire manoeuvre à Tourcoing

MATTE Emile, cantonnier à Celsis.

Seuls, les décès de MM. DECAUX, DESCHAMPS,  
DUPONT, LABOURDETTE, LAMBLIN, MATTE, sont,  
jusqu'à ce jour, confirmés par le Ministère  
des Anciens Combattants et Victimes de la  
Guerre.

Le Chef de Section,

S. ....

T.s.v.p. ....



DR/N2/41  
D 1973

13.4.46.

COPIE pour Monsieur le Chef du Service

EX - M.T. - V.B.

en le priant de faire remettre ces  
lettres aux familles par un agent  
qualifié.

P. Le Directeur,

*Sepu'budot.*

D.1873 MATTE, Emile

Cantonnier à Calais

Suivant note du 26 Mars 1946 de  
la Fédération Nationale des Déportés  
et Internés Politiques, cet agent serait décédé  
le 18 Février 1945 à Gross. Rosen

10/4/1945

S.N.C.F. RÉGION DU  
NORD  
SUBDIVISION DES VOITURES ET WAGONS  
Ateliers de VOITURES  
d'HELLEMMES

HELLEMMES, le 12 Avril 1946

S.N.C.F. RÉGION DU  
NORD  
MATÉRIEL & TRACTION  
20 AVR 1946  
Subdivision du Personnel

P. N°I397

Monsieur LEROUX  
Ingénieur, Chef de  
l'Arrt. du Matériel  
LILLE  
-:-:-

- MOLHANT Maurice - Déporté -

Suite à ma lettre P. N°3394 du 16.II.45 et à une démarche faite récemment chez Madame MOLHANT, cette personne a fait savoir qu'elle s'était rendue chez M. VALLET garagiste Grand'Route à Pont à Marcq et chez Monsieur Jean VANDENHERKOUCE, Bureau de Postes à Chérengh, tous deux anciens déportés en Allemagne, qui ont certifié à Mme MOLHANT qu'ils avaient reconnu M. MOLHANT comme étant des leurs à Chassen Haussen, à 40 K de Berlin, jusqu'en Février 1945, contrairement à la communication de la Section des Prisonniers et Déportés Civils Réf. PM 2236/43076 du 22.IO.45 du 8 de la rue de Londres - Paris (9e).

Ceci à toutes fins utiles.

*Transmis à Monsieur le chef des Services du Matériel et de la Traction (Subdivision du Personnel) La Chapelle  
Suite à la transmission A 3 n° 6237 du 8 Novembre 1945.  
Lille le 14 Avril 1946.  
CHIEF DE L'ARRONDISSEMENT DU MATÉRIEL  
Guillou*

Le Chef des Ateliers Ppal

*Pispan*

S.N.C.F. RÉGION DU  
NORD  
25 AVR 1946

Transmis à Monsieur le Chef des Services Administratifs à Paris.

Suivie de transmission DR/N° 41 D1873 du 30.10.45 de la lettre Em. n° 2236/43.076 du S.C.P. (avis officieux de dév.)

La Chapelle  
L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel  
24 AVR 1946

VBN/2PA2

Paris, le 23/4/46

Monsieur le chef des Services  
Administratifs.

Suite de la note du 4 Avril 1946  
du service central P (Section des  
Prisonniers et Déportés) dont vous  
m'avez adressé copie le 13 avril et  
me demandant de faire remettre aux  
famille de lettres envoyées par la  
Fédération Nationale des Déportés et  
Internés.

Je vous prie de vouloir bien me  
faire connaître la conduite à tenir à  
l'égard de Mme Matte qui vient d'être  
déclarée <sup>à son tour</sup> innocente et l'inculpation d'avoir  
défourni son mari. (ma note  
du 29 mars vous demandant votre  
avis pour délivrer un permis pour  
le retour de enfants Matte qui se  
trouvaient alors dans le département  
de la Nièvre).

réponse écrite faite  
le 29/3/46 par le B.  
Bureau -  
"d'accusation humanitaire"  
Signé: Richal

Le Chef de la Section des Services  
et du Personnel du Service de la Voie

*Richal*



Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel.

DR/N2/41  
D.1873

-----  
Avis de décès  
d'un déporté.

--  
VR.:PM 3893  
du 4/4/46.

Parmi les lettres d'avis de décès que vous m'avez demandé de faire remettre aux familles d'agents déportés en Allemagne de la part de la Fédération nationale des déportés et internés patriotes, il en est une destinée à Mme MATTE Emile, femme d'un cantonnier à CALAIS.

Or, cette femme, qui vivait en mauvaise intelligence avec son mari, avait fait arrêter ce dernier par les allemands pour s'en débarrasser et par lettre C.E.660 du 21 juin 1945, dont copie vous a été adressée le 30 juin 1945, M. le Président de la Commission d'épuration de la Région du Nord avait demandé à M. le Ministre des travaux publics et des transports d'intervenir auprès de M. le Ministre de la Justice pour placer cette affaire sur le plan judiciaire.

J'apprends que Mme MATTE

vient d'être incarcérée à la prison  
de St-OMER; je vous prierais de me  
faire connaître si vous estimez oppor-  
tun de lui faire remettre la lettre  
qui lui était destinée.

| Le Directeur,

**Signé: OUDOT**

27 AVR 1946

Copie pour Monsieur le Chef de la  
Subdivision du Personnel et du  
Secrétariat V.B.

Pour le tenir au courant. Suite à sa  
lettre V.B.N. gp A2 du 23/4/46.

L'Ingénieur en chef,

**Signé: OUDOT**

GILB  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
D'PERSONNEL

Paris, le 27 mai 1946

31 MAI 1946

88, rue de Londres (9ème)

I. DIVISION

Section des Prisonniers  
et des Déportés Civils

Tél. TRI. 91-73

Réf. PmN° 3872/40.488

Monsieur le Directeur  
de la Région du NORD.

OBJET

Avis de décès  
d'un déporté.

Par lettre DR/N2/41 D.1873 du 27 avril  
dernier, vous avez bien voulu me faire savoir  
que Mme. MATTE Emile, femme d'un cantonnier à  
Calais, était actuellement internée étant ac-  
cusée d'avoir dénoncé son mari aux Allemands,  
et vous nous demandiez si nous estimions oppor-  
tun de lui faire remettre la lettre de la Fédé-  
ration Nationale des Déportés et Internés  
Patriotes qui lui était destinée.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que  
cet Organisme, consulté à ce sujet, nous a  
demandé de bien vouloir faire parvenir la lettre  
au parent le plus proche de M. MATTE.

Le Chef de Section,

K.  
S.N.C.F.

Paris, le 27 mai 1946  
8 rue de Londres (9ème)

-----  
Service central  
du Personnel

-----  
1° Division

-----  
Section des Prisonniers  
et des déportés civils

-----  
Tél. TRI. 91-73

Monsieur le Directeur  
de la Région du NORD.

-----  
Réf. Pm n° 3872/40.488

OBJET

Avis de décès  
d'un déporté.

Par lettre DR/N2/41 D.1873 du  
27 avril dernier, vous avez bien  
voulu me faire savoir que Mme MATTE,  
Emile, femme d'un cantonnier à Calais,  
était actuellement internée étant  
accusée d'avoir dénoncé son mari aux  
allemands, et vous nous demandiez si  
nous estimions opportun de lui faire  
remettre la lettre de la Fédération  
Nationale des Déportés et Internés  
Patriotes qui lui était destinée.

J'ai l'honneur de vous faire con-  
naître que cet Organisme, consulté à ce  
sujet, nous a demandé de bien vouloir  
faire parvenir la lettre au parent le  
plus proche de M. MATTE.

Le Chef de Section,  
signé : GITTON.

DR/N2/41  
D 1873.

- 5 JUIN 1946

COPIE pour Monsieur le Chef du  
Service V.B.

Pour exécution.

(Suite à lettre VB.N.gp.A2 du 23/4/46)  
L'Ingénieur en chef,

Signé : OUDOT



Like

Oct. 1873

My-attē, Fernando.

Région d a NORDRenseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM . . . . . M A T T E

Prénoms . . . . . Fernand, Emile

Grade à la S.N.C.F. . . . . Commis de 2ème Classe

Résidence de service . . . . . MONTBIDIER

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . 15 Février 1919

Date et lieu de naissance . . . . . 19 Juin 1894 à GUILLEMONT (Somme)

Domicile civil . . . . . 17, rue de PARIS à MONTBIDIER

Situation de famille . . . . . Marié: 8 enfants âgés de 23, 21, 19, 16, 13, 11, 7 et 2 ans.

Qualités professionnelles . . . . . Bon agent.

Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . } 120è et 409è Régiments d'Infanterie  
Médaille Militaire (Décret du 30/12/36)

Affiliation politique  
(s'il y a lieu). . . . . } inconnue

Date de l'arrestation . . . . . 11 Novembre 1943.

Motifs de l'arrestation . . . . . } Est accusé d'avoir déposé sur le bureau des  
agents du Service allemand de la gare de  
MONTBIDIER, un tract rédigé en français,  
considéré comme une "insolente provocation".  
Nous prions le Chef d'Arrondissement de  
tenter de connaître la teneur de ce tract  
et demandons des précisions à l'I.L.B.D.  
PARIS-NORD.

Condamnation . . . . .

Date, tribunal, motif . . . . .

Eléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . .

Lieu d'internement . . . . . Transféré le 13/10/1943 à AELIENS  
Prison de la route d'ALBERT.

Nom du défenseur . . . . .

D 1873

CL du Doucteur  
Le Doucteur

Signé: CAMBOURNAG

53. COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction,

Ci-joint fiches de renseignements.

Je fais procéder à une enquête dans le but de  
connaître la teneur des tracts diffusés par le  
Commis de 2ème Classe MATTE.

EL.N.g.p.4 A/1

D. 36.516

Arrestation par les  
Autorités Allemandes

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Dravy*

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.,

Le Commis de 2ème Classe MATTE,  
Fernand, de la gare de MONTDIBIER, est  
absent de son service depuis le 11 No-  
vembre 1943 du fait de son arrestation  
par les Autorités allemandes.

Prière de lui supprimer ses appoin-  
tements à compter du 11 novembre 1943  
mais de faire verser à sa femme domici-  
liée 17, rue de Paris à MONTDIBIER  
(Somme) le montant de la solde à la-  
quelle il a droit pour la période du  
1er au 10 novembre 1943 inclus.

Je vous indiquerai ultérieurement  
de quelle manière l'intéressé sera  
traité au point de vue solde pendant  
son absence.

Signé: LEBLANC



COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction

Comme suite aux fiches de renseignements que je lui  
ai adressées le 26 Novembre 1943... *le fait signalé par  
Matte sur le bureau du Service s'adressant à la Gare de  
Montdidier avait trait aux manifestations du 11 Novembre  
et ne présentait aucun caractère Communiste.*

*Le Chef de la Subdivision du Personnel*

3 DEC 1943  
M.N.G.P.4 A/1  
D. 16.516

P.10 1625 du 19.11.1943

Arrestation par les  
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation d' AMIENS.

Suite à votre lettre rappelée ci-dessus concer-  
nant le Commis de 2ème classe MATTE, Fernand, de la  
gare de MONTDIDIER, qui est absent de son service de-  
puis le 11 Novembre 1943 du fait de son arrestation  
par les Autorités allemandes.

J'interviens auprès de M. le Chef de la Subdivi-  
sion de la Comptabilité M.T. pour la suppression des  
appointements de MATTE, à compter du 11 Novembre 1943,  
mais à partir de cette date et pendant toute la durée  
de son incarcération, cet agent recevra une allocation  
égale à la moitié de sa rémunération augmentée s'il y  
a lieu des allocations familiales.

Sur cette allocation, qui sera payée à Mme MATTE  
domiciliée 17 Rue de Paris à MONTDIDIER (Somme) devront  
être opérées les retenues pour Caisse des Retraites et  
Caisse de Prévoyance, lesquelles retenues seront ver-  
sées à ces Caisses. L'allocation subira également les  
retenues fiscales et sera déclarée au Fiac.

D'autre part, cette absence n'aura aucune réper-  
cussion sur l'avancement en grade et en échelon, sur

.....



le congé annuel et la prime de fin d'année, mais celle-ci sera mise en réserve et non payée aux ayants-droit si l'agent n'est pas libéré au moment du paiement des primes de fin d'année.

Enfin, je vous précise que pendant l'absence de MATTE, sa famille conservera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures d'économat et à l'approvisionnement en combustibles.

Signé: DELANNOY

18 COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction,

En lui précisant que MATTE a été libéré le 11 Décembre 1943.

*Le Chef de la Subdivision du Personnel*

*[Signature]*

EX.N.g.p.4 A/1

D. 36.516

Arrestation par les  
Autorités allemandes

22 DEC 1943

22 DEC 1943

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Suite à ma lettre même référence du 11 Décembre 1943 concernant le Commis de 2ème classe MATTE, Fernand, de la gare de MONTDIDIER dont l'arrestation a été opérée par les Autorités allemandes le 11 Novembre 1943.

L'intéressé ayant repris son service le 12 Décembre 1943 après libération, je vous prie de lui faire rétablir ses appointements à compter de cette date.

*W/12*  
*[Signature]*

Signé: LERAT

24 DEC 1943

S.N.C.F.  
Région du Nord

le \_\_\_\_\_

Le DIRECTEUR 24 DEC 1943

D.N. 2/41

D. No 1873

Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

Monsieur le Directeur  
du Service Central P.

--

Suite à la fiche de renseignements  
concernant le commis de vel Matte  
Fessand de Montdidier

que je vous ai adressée le 29 novembre 1943.

Cet agent, incarcéré par les Autori-  
tés d'occupation depuis le 11 novembre 1943  
a été libéré le 11 décembre 1943  
et a repris son service le 12 décembre 1943

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

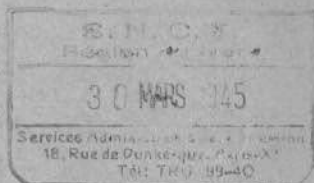
Copie pour:

Monsieur le Chef des Services Administratifs de la  
Direction

6

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Delannoy*



29 MARS 1945

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.F.,

EX.N.g.p.4 A/1

D. 36.516

Arrestation par  
les Allemands

Compte tenu du motif pour lequel le  
commis de 2ème classe MATTE Fernand, de  
Montdidier, a été arrêté par les Allemands  
et absent de son service du 11 Novembre  
1943 au 11 Décembre 1943 inclus, il a été  
décidé, en application des instructions  
du Service Central du Personnel, de faire  
bénéficier l'intéressé d'une allocation  
égale aux 3/4 de sa rémunération pendant  
la dite période.

L'intéressé ayant déjà reçu une alloca-  
tion égale à la moitié de son traitement  
(ma lettre même référence du 11 Décembre  
1943), je vous serais obligé de lui faire  
verser le complément.

Ci-joint fiche reprenant la rémuné-  
ration de l'intéressé à l'époque de son  
incarcération.

Signé: DELANNOY



Oct. 1873

SR

7

Matz, Maurice.

att

Paris, le 28 Juillet 1944.

P. 4056/1

Monsieur le Chef de l'U.A.B.  
à Paris-Nord

TI 28/7/44

Un membre de l'armée d'occupation a été blessé ce jour dans le chantier de cabine 11 dans les circonstances suivantes :

Vers 9h25, lors du débranchement du train S2 2412 troupes en provenance d'HARGICOURT-PIERREPONT, le transport 190127, composé de 5 véhicules à destination de LAIGLE, fut lâché sur la voie 26 après avoir été annoncé aux enrayeurs par le chef de manœuvres principal MATZ. Par suite de la rupture du fusible du sabot électrique de la zone 26 arrière, l'enrayage fut nul sur ce parcours.

Un sabot à main posé en pleine voie ne ralentit pas suffisamment cette rame qui vint accoster des wagons en stationnement sur cette voie.

A l'accostage, le s/officier WALTER Plötz, âgé de 33 ans, fut blessé au coude gauche et à la figure. Il fut transporté à l'infirmerie du BOURGET par les soins du service allemand.

Après interrogatoire par M. RAPPELS, chef de gare allemand, de MM. BERDEAUX s/chef de gare, MATZ, chef de manœuvres principal, HENNET, brigadier de manœuvres, ce fonctionnaire alerta la Feldgendarmerie de St-Denis à l'effet de mettre en état d'arrestation MATZ et HENNET qu'il considéra comme responsables de cet accident. Ces agents ont été emmenés à 12h00 sous l'inculpation de sabotage.

Il s'agit de 2 bons agents et l'inculpation de sabotage est tout à fait exagérée à leur égard. Il y a probablement eu une faute professionnelle qui sera déterminée après interrogatoire des agents et dont les conséquences ont été malheureuses en raison du raté survenu en cabine au même moment.

Une telle faute ne doit pas entraîner normalement l'intervention de la Feldgendarmerie.

Je vous demande donc d'intervenir auprès de la Kommandantur de St-Denis pour la mise en liberté de ces deux agents dont l'arrestation dans de telles circonstances a désagréablement surpris l'ensemble du personnel de la gare du BOURGET.

Le Chef du 1er arrondissement EX.

Transmis à Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Personnel à Paris

pour le tenir au courant. Ci-joint fiches de renseignements.

Le 2/8/44

Le Chef du 1er Arrondissement de  
l'Exploitation  
(s) MARTELLOT.

2 COPIE pour :

-Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de PARIS-Nord

Pour avis. Suite à sa lettre D.4056/1 du 28/7/44

-Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction

Ci-joint fiches de renseignements. *et copie des rapports  
des chefs d'arrondissement*

M.M. LECOEUR, COLLET, CAREL.



Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité  
M.T.

EX.N.g.p.4 A/1  
D.52.376

Arrestation  
par les autorités  
allemandes

Prière de faire supprimer à  
compter du 29 Juillet 1944 la solde  
du Chef de manoeuvres Principal  
MATZ, Maurice, de la gare du BOURGET  
Triage incarcéré par les autorités  
allemandes depuis le 28 Juillet  
1944.

Il sera, en compensation, attribué à l'intéressé, suivant les modalités en vigueur dont vous avez eu connaissance, une allocation fixée à la totalité de sa rémunération d'activité et payable à Madame MATZ, domiciliée 15 rue Eugène Sue à DRANCY (Seine) à qui vous voudrez bien faire mandater dès à présent les sommes acquises par l'agent au titre appointements pour la période du 1<sup>er</sup> au 28 Juillet 1944 si celui-ci n'a pas perçu sa solde de Juillet.

Je vous rappelle que la prime de fin d'année devra, le cas échéant, être mise en réserve si l'agent n'est pas libéré au moment du paiement de la dite prime.

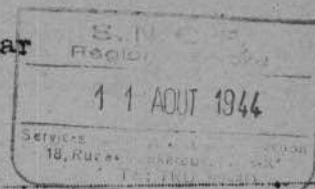
Signé: DELANNOY



S. N. C. F.

Région d

Renseignements à fournir en cas  
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par  
les Autorités d'Occupation



NOM . . . . . **MATZ**

Prénoms . . . . . **Maurice**

Grade à la S.N.C.F. . . . . **CMVP**

Résidence de service . . . . . **BOURGET-Triage**

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . **3/7/1920**

Date et lieu de naissance . . . . . **21/9/91 à Warméréville (Marne)**

Domicile civil . . . . . **15 rue Eugène Sue à DRANCY(Seine)**

Situation de famille . . . . . **marié, 1 enfant, âgé de 19 ans**

Qualités professionnelles . . . . . **Bonnes**

Services militaires . . . . . **Appelé le 5/10/12 - libéré le 24/7/19**  
(Grade, campagnes, citations, blessures) . . . . . }

Affiliation politique . . . . . **(s'il y a lieu)** }

Date de l'arrestation . . . . . **28 Juillet 1944**

Motifs de l'arrestation . . . . . **( Lors du débranchement d'un train de troupes par suite d'enrayage nul par sabot électrique et à la main un accostage brusque occasionna des blessures à un soldat allemand. Le Chef de gare allemand considéra cet agent comme responsable et le fit mettre en état d'arrestation par la Feldgendarmarie sous l'inculpation de sabotage. )**

Condamnation . . . . . }

Date, tribunal, motif . . . . . }

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce . . . . . }

Lieu d'internement . . . . . **Dépôt quai de l'Horloge à Paris.**

Nom du défenseur . . . . .

D. 1873

11 AOUT 1944

*JCP M. L. on*  
*R. Guichet*  
*D. Lermy*





Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Lera*

EX.N.GP.4 A/1

D. 52.276

D. 39.195

Arrestation par les  
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité H.T.

Suite à mes lettres même référence du  
9 Août 1944.

Le Chef de manœuvres Principal MATE,  
Maurice de la gare du BOURGET-TRIAGE et le  
Brigadier de manœuvres HEMET, Léon de la  
même résidence qui étaient absents de leur  
service depuis le 29 Juillet 1944, du fait  
de leur arrestation par les autorités alle-  
mandes ont repris leurs fonctions le 12 Août  
1944 après libération.

Prière de rétablir leurs appointements  
à compter du 12 Août 1944.

YVETTE LERAT

*et Hémel*  
  
23/9  
*in maity*

S.N.C.F.

S.N.C.F.  
Région

23 SEPT 1944 le

28 SEPT 1944

Région du Nord

Service Administratif - Direction  
10, Rue de Dunkerque - Lille - A  
Tél. LRU 12-40

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent  
incarcéré par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements  
concernant le chef de man. Spat  
Mertz, Maurice du Bouffet Tle  
que je vous ai adressée le 11 Août 1944

Cet agent, incarcéré par les autori-  
tés d'occupation depuis le 28 Juillet 1944  
a été libéré par nous le 12 Août 1944  
et reprend son service

LE DIRECTEUR

Signé: OUDOT

S. 1873

ORE

Maxant, Alfred

~~all~~  
Presents with  
effect,

# Renseignements à fournir

Région du Nord

en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation.

Nom

MAXAULT

Prénoms:

Alfred Guillaume

Grade à la S.N.C.F.:

aux-machinistes

Résidence du service:

Dépot de Calais

Date d'entrée à la S.N.C.F.:

25/1/1944

Date et lieu de naissance:

17/4/1921 à Calais

Domicile civil:

11 Rue de la Vendée Calais

Situation de famille:

célibataire

Qualités professionnelles:

normales

Service militaire

(grade, campagnes, citations,  
blessures).

engagé volontaire Marine  
du 23/2/1938 à 23/8/1943  
matelot 1<sup>er</sup> classe

Affiliation politique(s'il y a lieu)

néant

Date de l'arrestation:

21/8/44 à 18h30 sur le boulevard  
Lafayette

Motif de l'arrestation:

Inconnu

Sce local de Surv.allemand avisé le

23/8/1944

M.A avisé le:

E.B.D. avisé le:

Condamnation:

Date,tribunal,motif:

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce

Lieu d'internement:

Nom du défenseur:

S. 1873

2 OCT 1944

SEP au S  
DE Directeur  
Signé: DEGARDIN

le 20/8/44  
le 21/8/44  
le 22/8/44  
le 23/8/44  
le 24/8/44  
le 25/8/44  
le 26/8/44  
le 27/8/44  
le 28/8/44  
le 29/8/44  
le 30/8/44  
le 31/8/44  
le 1/9/44  
le 2/9/44  
le 3/9/44  
le 4/9/44  
le 5/9/44  
le 6/9/44  
le 7/9/44  
le 8/9/44  
le 9/9/44  
le 10/9/44  
le 11/9/44  
le 12/9/44  
le 13/9/44  
le 14/9/44  
le 15/9/44  
le 16/9/44  
le 17/9/44  
le 18/9/44  
le 19/9/44  
le 20/9/44  
le 21/9/44  
le 22/9/44  
le 23/9/44  
le 24/9/44  
le 25/9/44  
le 26/9/44  
le 27/9/44  
le 28/9/44  
le 29/9/44  
le 30/9/44  
le 1/10/44  
le 2/10/44  
le 3/10/44  
le 4/10/44  
le 5/10/44  
le 6/10/44  
le 7/10/44  
le 8/10/44  
le 9/10/44  
le 10/10/44  
le 11/10/44  
le 12/10/44  
le 13/10/44  
le 14/10/44  
le 15/10/44  
le 16/10/44  
le 17/10/44  
le 18/10/44  
le 19/10/44  
le 20/10/44  
le 21/10/44  
le 22/10/44  
le 23/10/44  
le 24/10/44  
le 25/10/44  
le 26/10/44  
le 27/10/44  
le 28/10/44  
le 29/10/44  
le 30/10/44  
le 31/10/44  
le 1/11/44  
le 2/11/44  
le 3/11/44  
le 4/11/44  
le 5/11/44  
le 6/11/44  
le 7/11/44  
le 8/11/44  
le 9/11/44  
le 10/11/44  
le 11/11/44  
le 12/11/44  
le 13/11/44  
le 14/11/44  
le 15/11/44  
le 16/11/44  
le 17/11/44  
le 18/11/44  
le 19/11/44  
le 20/11/44  
le 21/11/44  
le 22/11/44  
le 23/11/44  
le 24/11/44  
le 25/11/44  
le 26/11/44  
le 27/11/44  
le 28/11/44  
le 29/11/44  
le 30/11/44  
le 1/12/44  
le 2/12/44  
le 3/12/44  
le 4/12/44  
le 5/12/44  
le 6/12/44  
le 7/12/44  
le 8/12/44  
le 9/12/44  
le 10/12/44  
le 11/12/44  
le 12/12/44  
le 13/12/44  
le 14/12/44  
le 15/12/44  
le 16/12/44  
le 17/12/44  
le 18/12/44  
le 19/12/44  
le 20/12/44  
le 21/12/44  
le 22/12/44  
le 23/12/44  
le 24/12/44  
le 25/12/44  
le 26/12/44  
le 27/12/44  
le 28/12/44  
le 29/12/44  
le 30/12/44  
le 31/12/44



See

Dec. 1873

Maxe, Gilbert.

g

S.N.C.F.

Région d

**NORD**

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
par les autorités d'occupation

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD

17 JUL 1943

DIRECTION des INVESTIGATIONS  
SERVICES

**M A X B**

NOM: .....  
Prénoms .....  
Grade de la S.N.C.F. ....  
Résidence de service .....  
Date d'entrée à la S.N.C.F. ....  
Date et lieu de naissance .....  
Domicile civil .....  
Situation de famille .....  
Qualités professionnelles .....  
Services militaires .....  
(grade, campagnes, citations, blessures) .....  
Affiliation politique (s'il y a lieu) .....  
Date de l'arrestation .....  
Motif de l'arrestation .....  
Condamnation .....  
Date, tribunal, motif .....  
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce .....  
Lieu d'internement .....  
Nom du défenseur .....

**Gilbert, Benjamin;**

**manoeuvre autorisé**

**Grépy-en-Valois (Ion)**

**15.9.1936**

**4.10.1913 à Vaumoise (Oise)**

**23, rue Hungenner et Collé à Aulnay sous Bois**

**Marie - 2 enfants nés 130.9.38-30.4.40**

**très bonnes**

**2ème classe - 910 RI**

**appelé le 20.10.34**

**libéré le 19.10.39**

**2 juillet 1943**

**Inconnu (agent prisonnier de guerre non libéré par les autorités d'occupation)**

**aurait été dirigé sur Charleville**

**D. 1873**

**17 JUL 1943**

*SCP au Service  
de l'Intérieur*

*Signé: DEGARDIN*

12-11-45  
Dimanche d'un quart  
à T

Maxe est un "démoblé spécial"  
après parler allemands et avoir  
au Front totalag de Chaleville  
il s'est à nouveau évadé  
annuler la fiche

Le SCP est d'accord  
pour annuler



D.1873

att

Mazza, Antoine



**RECHERCHES DES P.G. TRAVAILLEURS ET DEPORTES POLITIQUES**  
**DONT LES FAMILLES SONT SANS NOUVELLES OU QUI SERAIENT DECEDES.**

Nom, Prénom, du (1) ~~Prisonnier~~ ~~Travailleur~~ ~~Déporté~~ MAZZA Antoine

Grade et résidence d'emploi MR MV ES D. CHAP?

Date et lieu de naissance 21 Mars 1916 à PARIS XXe

Signalement complet Taille 1m64 yeux marrons, cheveux châtains clairs.

Nom et adresse de la personne à prévenir Madame Veuve MAZZA  
73 rue de Buzenval Paris XXe

Renseignements sur le lieu de captivité (1) au 20/12/1944, dernière carte

N° du corps de groupe - n° du camp, du Kommando Stalag XX B  
lieu de travail, etc... Kommando 369

ou

Nom et adresse de l'employeur Travaillait dans une ferme  
lieu de travail

ou

lieu de déportation avec la dernière adresse complète

Numéro matricule 5778 - FZ

**Renseignements recueillis**

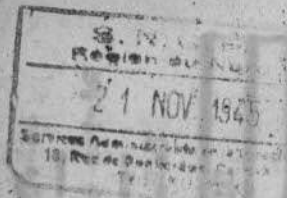
( joindre les documents ou copies communiqués par la famille ainsi que 2 photographies récentes, format carte d'identité. )

D'après un camarade que Madame MAZZA recherche <sup>son fils</sup> était encore vivant en Février 1945, le lieu sera précisé par Madame MAZZA.

P.S. Le camarade de MAZZA, évadé en Février 1945, signale qu'à cette époque MAZZA était en bonne santé, le Kommando devait être évacué vers STETTIN, mais n'a pas dû parvenir à cette destination, en raison de l'avance de l'Armée Russe.

Ci-joint en communication 2 photos format carte postale (les seules que possède la mère de MAZZA).

(1) Rayer les mentions inutiles.



21 NOV 1945

D.N.N. 2/47 D 1873

transmis à M. le Gen<sup>l</sup> du S.C.P.  
(Section Pm)

comme suite à sa note Pc n° 495  
du 9-6-45

/ Le Directeur

Signé: 00001

(SR)

1873

Méjasson, René.  
(ou Broquet (Comptable))

• ARRONDISSEMENT

## DEMANDE D'explications

ÉCRITE

Timbre de l'établissement d'attache

MOULIN-NEUF

(explications, observations, déclaration, etc.)

NOM et PRÉNOMS de l'agent MEJASSON René  
auquel s'adresse la demandeTitre statutaire : Mineur aide-ouvrier Résidence : Moulin-Neuf

## EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

Vous vous êtes absenté sans autorisation du 22 avril  
au 9 mai.

Prière de me donner le motif de cette absence

à Moulin-Neuf le 13 mai 1943

(Timbre et Signature)

## RÉPONSE DE L'AGENT DATÉE ET SIGNÉE

Le 19 Avril j'ai déposé une demande de congé de 2 jours et demi pour assister à l'enterrement d'un camarade près de Bordeaux. Dans la journée du 10 je fus arrêté par l'armée d'occupation, accusé de vouloir franchir la frontière d'Espagne, et emprisonné pendant toute la durée de l'enquête. C'est ainsi que je fus libéré le 7 Mai au soir ce qui me permit de me représenter à mon service le 10 Mai au matin

à Ennont le 14 mai 1943

(Signature de l'Agent)

*Mejasson*



Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM : **MEJASSON**

Prénoms : **René, Constant**

Grade à la S.N.C.F. : **Mineur aide-ouvrier confirmé**

Résidence de service : **Moulin-Neuf**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **20/9/1939**

Date et lieu de naissance : **14/10/22 à BEMONT**

Domicile civil : **13, rue de la Fresnaie à BEMONT (S et O)**

Situation de famille : **Célibataire**

Qualités professionnelles : **Bonnes**

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : **Néant**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **Aucune à notre connaissance**

Date de l'arrestation : **20 Avril 1943**

Motifs de l'arrestation : **Présomption de passage en Espagne**

Condamnation : **Néant**

Date, tribunal, motif : **-**

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : **-**

Lieu d'internement : **BORDEAUX**

Nom du défenseur : **-**

P.S.- L'intéressé a été relaxé le 8 Mai et a repris son service le 10.

- 2 JUIN 1943

LCP *du Service*  
*Le Sueur*  
SIGNÉ : CAMBOURNAC

Oct. 1873 -

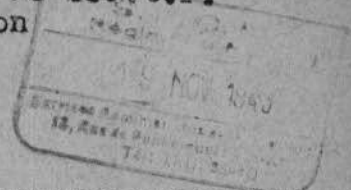
(DRC)

Melet, Kleber  
(see my card)

S.N.C.F.

Région d NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM . . . . . MELET

Prénoms . . . . . Kléber

Grade à la S.N.C.F. . . . . Homme d'équipe

Résidence de service . . . . . FIVES-SAINT-SAUVEUR - Détaché à la Reichsbahn  
depuis le 12 Décembre 1942 à FALKENBERG

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . 29 Décembre 1936

Date et lieu de naissance . . . . . 23 Septembre 1913 à Vendin-le-Vieil (P.-de-C.)

Domicile civil . . . . . Rue du Pontlivoir N° 3 à Wambrechies (Nord)

Situation de famille . . . . . Marié sans enfant

Qualités professionnelles . . . . . Normales

Services militaires )  
(Grade, campagnes, citations, )  
blessures) . . . . . appelé en Octobre 1934 } 23<sup>e</sup> C.O.M.A.  
Libéré en Octobre 1935 }  
Mobilisé du 26 Août 1939 au 17 Juillet 1940

Affiliation politique )  
(s'il y a lieu). . . . .

Date de l'arrestation . . . . . Courant de Juin 1943

Motifs de l'arrestation . . . . . Détaché à la Reichsbahn ainsi qu'il est dit plus  
haut, MELET est incarcéré en Allemagne pour "con-  
duite anti-allemande en abusant des facilités qui  
lui étaient accordées pendant son travail". L'ESD  
Lille ajoute que rien ne peut être dit en ce qui  
concerne la libération de cet agent.  
(D'après certaines précisions fournies par un autre  
agent détaché à la R.B., MELET serait accusé d'a-  
voir favorisé l'évasion de P.G. Français).

Condamnation . . . . .

Date, tribunal, motif . . . . .

Eléments de toute nature sus- )  
ceptibles de justifier un )  
recours en grâce . . . . .

Lieu d'internement . . . . .

Nom du défenseur . . . . .

Libéré le 25 Mai 1945

1873  
19 NOV 1943SCP au Directeur  
de l'Administration  
Signé: CAMBOURNAG

500 ex.



Pn.JG.5.1.44 Copie

H.V.D. PARIS

E 3 F 3 Pwhk

-Traduction-

Paris, le 30 décembre 1943

Direction générale de la S.N.C.F.

P A R I S

Concerne : Les agents de la S.N.C.F. MARLIER  
Georges et MELET Kléber.

Réf.: Votre lettre W 4875 du 31.8.43.

Les deux agents de la S.N.C.F. MARLIER  
Georges et MELET Kléber, détachés à la gare  
de Falkenberg, ont été arrêtés par la Gestapo  
les 11 et 12 juin 1943 et se trouvent toujours  
détenus.

Nous n'avons pu savoir pour quelle date  
on peut compter sur leur élargissement.

signé : BIRKENDAHL.

Service central  
du Personnel

1ère Division

P. 1895 W

Copie adressée à  
Monsieur le Directeur de l'Exploi-  
tation de la Région du Nord

comme suite à sa lettre du 16 août  
1943.

Paris, le 7 janvier 1944

P. Le Directeur,

L'Ingénieur

signé : .....

DR/M2/41  
D 1873

Copie à Monsieur le Chef de la Subdivi-  
sion du Personnel EX

14 JAN 1944

Pour le tenir au courant.

L'Ingénieur en chef,

*S. Zanny*



26 février 1944

DR/N2/41 D.AW  
Incarcération en  
Allemagne d'agents  
détachés à la D.R.B.

VR/ EX.N gp 5 A/6  
du 17 février 1944

Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Personnel EX.

*pop du SCP  
le 27-11-44  
Ritabla l'indemnité  
d'éloignement*

Bien que l'aiguilleur de 2<sup>e</sup> cl. DESSON, Jules, d'HAUTMONT, ait souscrit, avant son départ à la D.R.B., en faveur de sa femme, une délégation de solde pour toutes les sommes dues par la S.N.C.F., M. le Directeur estime que, sauf adversité, il n'y a pas lieu de verser à Mme DESSON la part de prime de fin d'année due à son mari au titre de l'exercice 1943, cette somme devant être mise en réserve afin de constituer un pécule pour le moment du retour de notre agent.

En ce qui concerne les 10 autres agents de l'Exploitation qui, détachés à la D.R.B. sont actuellement incarcérés en Allemagne, M. le Directeur a pris les décisions suivantes :

- versement, à partir du 1/1/44, date de la suppression de l'indemnité d'éloignement) d'une allocation mensuelle égale au 1/4 de la rémunération d'activité aux hommes d'équipe

DINDE, André d'HESDIN  
LEMERCIER, Fernand de SAINT-POL  
HODIQUE Victor, de LONGUEAU  
et PREVOST Gérard, de NOYON,

tous célibataires sans charges et incarcérés pour un motif inconnu.

- versement à partir du 1/1/44 (date de la suppression de l'indemnité d'éloignement) d'une allocation mensuelle égale à la moitié(1) de la rémunération d'activité aux hommes d'équipe

MARLIER Georges de LILLE  
MELET Kléber de FIVES-St-SAUVEUR,

mariés et qui sont incarcérés pour leur conduite anti-allemande.

- versement, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1944, d'une allocation mensuelle égale au 1/4 de la rémunération d'activité au facteur confirmé DELCAUCHY, Serge, célibataire sans charge, arrêté pour un motif inconnu; si, avant son départ à la D.R.B. DELCAUCHY n'avait pas désigné de délégataire, les sommes à lui revenir au titre de cette allocation mensuelle seraient à mettre en réserve jusqu'à son retour.

- suppression de l'indemnité d'éloignement sans versement d'aucune allocation à l'homme d'équipe DELHOMME, René, de GREIL, célibataire sans charges, condamné à 18 mois de prison pour complicité de vol.

- aucun versement d'allocation aux auxiliaires CABIOC'H Jean et LABOULY, Roger, de La Chapelle-Triage qui sont incarcérés pour un

/...

(1) de façon à ne pas verser à leur délégataire plus aujourd'hui qu'auparavant

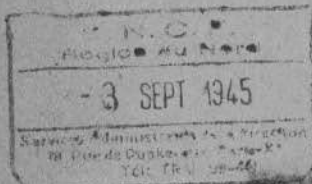
motif inconnu : il ne leur est attribué aucune allocation, non pas parce que appartenant à la classe 1942 ils sont soumis au S.T.O. et, de ce fait n'ont pas perçu d'indemnité d'éloignement, mais parce que ce sont des auxiliaires (les allocations mensuelles prévues par le barème du 22 septembre 1942 du S.C.P. étant réservées aux agents du cadre permanent.)

L'Ingénieur en chef,

signé : OUDOT.

1 SEP 1945

- M. Lécœur, Cokiet, Carok.
- M. le Chef de l'arrondissement de LILLE.
- M. le Chef des Services Administratifs de la Direction.



Le Chef de la Subdivision du Nord

Ducour

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

M. N. sp. 1/1  
D. 48.031

Agent incarcéré  
pendant son  
détachement à  
la Reichsbahn

Détaché à la Reichsbahn à  
compter du 12 Décembre 1943, l'Homme  
d'équipe MELST Elieker de Fives  
St Sauveur a été arrêté en Allemagne  
vers le 12 Juin 1943 pour avoir  
favorisé l'évasion de prisonniers  
de guerre Français.

Etant donné le motif de son  
incarcération, il a été décidé de  
faire bénéficier MELST de sa solde  
entière, déduction faite de l'indemnité  
d'éloignement qu'il a déjà  
touchée, pour la période du  
12 Juin 1943 au 25 Mai 1945 inclus  
veille du jour où il s'est remis  
à disposition de la Région du Nord.

Pour vous permettre de déterminer  
le montant des sommes qui lui  
reviennent, je vous adresse ci-joint  
la fiche de renseignements habituelle.

Signé: DELANNOY

admis pour  
D 1873  
Surremarché  
Proudhon



D. 1873

DR<sup>e</sup>

Menage, Raymond



S. N. C. F.

Région du Nord

Renseignements à fournir en cas  
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par  
les Autorités d'Occupation

NOM . . . . . M E N U G E

Prénoms . . . . . Raymond

Grade à la S.N.C.F. . . . . Homme d'Equipe

Résidence de service . . . . . AUBIGNY-en-ARTOIS

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . 29/12/41

Date et lieu de naissance . . . . . 29/5/18 à RANG-du-FLIERS (P.-de-C.)

Domicile civil . . . . . AVERDOINGT par LIGNY-St-FLOCHEL

Situation de famille . . . . . Célibataire

Qualités professionnelles . . . . . Bonnes

Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . } Néant

Affiliation politique  
(s'il y a lieu) . . . . . } )

Date de l'arrestation . . . . . Début de Décembre 1943

Motifs de l'arrestation . . . . . } Selon les dires de sa famille, cet agent  
aurait été arrêté pour évasion par les  
Autorités allemandes et condamné à 78  
jours de détention.

Condamnation . . . . . } ~~Non~~

Date, tribunal, motif . . . . . } )

Eléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . . } )

Lieu d'internement . . . . . En Allemagne.

Nom du défenseur . . . . . 20 AVR 1944

D 1873

SCP du Nord  
Le Secrétaire  
Signé: 00001

OD  
Copie adressée à  
le Directeur de l'Expon  
de la Région du NORD  
-----  
comme suite à sa lettre  
du 3/1/1944.  
PARIS, le 13/1/44  
Le Directeur,  
.....  
8 JANVIER 1944  
HAUPTVERKEHRS-DIREKTION PARIS  
29, rue de Berri.  
n° P.2471 W  
W 5572

J'ai l'honneur de vous faire  
connaître que je viens d'être avisé  
que les hommes d'équipe désignés ci-  
dessous, détachés à Bf BRAUNSCHWEIG  
auraient été arrêtés par les Autorités  
allemandes au début du mois d'Octobre  
1943:

- CABIOCH, Jean, né le 23 Mai 1922
- DELCACHY, Serge, né le 5 Janvier 1922
- DINDE, André, né le 18 Août 1921
- HODIQUE, Victor, né le 7 Février 1913
- LABOULY, Roger, né le 13 Août 1922
- LEMERCIER, Bernard, né le 29 Août 1921

Leurs familles étant très inquiè-  
tes sur leur sort, je vous serais obli-  
gé de bien vouloir me faire connaître  
s'il en est bien ainsi et afin de les  
rassurer, les motifs ayant motivé ces  
arrestations.

/ Le Directeur Général  
Le Directeur du S.C.P.  
(s) BARTH

17 JANV. 1944  
DR/N1/41

M. CHEVRIER  
L'Ingénieur en Chef  
(s) OUDOT

- 8 MAR 1944

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel

EX.N.gp.5.A/6  
-----

Par mes lettres DR/N.1/41 des  
3 Janvier et 25 Février, je vous ai  
avisé de l'arrestation par les Auto-  
rités allemandes d'un certain nombre  
d'agents du Service EX. de la Région  
Nord détachés à Bf. BRAUNSCHWEIG.

Un nouveau cas d'arrestation  
vient de m'être signalé; il s'agit  
de l'homme d'équipe MENUGE, Raymond,  
de la gare d'EUROBIGNY-en-ALTOIS,  
détaché à BRAUNSCHWEIG le 16 Janvier  
1943, et dont la famille a reçu le 8  
Janvier une lettre écrite en allemand,  
datée du 5 décembre 1943, l'informant  
que notre agent était en prison en  
attendant sa condamnation; toutefois,  
cette lettre ne donne pas les motifs  
de l'incarcération.

Pour me permettre de rassurer  
cette famille, je vous serais obligé  
de vouloir bien tenter d'obtenir de la  
H.V.D.-PARIS quelques renseignements  
au sujet de l'arrestation de MENUGE.

LE DIRECTEUR,

Signé: JUBIN

Pn/MB-10.3.44

11 MARS 1944

NAB 14 MARS 44

HAUPTVERKEHRSDIREKTION-PARIS  
29, Rue de Berri

N° P2661 W  
W 5875

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens d'être avisé que l'homme d'équipe MENUGE Raymond, né le 29 mai 1918 et détaché à Bf BRAUNSCHWEIG, aurait été arrêté par les autorités allemandes.

Sa famille étant très inquiète sur son sort, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître s'il en est bien ainsi et, afin de la rassurer, les motifs ayant entraîné cette arrestation.

Le Directeur Général,  
Pour le Directeur Général

Le Directeur du Service Central du Personnel

Signé : LEFORT

Pn/MB 10.3.44

SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL

Paris, le

1ère Division

COPIE adressée à

Monsieur le Directeur de l'Exploitation  
de la Région du Nord,

S. I. N. O. R. Région du Nord
14 MARS 1944
Services Administratifs 18, Rue de Dantzig

14 MARS 1944 suite à sa lettre du 8 Mars.

Paris, le 13 MARS 1944

Le Directeur,



11 Mars 1944

N° P 2661 W  
W 5875

HAUPTVERKEHRSDIREKTION-PARIS

29 rue de Berri.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je viens d'être avisé que l'homme d'équipe MENUGE Raymond, né le 28 mai 1918 et détaché à Bf BRAUNSCHWEIG, aurait été arrêté par les autorités allemandes.

Sa famille étant très inquiète sur son sort, je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître s'il en est bien ainsi et, afin de la rassurer, les motifs ayant entraîné cette arrestation.

P. Le Directeur Général,  
P. Le Directeur du Service  
Central du Personnel,  
signé : LEFORT.

SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL

COPIE adressée à

1ère Division Monsieur le Directeur de  
l'Exploitation de la Région  
du NORD

comme suite à sa lettre du 8 Mars.

Paris, le 13 Mars 1944

P. Le Directeur,  
signé : LEFORT.

DR/N

Copie à Monsieur le Chef du Service EX

comme suite à sa lettre EX.N.gp.5 A/C du  
8 mars 1944.

Le Directeur,

Signé : OUDOT

16 MAR 1944

H.V.D.-PARIS  
E) HP 16 Pld

Paris, le 16 mai 1944.

Direction Générale de la S.N.C.F.  
P A R I S

Votre lettre P 2661 W du 11 mars 1944.  
W 5875

Objet : Homme d'équipe MENUGE Raymond.

L'homme d'équipe MENUGE Raymond, né le 29 mai 1913 a été arrêté, le 11.10.43, à Braunschweig par la Gestapo. MENUGE et plusieurs autres sujets français sont accusés d'avoir aidé l'ennemi, le débat principal n'a pas encore eu lieu. Il faut s'attendre à ce que MENUGE encoure une peine sévère.

Signé : Dr. Lorenz.

N°P 2661 W

Copie à Monsieur le Directeur  
de l'Exploitation de la Région  
du NORD,  
comme suite à sa lettre du 6 mars.

23 MAI 1944

L'Ingénieur Principal  
du Service Central du Personnel



25  
27/5

en 5  
à partir

PARIS, le 16 Mai 1944

Direction générale de la S.N.C.F.  
PARIS

Votre lettre P 2661 W du 11 Mars 1944  
W 5875

Objet : Homme d'équipe MENUGE Raymond

L'homme d'équipe MENUGE Raymond, né le 29  
Mai 1918 a été arrêté; le 11.10.43, à  
BRAUNSCHWEIG par la Gestapo. MENUGE et plu-  
sieurs autres sujets français sont accusés  
d'avoir aidé l'ennemi, le débat principal  
n'a pas encore eu lieu. Il faut s'attendre  
à ce que MENUGE encoure une peine sévère.

Signé : Dr LORENZ

N° P 2661 W

COPIE à Monsieur le Directeur  
de l'Exploitation de la Région du Nord  
comme suite à sa lettre du 8 Mars.  
23 Mai 1944

L'Ingénieur Principal  
au Service central du Personnel,  
....

DR/N2/41  
D 1873

26 MAI 1944

COPIE pour Monsieur le Chef  
du Service EX.

pour le tenir au courant.

Le Directeur,  
Signé: OUDOT

OD  
EL 17/5/44  
H.V.D. Paris  
-----

-Abschrift-

C O P I E

Paris, den 16. Mai 1944

E 5 H P 16 Pld

An die  
Generaldirektion der SNCF  
PARIS  
88, rue St-Lazare

P. 266L W  
W 5875  
11.3.1944

Betr.: Bahnhofarbeiter MENUGE Raymond

Der Bahnhofarbeiter MENUGE Raymond, geb. am 29. Mai 1918, wurde am 11.10.1943 von der Geheimen Staatspolizei in Braunschweig verhaftet. Gegen MENUGE und mehrere andere franz. Staatsangehörige ist Anklage wegen Feindbegünstigung erhoben. Die Hauptverhandlung hat noch nicht stattgefunden. Mit einer strengen Bestrafung des MENUGE ist zu rechnen.

gez. Dr. Lorenz

H.V.D. Paris  
-----

- Traduction -

Paris, le 16 Mai 1944

E 3 H P 18 Pld

Direction générale de la SNCF  
88, rue St-Lazare -PARIS

Objet: MENUGE, Raymond Homme d'équipe

L'homme d'équipe MENUGE Raymond, né le 29 Mai 1918 a été arrêté le 11.10.1943 par la Gestapo à Brunswick. MENUGE et plusieurs autres ressortissants français sont accusés d'intelligence avec l'ennemi. Les débats principaux n'ont pas encore eu lieu. Il est à prévoir que MENUGE sera puni sévèrement.

Signé: Dr. Lorenz

Liaison SNCF - HVD.

COPIE et traductions transmises

A Monsieur DOLLE

Ingénieur en Chef-Service M.T.

Région NORD

78, rue des Poissonniers à PARIS (18°)

à titre de renseignement, l'agent dénommé ci-dessus relevant de son secteur.

Paris, le 17 Mai 1944

L'Ingénieur en Chef, Chef du  
Service de Liaison

(s) .....

27-11-44  
Lettre du S.C.P.  
(D. An)  
Retablis l'indemnité  
d'alimentation  
47



Paris, le 7 décembre 1945

8, rue de Londres (9è)

S.N.C.F.

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

Section des prisonniers  
et des déportés civilsMonsieur le Directeur de la Région  
du NORD.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les agents désignés ci-après figurent sur une liste de personnes exécutées à la prison de BRANDENBURG-GORDEN :

M.M. ARBIOS Paul, auxil. La Chapelle Intre 22 ans - exécuté le 13/9/44.

CABIOC'H Jean, auxil. La Chapelle Tge	22 ans	d°
DELCAUCHY Serge, fact.conf.	d° 22 ans	d°
DINDE André; H.d'équipe Hesdin	23 ans	d°
DUCHEMIN Pierre, Aux. La Chapelle Int.	22 ans	d°
LABOULY Roger, Aux. La Chapelle Tge	22 ans	d°
LEMERCIER Fernand, H. équipe St-Pol	23 ans	d°
MENUGE Raymond, H.d'équipe Aubigny-en-Artois	26 ans	d°
RICHARD Jean, Auxil. La Chapelle-Tge	22 ans	d°
MODIQUE Victor, H.d'équipe Longueau	31 ans	d°
DELVALLEZ Jean, Inspect.de ch.de.F.	38 ans - exécuté le 21/11/1944.	

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, les certificats de décès qui nous ont été remis par le Ministère de la Population - Secrétariat Général des prisonniers de guerre, déportés et réfugiés - concernant les intéressés.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire remettre ces pièces aux familles de ces agents.

Le certificat de décès concernant M. DINDE André a été adressé directement à sa famille, à la suite d'une visite de ses parents.

Le Chef de Section,

.....

EX 21.12.45  
S. Hebert

8  
- 7 JUN 1946

Monsieur,

J'ai été douloureusement ému par la mort  
de votre fils décédé en captivité.

Au nom de la Société Nationale de la Ré-  
gion Nord et en mon nom personnel, je m'asso-  
cie à votre deuil et vous exprime mes senti-  
ments de vive condoléance.

Je tiens à vous assurer que nous saurons  
garder le souvenir de votre cher disparu.

Recevez, Monsieur, avec mes hommages res-  
pectueux pour Madame MENUGE, l'assurance de ma  
profonde sympathie.

Le Directeur,

ALBERT

Monsieur MENUGE  
à RICAMETZ  
par St-POL-s-TERNOISE  
(Pas-de-Calais)

Requête de la Fédération Nationale  
des Travailleurs, Cadres et Retirés des C.A.T.

du 12-11-47

(Meunier. Emile retraité S.N.C.F. qui demande  
à bénéficier de la délégation de solde de son fils  
fusillé par les Allemands.

A (Entré par le S.C.P. le 14-11-47  
pour examen et renseignements

22 NOV 1947

Communiqué à H. le Chef de la Subr.  
du Personnel Ex

pour "A"

DR/12/47  
D 1873

Attaché à la Direction

Signé: OUDQI

3 DEC 1947

L'Ingénieur en Chef,  
Attaché à la Direction

Signé: OUDQI

21 JANV 1948

Signé: DÉMAR

Rappelé à la Subr. (M. Duru)  
le 5/1/48  
Inspecteur de l'Etat  
pour examen  
parvenance

Paris, le 19 JANV 1948

S.N.C.F. RÉGION DU NORD
21 JAN 1948
DIRECTION RÉGIONALE PERSONNEL

Agent exécuté par  
les Allemands

V.R. : DR.N2/47

D. : 1873

du 22 Novembre 1947

Monsieur le Directeur,

*lettre - Réponse*

Comme l'indique la lettre de la Fédération Nationale des Travailleurs des chemins de fer que je vous retourne ci-jointe, le cas de l'ex-homme d'équipe **MENUGE**, Raymond, d'**AUBIGNY-en-ARTOIS** est identique à celui de l'ex-homme d'équipe confirmé **LEMERCIER**, Fernand de **SAINT-POL** et de l'ex-homme d'équipe à l'essai **DINDE**, André, d'**HESDIN** qui, envoyés l'un et l'autre comme **MENUGE**, en détachement à la Reichsbahn le 16 janvier 1943, ont, comme ce dernier, été incarcérés le 16 janvier 1943, sous l'inculpation de sabotage et propagande anti-nazie puis condamnés à mort et exécutés à la prison de **BRANDEBOURG** le 13 septembre 1944.

Par analogie avec la décision prise en faveur des parents de **MM. DINDE**, et **LEMERCIER**, je vous propose de faire verser à titre de secours à **M. MENUGE**, ex-sous-chef de manoeuvres retraité le 1er septembre 1941, la somme de 22.801 Frs soit la moitié de la rémunération de son fils pour la période du 16 janvier 1943 au 13 septembre 1944 inclus pendant laquelle **M. MENUGE** a perçu l'indemnité d'éloignement correspondant au dernier traitement du défunt, ce qui portera à la totalité des appointements pour cette période partant de l'envoi de notre agent en Allemagne, jusqu'à la date de son décès.

Je vous serais obligé de me faire savoir si vous approuvez cette proposition.

Ci-joint, formule P. XVIII-I comportant les renseignements recueillis sur la situation de **M. MENUGE**.

Le Chef du Service de l'Exploitation,

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD  
DIRECTION RÉGIONALE  
PERSONNEL

29 JAN 1948

DR.N2.47 - D 1873

*Retour à M. Degardin**J'approuve votre proposition ci-dessus.*

Le Directeur

HUBERT

*Ceifandry*



M. le Directeur

24 JANV 1948

Comme l'écrit ci-contre M<sup>r</sup> Dégardin, le cas de M<sup>r</sup> Menage est identique à celui de M. M. Dinde et Lemerrier.

La solution que vous avez adoptée pour les agents droit de M. Dinde (M) et Lemerrier (N) est également valable pour cas de M. Menage : secours correspondant à la 1/2 rémunération pour la période s'étendant de l'affectation à la D.R.B. (16-1-43) au décès (13-9-44), soit 22.30 %.

C'est ce que M. le Chef du S<sup>e</sup> EX vous

propose.

Dès que vous aurez statué, je préparerai à votre signature la réponse au S.C.P. qui avait été saisi de ce cas par la Fédération des Cheminots.



S.N.C.F.

Service Central  
du Personnel  
1ère Division

N/Réf. P

OBJET  
Rappel

S.N.C.F.  
RÉGION DU NORD

Paris, 12 29 JAN 1948

28 JANV 1948

DIRECTION REGIONALE  
PERSONNEL

Monsieur le Directeur  
de la Région du Nord,

J'ai l'honneur de rappeler à votre bon sou-  
venir l'affaire indiquée ci-dessous :

N/Réf. P. 137 du 14 novembre 1947

relative à la situation de M.

LENUGE, dont le fils a été

fusillé par les Allemands.

Je vous serais très obligé de bien vouloir  
m'adresser votre réponse le plus tôt qu'il vous  
sera possible.

L. L'inspecteur

*C. Lenoir*

3 FEV 1948

COPIE pour M. le Chef du Service Ex.

à titre de confirmation.

Le Directeur

RABERT

DR/42/47

D.1373

VR: Re 1281  
des 14/11/47  
et 28/1/1948

3 FEV 1948

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

J'ai l'honneur de vous retourner la lettre ci-jointe de la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer concernant l'ex-heros d'équipe MANUGE Raymond, d'AUBIGNY-en-ARTOIS, qui avait été détaché à la Reichsbahn, incarcéré sous l'inculpation de sabotage et propagande anti-nazi, puis condamné à mort et exécuté par les allemands.

Après enquête sur la situation des parents de l'intéressé, je leur ai accordé un secours d'adversité de 22.801f représentant le montant de la rémunération de notre ex-agent pour la période du 16 janvier 1943, date d'affectation de celui-ci à la D.R.B., au 13 septembre 1944, date de son décès. Les instructions utiles ont été données pour le versement rapide de cette somme entre les mains de M. MANUGE père.

Par ailleurs, il n'est pas apparu qu'il appartenait à la S.N.C.F. de dédommager M. MANUGE de la perte des vêtements de son fils.

Le Directeur,

RABERT

1873

SKR

Mercier, Maurice,  
(Don andré Lenoir)



S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NCM :  
Prénoms : MERCIER  
Grade à la S.N.C.F. : Maurice Gaston  
Résidence de service : Chef de district de 1ère classe  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : VILLERS-BRETONNEUX  
Date et lieu de naissance : 3 janvier 1921  
Domicile civil : 13 avril 1902 à Lens (P.de.Fr.)  
Situation de famille : Gare de Villers-Bretonneux  
Qualités professionnelles : Marié 2 enfants - 11 ans et 7 ans  
Services militaires : très bonnes  
(grade, campagnes, citations, blessures) { de Mai 1922 à Octobre 1923 au 52<sup>ème</sup> Bataillon  
du Génie à Trévis (Allemagne)  
Affiliation politique ( s'il y a lieu) { aucune à notre connaissance  
Date de l'arrestation : 17 août 1943 à 7h45  
Motifs de l'arrestation : arrêté à son domicile par la gestapo  
motif inconnu.  
Condamnation : 23 personnes dont le chef de gare de Villers-  
Bretonneux ont été arrêtées en même temps  
que M. MERCIER  
Date, tribunal, motif :  
Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en {  
grâce. {  
Lieu d'internement : Dirigé sur Amiens dans la matinée du 17 août  
Nom du défenseur : A été ramené à la prison de Villers-Bretonneux  
le même jour.

51873

20 AOU 1943

FCP - au Directeur  
Ré Directeur  
Signé: DESJARDIN

V.B.N/gf/B2

NOM Rocio

Date de naissance 18 AOUT 1943

Adresse 18, Rue de Vienne, 75002 Paris

M

Monsieur le chef des Services  
Administratifs

l'interne qui avait été couronné à  
Aurien a été couronné le même jour à la  
Festoy de Pillers Bretonneux.

38 personnes dont le chef de gare  
de Villedieu-Bretonnais auraient été arrêtés en  
même temps que le d'Almeida.

Une demande a été faite auprès de  
l'U.A.B d'Amiens qui a téléphoné  
au service de la gestapo qui aurait  
répondu que des renseignements seraient  
fournis dès qu'ils seraient donnés vers la fin de la  
semaine.

Le Chef du Service de la Voie et du Personnel du Service de la Voie

LE DIRECTEUR DU SERVICE DE



21 AOUT 1943

Le Directeur

à Eisenbahn Betriebs Direktion

PARIS-Nord

EX.N.g.p. 4 A/1

D.B.

Arrestation  
par les Autorités  
allemandes

Il m'a été rendu compte que  
MM. LELOIR, Edmond, chef de gare de  
5ème classe à Villers-Bretonneux et  
MERCIER, Maurice, chef de district de  
1ère classe à la même résidence, ont été  
mis en état d'arrestation par les Auto-  
rités allemandes dans la matinée du  
17 Août 1943.

Bien que ne connaissant pas le mo-  
tif de la mesure prise à leur égard,  
j'exprime le souhait qu'il vous soit pos-  
sible d'intervenir pour que ces deux  
agents dont le bon esprit et la conscien-  
ce professionnelle ne peuvent être mis en  
doute soient libérés et mis à même de  
reprandre rapidement leur activité à la  
S.N.C.F., laquelle a actuellement un  
grand besoin de ses cadres pour faire fa-  
ce aux nécessités du service.

/ Le Directeur,  
Signé : DEGARDIN

V.B.N.gp B/2

Lettre-réponse



Monsieur le Directeur .

*21*  
*Il y a un mois ?*  
*à la fin 99 d'un*  
*vue de l'histoire*  
*libération ?*  
*4/9/43*

Comme je vous l'ai signalé par la production de la fiche de renseignements habituels, M. MERCIER Maurice, Chef de District de 1ère classe à Villers-Bretonneux, a été arrêté, le 17 août 1943 à 7 heures 45 à son domicile par les autorités allemandes.

*il semble que*  
Des renseignements qui m'ont été donnés, l'intéressé aurait été dirigé sur Amiens dans la matinée du 17 août et ramené le jour même à la prison de Villers Bretonneux.

M. MERCIER est un très bon agent qui n'avait, à notre connaissance, aucune attache politique.

*après*  
*d'accord*

Etant donné que le motif de l'arrestation n'est pas connu, je vous propose d'attribuer à l'intéressé une allocation mensuelle égale à la 1/2 rémunération augmentée des allocations familiales étant entendu que cette allocation serait révisée si les raisons ayant motivé cette arrestation étaient portées à notre connaissance.

DR/N2/47

11 SEP 1943

M. le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.

Je suis d'accord.  
L'Ingénieur en Chef  
Monsieur le Directeur de la Région NORD.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

*Quin*

Signé: 00001



Amiens, le 15 Septembre 1943

CONFIDENTIELMonsieur le Chef de la Division  
de l'EntretienPARISVB.N/va2  
-----

Le 10 Ct, je vous ai fait connaître que Monsieur MERCIER Maurice, Chef de District de 1ère Classe à VILLERS-BRETONNEUX arrêté le 17/8/1943 par les autorités allemandes avait été transféré le 9 Ct de la prison d'Amiens vers Paris .

Je viens d'être avisé qu'il avait été dirigé sur un camp de représailles de COMPIEGNE sous le matricule#18.149.

Accusé d'avoir lu et diffusé des tracts il aurait toujours nié cette accusation.

Cet agent serait paraît-il très déprimé et son état de santé s'en ressentirait.

Je vous demanderai si étant donné la nature de l'inculpation, une démarche ne pourrait être tentée en vue d'obtenir sa libération; il est à craindre qu'il ne soit dirigé sur l'Allemagne.

l'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2ème Arrondissement,

*in Pasady**2**in Pasady*

17 SEP. 1943

*Bz**in*  
*in*  
*in*

VBX 9p 13<sup>2</sup>

57

Paris le 18 Septembre 1943

Transmis à Monsieur le Directeur  
en le priant de vouloir bien intervenir  
en faveur de M. Mercier pour tenter  
d'obtenir au moins qu'il ne soit  
pas envoyé en Allemagne.

S. N. C. F.	
Région du Nord	
18 SEPT 1943	
Services Adm. 18, Rue de	Direction Paris-X 39-40

Le Chef du Service  
des Voies et des Bâtimens

1879 *[Signature]*

M. Aubert  
Secrétaire P. P.

9<sup>e</sup>  
à Paris du Lundi

1879 *[Signature]*

D.R/N.2/41-D. 2907

COPIE à Monsieur le Chef de la Subdivision du  
Personnel EX.

pour le tenir au courant.

L'Ingénieur en Chef,

D.R/N.2/41-D.1873

COPIE à Monsieur le Chef de la Subdivision du  
Secrétariat et du Personnel V.B.

pour le tenir au courant.

L'Ingénieur en Chef,

E.B.D. Paris-Nord

30 H L 2 Bmas

TRAINDUCTION  
(L.F.N. 32.604)



PARIS, le 11.9.1943

à la Région du Nord de la S.N.C.F.

PARIS

Objet : Arrestation de cheminots français.

Votre lettre D.R.N. 2/41 D. 2907 du 21.8.43

Il ne faut pas s'attendre à ce que les deux agents français  
LELOIR Edmond et MERCIER Maurice soient relâchés prochainement.

signé : BRUST

Dest.: Région Nord (D.R.N.)  
Monsieur Cartier  
Archives.

Avisé MM. DEGARDIN GUILLAUME.





*Le  
Principal rendu à M. Fournier  
sur le Dr. estimer qu'il faut intervenir  
auprès C'E B'D, par la SCP, il  
se fera riposte cette lettre  
22/9*

LE DIRECTEUR,

à Monsieur le Chef de la Police  
Allemande,  
84, Avenue Foch - PARIS

Monsieur le Chef de Service,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur  
le cas de notre chef de district de la Voie de  
Villers-Bretonneux (Somme) M. MERCIER Maurice,  
qui a été mis en état d'arrestation par vos ser-  
vices le 17 Août 1943 à 7 h 45.

M. MERCIER est âgé de 41 ans et compte 22  
années de très bons services à la S.N.C.F. Il m'a  
été signalé par ailleurs qu'il serait très dépri-  
mé et que son état de santé se ressentirait de sa  
détention.

Aussi, et bien que ne connaissant pas le  
motif de la mesure prise à son égard, je me per-  
mets de vous demander de vouloir bien intervenir  
pour que cet agent, dont le bon esprit et la cons-  
cience professionnelle ne peuvent être mis en  
doute, soit libéré et mis à même de reprendre  
rapidement son poste à la S.N.C.F. laquelle a ac-  
tuellement grand besoin de ses cadres pour faire  
face aux nécessités du service.

13 JAN 1944  
S.N.C.F.

Région du Nord

D.R./N.2/41

B. 1873

D. 2907

Agents arrêtés par  
les Allemands.

COPIE pour Monsieur le Chef du  
Service V.B.

pour le tenir au courant, suite à sa  
lettre VB.R.GP.B/2 du 7 Janvier 1944.

Signé: Le Directeur

Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel,

S.N.C.F.  
Région du Nord  
13 JAN 1944

Je suis saisi d'une nouvelle demande d'in-  
tervention présentée par Mme MERCIER, femme de  
M. MERCIER Maurice, chef de district à VILLERS-  
BRETONNEUX, en vue de la libération de son mari  
(copie jointe).

Par ma lettre même référence du 20 Septembre  
1943, je vous ai demandé de vouloir bien interve-  
nir à nouveau d'une façon pressante auprès des  
autorités compétentes en vue de la libération de  
cet agent, ainsi que de M. LELOIR, Edmond, chef  
de gare de 5<sup>e</sup> classe à VILLERS-BRETONNEUX, arrêté  
en même temps par les Allemands le 17 Août 1943.

Je vous serais obligé de me faire connaître  
la suite réservée à votre intervention et, le  
cas échéant, je vous demanderai de tenter une  
nouvelle démarche. *en insistant sur ce fait  
dans les circonstances actuelles, l'absence de  
ces deux agents gâche est préjudiciable  
aux intérêts du service*

Le Directeur

Signé: CAMBOURNAC

Ma chère  
pour un moment de voir  
de la guerre. non après avoir  
réflecti : à qui l'on peut  
faire à nouveau pour  
la guerre.

- 6 JUN 1944

B2

Monsieur l'ingénieur en chef,

5/1  
Je me permets de vous prier de vouloir bien  
tenté une nouvelle démarche pour obtenir la libé-  
ration de mon mari, arrêté le 17 août 1943 par les  
autorités allemandes et actuellement encore détenu  
au camp de concentration de Royallieu près de  
Compiègne.

Les démarches faites jusqu'ici n'ont pas obtenu  
de succès mais je conserve néanmoins l'espoir  
la libération de mon mari pourrait ne pas se  
longer jusque la fin de la guerre.

Pu cours d'une visite que je viens de faire à  
la gestapo à Amiens les fonctionnaires de la police  
m'ont laissé entendre qu'une nouvelle démarche  
de la S.E.C.F. auprès des autorités allemandes pour-  
aboutir à un heureux résultat.

Je vous prie, Monsieur l'Ingénieur en chef,  
de bien vouloir tenter cette nouvelle démarche.  
Je crois pouvoir, pour m'autoriser à vous adresser  
cette demande, vous rappeler les bons services rendus  
à la S.E.C.F. par mon mari et desquels monsieur  
Pille peut témoigner, mais surtout je dois insister  
sur l'état de santé de mon mari.



jeunes enfants.

Je me permets de vous rappeler, Monsieur l'Ingénieur en chef, que les autorités allemandes n'ont reproché à mon mari que la lecture d'un tract, ce qu'il a d'ailleurs nié. Bien dans sa conduite n'a pu donner à croire qu'il luttait contre les autorités d'occupation ni même qu'il leur était ouvertement hostile. Au contraire il n'avait eu, à l'occasion du service, que de bons rapports avec les fonctionnaires allemands de l'UAB d'Amiens, et l'un d'entre eux, monsieur Est, Inspecteur à la Reichsbahn vient tout récemment de témoigner à la police allemande de ses bons rapports.

J'ajouterais que mon mari a été arrêté au cours d'une opération de police qui a visé les habitants les plus connus de Villers-Bretonneux et je crois que son titre de chef de district à la S. O. C. F. a été une des causes de son arrestation.

J'ai l'assurance, Monsieur l'Ingénieur en chef, que vous voudrez bien intervenir pour que la détention de mon mari, à laquelle aucun terme n'a été fixé, ne se prolonge pas plus et vous prie de croire à la reconnaissance que j'en aurai, quel que soit le résultat de cette intervention.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur en chef, l'assurance de mes sentiments respectueux.

L. Mercier

Mme Mercier Maurice  
Place de la gare  
Villers-Bretonneux

(homme)

VEN 17 JANV 44



Paris, le 7 janvier 1944.

VB.N/gp B/2

Monsieur le Directeur,

-1-

gg  
9  
4

Je vous adresse ci-annexée une lettre que m'envoie Madame **MERCIER**, femme de notre Chef de district de Villers-Bretonneux, qui a été mis en état d'arrestation par les autorités allemandes dans la matinée du 17 août 1943 en même temps que le Chef de gare et 26 personnes de cette localité.

Vous êtes déjà intervenu le 21 août 1943 auprès de l'E.B.D. de Paris-Nord et le 20 septembre 1943 auprès de M. le Directeur du Service Central du Personnel pour tâcher d'obtenir la mise en liberté de M. **MERCIER**.

L'E.B.D. a d'ailleurs répondu le 11 septembre 1943 qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que cet agent soit lâché rapidement.

M. **MERCIER** donnait toute satisfaction et, compte tenu des indications données par sa femme dans la lettre ci-annexée, je vous demanderai de vouloir bien intervenir à nouveau d'une façon pressante pour obtenir la mise en liberté de cet agent.

871  
uniquement

Le Chef de Service  
de la Voie et des Bâtiments

Monsieur le Directeur de la Région du Nord.

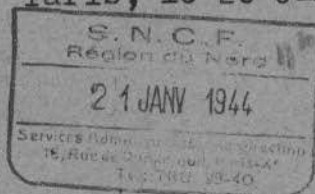
Service Central du  
Personnel

Bureau des Prisonniers

8, rue de Londres

Tri. 91-73

Paris, le 20 Janvier 1944.



Monsieur le Directeur de  
l'Exploitation de la  
Région NORD

Par lettre D.R/N.2/41 D.1873 et 2907  
du 13 courant, vous avez bien voulu nous  
demander d'intervenir à nouveau d'une  
façon pressante auprès des Autorités  
compétentes en vue de la libération de  
M.M. :

MERCIER Maurice, Chef de District  
LELOIR Edmond, Chef de Gare

à VILLIERS-BRETONNEUX, arrêtés le 17/8/43.

J'ai l'honneur de vous informer qu'à  
la suite de nos interventions, la Délégation  
Générale du Gouvernement Français  
dans les Territoires Occupés, par sa  
lettre DS 7632/43/S du 22/9/43, dont  
ci-joint copie, nous avisait que M.M.  
MERCIER et LELOIR avaient fait l'objet  
d'une mesure de libération.

Nous avons considéré cette affaire  
comme terminée.

Nous intervenons d'une façon ins-  
tante auprès de la Délégation Générale,  
en vue d'obtenir des précisions sur cette  
affaire.

Le Chef du Bureau des  
Prisonniers,

12/1/44  
7.01.44  
C. M. C. P.  
VMD 2907

24/1  
3

un mandat  
24/1



DELEGATION GENERALE  
du  
GOUVERNEMENT FRANCAIS  
dans les  
TERRITOIRES OCCUPES

Paris, le 22/9/1943.

N° DS 7632/43/S

C O P I E

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à  
votre lettre du 26 Août 1943, P.C.  
41.191, concernant l'arrestation, par  
les Autorités Allemandes, de M.M. :

MERCIER Maurice  
LELOIR Edmond.

La Délégation Générale a immédia-  
tement fait procéder à une enquête sur  
le cas des intéressés auprès de Monsieur  
le Préfet de la Somme.

Ce haut fonctionnaire vient de me  
faire connaître que M.M. MERCIER et  
LELOIR avaient fait l'objet d'une mesure  
de libération.

Veillez agréer, Monsieur, l'expres-  
sion de ma considération distinguée.

signature :

Monsieur CAZALET  
Chef du Service des Prisonniers de la S.N.C.F.  
8, rue de Londres - PARIS IXème.



Amiens, le 19 Février 1944

Monsieur PARADIS,

VB.N/va2Arrestation  
d'agent par  
les autorités  
allemandes-----  
M. MERCIER  
Maurice  
-----

Je viens d'apprendre officiellement que Monsieur MERCIER Maurice, chef de district de 2ème classe à Villers-Bretonneux, ne serait plus actuellement interné au camp de représailles de Royallieu près de Compiègne.

Il aurait été embarqué pour une destination inconnue.

l'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2ème Arrondissement,

VB N/94132

*Transmis à Monsieur le Directeur  
comme suite à précédentes correspondances  
concernant M. Mercier.*

S. N. C.
Région du Nord
29 FEV 1944
Services Administratifs
18, Rue de Valenciennes

*Le Chef de Service*  
E. J. et des Bâtiments

*Reun*

Extrait d'une lettre adressée par  
M. Mist attaché au district de Villers  
Bretouneux - à M. le Président du Comité  
national de Solidarité le 17/5/44  
(original entre les mains de M. Demant)

adresse de M. Mercier en allemande :

Mercier, Maurice

Sonderkommando.

Johannengenstadt

Erzgebirge in La

(Deutschland)

---

27 MAI 1944

27 MAI 1944

Services Administratifs de la Direction  
18, Rue de Dunkerque, Paris-X<sup>e</sup>  
Tél: TRU. 99-40

DR/N2/41  
D 1873

Agent incarcéré  
par les  
Allemands.-

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel  
(Service des prisonniers)

Suite à précédentes correspondances  
concernant M. MERCIER Maurice, Chef de  
District à VILLERS-BRETONNEUX.

L'intéressé a quitté le camp de  
ROYALIEU, près de COMPIEGNE, à destination  
de l'Allemagne.

Son adresse actuelle est la suivante

MERCIER Maurice  
Sonderkommando  
Johanngeorgenstadt  
Erzgebirge in Sa  
(Deutschland).

Le Directeur,

J. LERCAINE

6 1873

see

Merresse, Alfred.

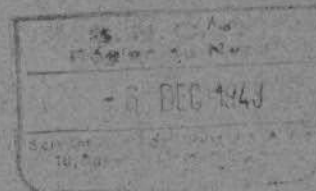
Mr. Salomon



S.N.C.F.

Région d Nord  
-:-:-

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation  
-:-:-:-



NOM : ..... MEUSSE

Prénoms ..... Alfred - Louis

Grade à la S.N.C.F. .... Ouvrier

Résidence de service ..... AULNOYE

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 16 Octobre 1922

Date et lieu de naissance ..... 8 Novembre 1900 à LEVAL - Nord

Domicile civil ..... Rue du Dufaux - chez Mr. BRASSELET à MAROILLIES (Nord)

Situation de famille ..... marie - 3 enfants - 18.11. - 7 ans

Qualités professionnelles ..... normales

Services militaires ..... ( appelé le 5.10.20 - libéré le 25.9.22  
( 9<sup>e</sup> Régiment de Dragons  
( 1ère classe

Affiliation politique (s'il y a lieu) (

Date de l'arrestation ..... 25 Novembre 1943

Motif de l'arrestation ..... ( A été convoqué à la Kommandantur de VALENCIENNES  
( le 25.11.43 Non rentré à son domicile à ce jour  
( (30.11.43) motif inconnu jusqu'à présent.

Condamnation ..... (

Date, tribunal, motif ..... (

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce ..... (

Lieu d'internement ..... (

Nom du défenseur ..... (

Observations : M. DUPONT, Chef des Ateliers à AULNOYE, intervient auprès du Service de Sur-  
veillance allemand de cet établissement en vue de connaître le motif de la mesure  
prise à l'égard de l'intéressé. Del/Nr/41 1873 S. C. M. Division  
- 6 DEC 1943 Le Directeur Signé : CANDELIER

† 1873

(SRE)

att

Meriant, Louis  
Vou. Louis

S.N.C.F.  
-----  
Région du NORD  
-----

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

NOM ..... : **MERIAUX**

Prénoms ..... : **Louis**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Aide ouvrier Menuisier**

Résidence de service ..... : **VALENCIENNES**

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : **12.2.37**

Date et lieu de naissance ..... : **1.7.1904 à RAISMES (Nord)**

Domicile civil ..... : **RAISMES rue Gambetta n° 3 (ind)**

Situation de famille ..... : **marlé 1 enfant 5 ans**

Qualités professionnelles ..... : **Bonnes**

Service militaires ..... : **appelé 21.10.30 libéré 15.10.31**  
( grade, campagnes, citations, **507ème chars d'assaut - campagne 1939-**  
blessures ) **40**

Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... : **Nous ne la connaissons pas**

Date de l'arrestation ..... : **13 juillet vers 9 heures en service**

Motif de l'arrestation ..... : **Avoir dérobé 10 kgs d'avoine dans un**  
**wagon allemand 171693 à destination**  
**de la Belgique.**

Condamnation ..... :

Date , Tribunal , Motif ..... :

Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un recours en  
grâce ..... :

Lieu d'internement ..... : **VALENCIENNES**

NOM du défenseur ..... :

*S. 1875*  
**l'A.B.D. a été avisé.**

**27 JUILL 1940**

*S. P. du Service  
de l'Industrie*  
**Signé: LEMAIRE**



S.N.C.F.  
Région du Nord

Le

18 SEPT 1944

G.

DR/N2/41  
D.1373



Agent incarcéré  
par les  
allemands

Je suis avisé que les aides-ouvriers LENNE  
Oscar et MERIAUX Louis, de VALENCIENNES, ont été  
condamnés par le Tribunal allemand à une peine  
de 4 semaines de prison à la suite du vol d'avoine  
qu'ils ont commis le 13 juillet 1944 à SAINT-  
AMAND-les-EAUX.

Leur libération était prévue pour le 10  
Août 1944.

Le Directeur,

Signé: OUDOT

*Libéré le 10/8/44  
renv. en S.C. le 18/8/44  
S.C.P. avisé le 7/10/44  
par liste n° 6 -*



D. 1873.

D. R. 2

Merlin, Léon. F. 1. F. 2

Urbain, Gaston. F. 1. F. 2

Collot, Georges, F. 1. F. 2

Narras, René, F. 1. F. 2

d  
accord avec  
F. 1. F. 2  
F. 1. F. 2  
F. 1. F. 2

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER  
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **COLLOT, Georges, Achille**

Grade : **Lampiste appareilleur**

Etablissement (1) : **gare de SOMAIN**

Né le : **16/3/1897**

Commissionné le : **1/8/1922**

Situation de famille (2) : **marié, sans enfant**

**femme sans emploi**

Absent du (3) **4/10/1941 à 6 h.**

Motif de l'absence (5) : **arrêté le 3<sup>10</sup> octobre 1941 par la Feldgendarmerie de DOUAI**  
**motif inconnu jusqu'ici**

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

**Eléments fixes : 1530 francs**

582

386

1148

Observations du service : **L'agent n'est considéré comme absent irrégulièrement  
et traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer.**

DR/M2/41 - D 1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941.

*mensuel lui sera accordé le cas échéant après examen  
à une enquête en vue de l'attribution d'un secours mensuel*

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé : CAMBournac

*nous procédons  
à un secours*

25 DEC 1941

AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER  
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : DARRAS, René, Paul

Grade : Chef de train

Etablissement<sup>(1)</sup> : Gare de VALENCIENNES

Né le : 28 Octobre 1901 Commissionné le : 1er Juillet 1925

Situation de famille<sup>(2)</sup> : L'intéressé est marié - sans enfant  
femme sans emploi

Absent du<sup>(3)</sup> 3 Octobre 1941 au<sup>(4)</sup>

Motif de l'absence<sup>(5)</sup> :

Incarcéré par l'Autorité d'occupation (motif jusqu'ici inconnu)

*ancien militant communiste*

Rémunération mensuelle de l'agent<sup>(6)</sup> :

Eléments fixes : 1.940 francs

Observations du service : L'agent n'est considéré comme absent irrégulièrement  
et traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer.

DR/N2/41 - D 1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941. Un secours

*mensuel lui sera accordé, le cas échéant, après examen.*

29 DEC 1941

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

Signé GAMBETTA



AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER  
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **MERLIN, Léon, Henri**

Grade : **Aiguilleur de 2ème Classe**

Etablissement <sup>(1)</sup> : **Gare de VALENCIENNES**

Né le **10/2/1899**

Commissionné le : **11/7/1923**

Situation de famille <sup>(2)</sup> : **marié (femme sans emploi), 5 enfants**

**MERLIN Gaston né le 21/12/1919** **cisailleur**

**Alice née le 5/1/1922** **sans emploi**

**Paul né le 29/4/1924** **aide-chaudronnier**

**Marie-Louise née le 19/9/1927** **sans emploi**

**Michel né le 28/12/1931** **-d°-**

Absent du <sup>(3)</sup> **3/10/1941** au <sup>(4)</sup>

Motif de l'absence <sup>(5)</sup> : **Arrêté par l'autorité allemande**  
**motif inconnu jusqu'ici**

Rémunération mensuelle de l'agent <sup>(6)</sup> :

**Eléments fixes : 1.767 francs**

**Allocations familiales : 755 francs**

Observations du service : **L'agent ~~peut~~ considéré comme absent irrégulier**  
**et traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer**

29 DEC 1941

DR/N2/41 - D 1875

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941.

*mensuel lui sera accordé, le cas échéant, après examen  
à ma suite et via de l'attributaire d'un second mensuel.*

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

*Noté par  
V. S. S.*



AGENTS se TROUVANT dans l'IMPOSSIBILITE d'ASSURER  
leur SERVICE du FAIT des AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : **URBAIN, Gaston**

Grade : **Homme d'équipe**

Etablissement <sup>(1)</sup> : **Gare de SOMAIN**

Né le : **30 Décembre 1896** Commissionné le : **1er Août 1922**

Situation de famille <sup>(2)</sup> : **Marié, sans enfant**

**Femme sans emploi**

Absent du <sup>(3)</sup> **3 Octobre 1941 à 22 H.** au <sup>(4)</sup>

Motif de l'absence <sup>(5)</sup> : **arrêt le 3/10 par la Feldgendarmerie de DOUAI**  
**Motif inconnu jusqu'ici**

Rémunération mensuelle de l'agent <sup>(6)</sup> :

**Eléments fixes : 1550 francs**

382

1163

Observations du service :

**L'agent n'est considéré comme absent irrégulièrement  
et traité sans solde pendant son éloignement du Chemin de fer.**

DR/N2/41 - D 1843

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P. 5329 du 15 mai 1941.

*manuel lui sera accordé, je ne sais pas, après examen.  
à une enquête en vue d'un secours mensuel*

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

29 DEC 1941

Signé : CAMBACIAC

*Un secours  
Un secours*

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque  
PARIS - X<sup>e</sup>Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33Adresse Télégraphique  
NAFERNORD

EX.N.g.p.4 A/4

D.46.410

I9.928

52.536

52.668

Arrestation par les  
Autorités Allemandes.31 x 41  
in Party  
Juvier

Le 30 OCT 1941

19

30 OCT 1941  
SECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFSMonsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction de l'Exploitation,Les agents dont les noms suivent ont été mis en état  
d'arrestation par les Autorités Allemandes, aux dates ci-  
après :

- URBAIN, Gaston, Homme d'équipe à SOMAIN le 3 Octobre 1941
- COLLOT, Georges, Lampiste Appareilleur, à SOMAIN, le  
3 Octobre 1941,
- MERLIN, Léon, Aiguilleur de 1ère Cl. à VALENCIENNES, le  
4/10/41 à 3h15.
- DARRAS, René, Chef de train à VALENCIENNES le 3/10/41  
à 16 h 30.

Je vous indiquerai le motif de ces arrestations, et le  
lieu d'incarcération des intéressés, dès que j'en aurai connais-  
sance.Ci-joint fiches demandées par lettre DR/N/T/2 du 31 Juil-  
let 1941.Je vous adresserai prochainement les fiches dont la four-  
niture a été prescrite par le Service Central du Personnel.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*[Signature]*

16. Dez. 1941

Feldkommandantur 678

Lb-G-Nr. /41

Bescheinigung

Es wird hiermit Bescheinigt das der frz.  
Stratsbürger

Merlin Léon Henri aus St-Saulve  
geboren am 10.2.1899.... bis auf weiteres  
inhaftiert ist. als Geisel

Feld Kommandantur 678

I.A.

-:-:-:-:-:-:-:-

On certifie par la présente que  
MERLIN Léon, Henri, de St-Saulve, né le  
10.2.1899, est interné comme otage jusqu'à  
nouvel ordre.

Merlin, incarcéré par l'A.O. depuis le  
3.10.41 sans motif connu. Sans solde.

Marie, 5 enfants : 3 à charge (dont 1 fille  
sans maladie) et 2 gagnent ensemble 1993<sup>+</sup>  
par mois.

A.F. (455<sup>+</sup>) + 75% Rem (1.422<sup>+</sup>) = 2.177<sup>+</sup>  
l'Ex propose 2.000<sup>+</sup> par mois.

Je n'ai pas d'objection, et ce à compter du  
1.11.41.

Jey 2-1-42

2.2.42

Secours = 2.000<sup>+</sup> par mois à partir  
du 1.11.41.

signé "Camille"

47



Je n'ai pas d'objection bien qu'a priori les  
deux situations étant identiques je n'aperçoive  
pas le motif du taux différent des secours proposés.

*Le demandeur  
voulant  
à Ex ?*

G.

DR/N.2

URBAIN et COLLOT, incarcérés par l'A.O.  
depuis le 3/10/41, sans motif connu, sans solde.

Mmes URBAIN et COLLOT n'ont pas d'enfant et  
ont vécu jusqu'ici sur leurs économies : elles  
envoient deux colis par semaine à leur mari.

A<sup>1</sup> = 75 o/o Rem = 1.279f pour URBAIN  
et 1.342f pour COLLOT

EX. propose un secours mensuel de 1.200f  
pour COLLOT et de 1.000f pour URBAIN.

Je n'ai pas d'objection bien qu'a priori les  
deux situations étant identiques je n'aperçoive  
pas le motif du taux différent des secours proposés.

*Le demandeur  
verbalement  
à EX ?*

*"Ondole"  
13-8-42*

*13-8-42  
au 1er  
quantité*



13-2-

41

Cher Monsieur

En retour des PXVII - 1 concernant  
Urbain et Collet.

Pourriez-vous,

- soit motiver la différence des  
seuils proposés,

- soit proposer des seuils aux  
limites plus rapprochées, par ex :

1.200<sup>+</sup> ou 1.100<sup>+</sup> pour Urbain

1.200<sup>+</sup> ou 1.200<sup>+</sup> — Collet.

ou 1.200<sup>+</sup> pour tous les deux ?

Bien à vous

W. M. L.

M. Leraut

Responsable à la S.N.C.F.  
des Personnels Ex

Merlin, Sec  
Aiguillonne 1<sup>er</sup>  
Valenciennes

---

Secours mensuel de 2.000 frs  
à compter du 1/11/41.

(décision de M. le Directeur  
du 2.2.42)



Région ou Service Central :

**NORD**

Division ou Service :

**Exploitation**

Arrondissement, Subdivision, etc. :

**5<sup>e</sup> Arr.**

Mod. P. XVIII - I.

# Proposition de Secours non renouvelable, de prêt ou d'avance

(Application de l'Instruction Générale N° 53, du 28 Novembre 1938.).

Nom et prénom de l'agent ou de l'ex-agent : **DARRAS René** Matricule : **II9437**  
Grade et résidence administrative : **Chef de train VALENCIENNES** Ancienneté des services : **18 ans**  
Motif du départ (Retraite, réforme, démission, décès, etc...) **arrêté par les autorités allemandes le 3/10/1941**

(1) { Nom, prénom, âge, qualité du demandeur, }  
{ degré de parenté, avec l'agent ou l'ex-agent }

Adresse postale du bénéficiaire : **11 rue Lesage à BRUILLES-les-MARCHIENNES**

Gare où le paiement devra être fait le cas échéant : **SOMAIN**

Etat-civil du demandeur ~~CHEF DE TRAIN~~ marié, veuf ~~CHEF DE TRAIN~~ : **marié**

Situation de famille	{	Enfants <b>adoptive</b>	G <sup>1</sup>	ans	G <sup>2</sup>	ans	G <sup>3</sup>	ans	G <sup>4</sup>	ans	G <sup>5</sup>	ans	G <sup>6</sup>	ans	}	<b>1</b>
			F <sup>1</sup>	<b>13</b>	ans	F <sup>2</sup>	<b>1/2</b>	ans	F <sup>3</sup>	ans	F <sup>4</sup>	ans	F <sup>5</sup>	ans		
		Beaux-enfants	G <sup>1</sup>	ans	G <sup>2</sup>	ans	G <sup>3</sup>	ans	F <sup>1</sup>	ans	F <sup>2</sup>	ans	F <sup>3</sup>	ans		
		Descendants, ascendants														
			<b>1 enfant adoptive non connue de la SNCF</b> <b>mais complètement à charge. Mlle HACHE</b> <b>Jeannine, dont la mère est décédée et le</b> <b>père remarié. Elevée depuis l'âge de 2 ans</b>													

## RESSOURCES ANNUELLES

Traitement ou pension ..	12.550
Indemnité de résidence ..	5160
Allocations familiales ..	
Allocations diverses ..	6.540
Primes de travail ..	
Gratification annuelle ..	780

## AUTRES RESSOURCES

Pension militaire ..	
Conjoint ..	
Enfants ..	

Autres personnes habitant avec l'agent ..

TOTAL .. **25.030**

## A DÉDUIRE

Arrérages de dettes ..	
Avances - Prêts ..	

RESSOURCES NETTES ..

## DÉPENSES ENGAGÉES OU A ENGAGER

NATURE	RÉGLÉES	NON RÉGLÉES
frais de pharmacie	80.00 environ	
(traitement pour le		par mois
coeur) pour Mme DARRAS		

PIÈCES JOINTES ..

## OBSERVATIONS

— I. ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~  
— II paie un loyer annuel de : **840 Frs**  
— ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~  
**XXXXXXXXXXXX**  
**XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX**

(Bayer les mentions inutiles)

Total des dépenses	{	f. dont	{	f. réglés au moyen de
justifiées par les				f. non réglés.
pièces jointes				

(1) Si le demandeur n'est pas l'agent ou l'ex-agent.

Avantages en argent ou en nature accordés par la Caisse de Prévoyance ou en dehors de la S. N. C. F. (Assurances Sociales État - Départe- ment - Commune etc...).	En cas de maladie du conjoint (ou d'un enfant) Prestations de la Caisse de Prévoyance ou des A. S.			EN CAS DE NAISSANCE					
	DÉTAIL DES SOMMES REÇUES OU A RECEVOIR			Accouche- ment gratuit	Allocations communales départemen- tales, patronales.	Prime d'allaitement	Assistance aux femmes en couches	Caisse de Prévoyance ou A. S. Conjoint.	Autres interventions.
	Prestations en espèces (A.S.)		Remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques						
	JOURS	SOMMES							

# AVIS DU CHEF LOCAL

## SECOURS, AVANCES ou PRÊTS DÉJÀ ACCORDÉS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES

Qualité des services :

**Cet agent assurait un bon service.**

**Néant**

Justification de la demande (après vérification des motifs invoqués) :

Le Chef de train DARRAS René a été arrêté le 3 Octobre 1941. Depuis cette date, Mme DARRAS n'a rien touché des appointements de son mari. Elle n'a pas de dettes, mais elle a dû vivre depuis le début d'Octobre sur les économies du ménage qui sont presque épuisées.

Le Chef de train DARRAS était jusqu'au 10 Décembre 1941 à VALENCIENNES (caserne Vincent) où Mme DARRAS lui portait 2 fois par semaine un colis ravitaillement et du linge.

Depuis le 10 Décembre 1941, le Chef de train DARRAS a été transféré à LILLE (au Collège St-Louis de Gonzague 26 rue Négrier) où Mme DARRAS continue de lui porter un colis tous les quinze jours (seules visites autorisées). Ces visites occasionnent des frais divers dont des frais de chemin de fer (40 F. pour chaque voyage à Lille) Mme DARRAS ne profitant plus des facilités de circulation.

Mme DARRAS est souffrante et doit suivre un traitement sérieux pour le coeur, lui occasionnant des frais supplémentaires de pharmacie (environ 80 F. par mois) Elle pourrait fournir un certificat du Docteur si nécessaire.

Le

SIGNATURE DU CHEF LOCAL :

Etant donné la mauvaise situation financière de Mme DARRAS, et compte tenu de sa situation spéciale actuelle, je suis d'avis de lui proposer un secours qui, en même temps qu'une aide financière, lui apporterait un réconfort moral en l'absence de son mari.

Votre respectueux et dévoué,

Le Chef de Gare Ppal

"BLOEME"

VALENCIENNES le 19 Janvier 1942.



M. le Chef de la Subdivision du  
Personnel à PARIS

AVIS du Chef d'Arrondissement

Secours (1) de

~~AVANCE~~

~~PRÊT~~

Lettre gp 4 A/II du 10 Oct. DARRAS a  
été arrêté le 3/10/41 par les auto-  
rités occupantes. Motif inconnu.

Avis favorable.

GRADE ET SIGNATURE :

Le Chef du 5ème Arrondissement  
de l'Exploitation,

Le 24 JANVIER 1942

DÉCISION (1)

AVIS (1)

du Chef du Service

Secours (1) de

Avance (1) de

Prêt (1) de

Catégorie B-

a été incarcéré le 3 Octobre 1941 par les  
autorités allemandes.

Le motif de l'arrestation n'est pas connu,  
mais il est certainement en relation avec  
les opinions extrémistes de l'intéressé, ancien  
dirigeant d'une cellule communiste qui  
avait été puni pour agissements le

30 novembre 1938  
Madame Darras se trouve sans retour  
avec son enfant adoptif; mais elle ne nous  
a rien demandé.

Le

13 FEV 1942

Le Chef du Service de l'Exploitation

DÉCISION DU DIRECTEUR

Secours (1) de

Avance (1) de

Prêt (1) de

Le

19





25 FEV 1942

DR/N2/47

D. 1873

---

V.R.:

PXVIII-1 du  
13.2.42

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Personnel EX.

Mme DARRAS, René, femme du chef  
de train de VALENCIENNES incarcéré  
par l'A.O. depuis le 3.10.41, se  
trouve sans ressources avec son enfant  
adoptif mais ne nous a rien demandé.

M. le Directeur est prêt à exami-  
ner favorablement une demande de  
secours qui lui serait présentée.

Signé : Cudot

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

EXPLOITATION

5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

56<sup>e</sup> Inspection

A Valenciennes, le 22 Janvier 1942

IP. 444

Monsieur le Chef d'Arrondissement

à DOUAI.

P.3- Secours.

*accusé favorable*  
Je vous adresse ci-joint les formu-  
les P XVIII- I établies au nom des Chefs  
de train DARRAS René et LEROUGE Emmanuel  
de Valenciennes actuellement détenus par  
les autorités allemandes.

L'Inspecteur Divisionnaire.

F. Hube

26/1/42

DR/N.2

26-2-42  
Secours mensuel de 1.200f  
à partir du 1-11-42  
à l'ambassade

URBAIN et COLLOT, incarcérés par l'A.O.  
depuis le 3/10/41, sans motif connu; sans solde.

Mmes URBAIN et COLLOT n'ont pas d'enfant et  
ont vécu jusqu'ici sur leurs économies : elles  
envoient deux colis par semaine à leur mari.

A<sup>1</sup> = 75 o/o Rem = 1.279f pour URBAIN  
et 1.314f pour COLLOT

EX. propose un secours mensuel de 1.200f  
pour COLLOT et ~~1.200f~~ pour URBAIN. Je suis d'accord.  
Celui-ci pourrait être accordé à compter du 1-11-41.

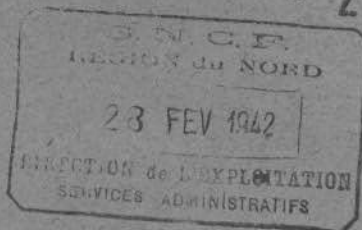
9

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

Le 27 FEV 1942 19

EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque  
PARIS - X<sup>e</sup>Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33Adresse Télégraphique  
NAFERNORDEX.N.gp.4A/4  
D.46.410Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
de la Direction de l'ExploitationIncarcération par  
les autorités  
allemandes

---

Par lettre EX.N.gp.4A/4 - D.46.410 du  
30 Octobre 1941, je vous ai signalé que les  
agents dont les noms suivent avaient été mis  
en état d'arrestation aux dates ci-après par  
les Autorités allemandes :

- URBAIN, Gaston, Homme d'équipe à SOMAIN -  
3 Octobre 1941 -
- COLLOT, Georges, Lampiste-appareilleur à  
SOMAIN - 3 Octobre 1941 -
- MERLIN, Léon, Aiguilleur de lè Cl. à  
VALENCIENNES - 4 Octobre 1941
- DARRAS, René, Chef de Train à VALENCIENNES  
- 3 Octobre 1941 -

J'apprends que COLLOT et URBAIN, libé-  
rés le 6 Février 1942 ont repris leurs fonc-  
tions le 7 Février 1942. Le motif de leur  
arrestation est toujours inconnu.

Nous ne savons pas, également, pour  
quels faits le Chef de train DARRAS a été  
incarcéré mais, en ce qui concerne MERLIN,

.....



d'après une pièce communiquée récemment par sa femme, il serait retenu à titre d'otage.

J'interviens auprès du bureau de la solde pour le rétablissement des appointements de COLLOT et URBAIN à compter du 7 Février 1942.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Chiron*

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR N. 2741  
D 1893  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands



Le - 3 MAR 1942

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite <sup>aux</sup> ~~à~~ ~~des~~ fiches de renseignements

concernant le lampiste appareilleur Collot, Georges, et  
l'homme d'équipe Urbain Gaston de Somain  
que je vous ai adressées le 29 décembre 1941

Ces agents, incarcérés par les autorités  
d'occupation depuis le 44 3 Octobre 1941,  
ont été libérés le 5 Février 1942 et entre-  
pris <sup>leur</sup> ~~son~~ service le 7 Février 1942

P Le Directeur de l'Exploitation,  
Signé : Oudot

18 COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction de l'Exploitation,



*R. L. L. L. L.*  
*R. L. L. L. L.*

EX.N.gp.4 A/1 -D.I9.928

Incarcération par les  
Autorités Allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.,

L'Aiguilleur de 1ère classe MERLIN, Léon, de  
VALENCIENNES, qui était absent de son service depuis  
le 5 Octobre 1941, du fait de son arrestation par les  
Autorités allemandes, s'est remis à disposition de sa  
gare d'attache le 18 Mars 1942, après libération.

Prière de lui rétablir ses appointements à  
compter de cette date.

Signé: LERAT

2073  
uniquement  
suite

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N.2/41  
D. N° 1873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands



Le 1 AVR 1942

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-  
nant L'aspirant de 1re classe Merlin  
Georges de Valenciennes  
que je vous ai adressée le 29 Décembre 1941

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 3 Octobre 1941  
a été libéré le 18 Mars 1942 et a repris  
son service le 18 Mars 1942

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé: Cudot



La situation est la même que celle  
indiquée sur ma note ci-dessus du 17-2-42.

M<sup>me</sup> Darras a fait le 28-3-42 une  
demande de secours: contrairement à ce  
qu'elle écrit, elle n'en a pas présentée en  
Décembre 1941.

Nous pourrions lui accorder maintenant  
le secours de 600<sup>f</sup> une fois donné que vous  
avisagiez le 20-2-42.

14/4/42 Amaro

Don = 600<sup>f</sup>

164  
Lumant

Le chef de train Darras est incarcéré par  
l'A.O. depuis le 3. 10. 41 parce qu'ancien  
militant communiste. Sans solde.

Nous le connaissions à ce titre ; mais il  
n'avait pas appelé l'attention sur lui en  
service depuis la guerre et assurait un bon  
service : par suite, l'Ex n'a pas proposé  
son licenciement.

Mme Darras a la charge d'une enfant  
adoptée de 13 ans. Elle a presque épuisé ses  
économies et porte tous les 15 jours ses colis à  
son mari. Elle ne nous a rien demandé.

Catégorie B : secours non périodique sur  
demande.

Ex ne fait aucun projet  
parce que l'intéressé n'a rien demandé.  
Si nous voulons néanmoins intervenir  
nous pourrions accorder 4 ou 500 ?

M Darras 17/2/42

Quel intérêt devient un secours ?  
accorder : versement de 600 fr une fois

0 0 1

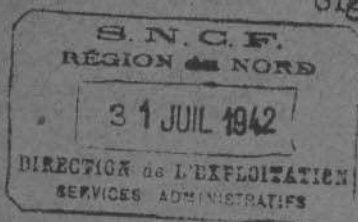
Lettre du 27-7-42 de M<sup>me</sup> Garras René,  
11 rue Lesage, à Braille, par Lormain (Nord), à M.  
le Directeur, pour demander un examen de sa  
situation en vue de recevoir la solde de son mari  
(dép. - P. G.) ou un nouveau service.

Transmis le 31 JUIL 1942

à M. Chevance

pour enquête, nouvel examen de la  
situation <sup>d. M. Garras</sup> et, s'il y a lieu, établissement d'un  
P XIII - 1.

Signé : Oudot



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
COMITÉ NATIONAL RÉGION DU NORD

DE SOLIDARITÉ DES CHEMINOTS  
SERVICE DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION  
EN FAVEUR DES VICARIES  
Rue des Poissonniers, 78 — PARIS (18<sup>e</sup> Arrond')  
DE LA GUERRE

COMITÉ RÉGIONAL  
DU NORD

20 E. 39804 Mod M.T.1

*Pertoy melle*

*Maurice Véronnet*



Ancien militant communiste, qui ne s'était d'ailleurs pas fait remarquer en service depuis la guerre, Darras est incarcéré par les A.O. depuis le 3-10-41.

Sa femme, qui a la charge d'une fille adoptive (13 1/2 ans), ne reçoit plus d'allocation militaire depuis le 1-5-42: elle ne vit que grâce à des subsides fournis par des amis.

Vous lui avez accordé un secours de 600<sup>f</sup> le 15-4-42.

Le nouveau secours de 600<sup>f</sup> proposé ci-contre par le T.X. pourrait être accordé.

M. Darras

8/10

*[Signature]*

8/10/42

- A | Le est avoué que Madame Darras n'a  
trouvé rien de tout secours officiel  
Au surplus, les chiffres de ceux  
B | qui justifient un secours, précédents  
ferment ?

*[Signature]*

10/10/42

M. le Directeur

A / 8 mois ans, c'est à M<sup>me</sup> Dava, à remiser, car  
il est un effet anormal qui elle ne touche rien  
officiellement

B) - Nous avons appliqué le barème du 5/1/42 :  
communiste commun. catégorie B - secours non  
pénalisés.

Mais si nous appliquons le projet de  
barème Fatalité, nous pourrions le classer  
dans la catégorie (2<sup>e</sup> colonne) qui donnerait  
le  $\frac{3}{4} + AF$  soit 1515<sup>+</sup> par mois à  
partir du 1/9/42.

Pour la fin période et fin finit l'objet  
du point dernier, nous pourrions par  
analogie, admettre la catégorie A4



barème soit  $\frac{1}{2} + AF = 1010<sup>+</sup>$   
12 OCT 1942 nous nait mensuel.

10/10 Oudot

le renvoi par suite fait, mais donner 15<sup>+</sup> par mois  
(forain fatalit) - partir et 1<sup>er</sup> septembre - le fait officiel  
dans un peu large

Le P<sup>XVIII</sup>-1, sur lequel M<sup>me</sup> Oudot a porté « secours mensuel  
de 1515<sup>+</sup> à partir du 1-9-42 - Le 12-X-42, signé "Oudot" - a  
été retourné le 13-X-42 à l'EX.

Dans les  
un coup de  
P<sup>XVIII</sup>-1  
15-42

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## RÉGION DU NORD

### SUBDIVISION DU PERSONNEL DE L'EXPLOITATION

Paris, le 29 OCT 1942 19

NOTRE référence H.N. pp. 4A/4. 9. 19. 928 9. 52. 536 9. 52. 688 Suivi par les autorités allemandes.	S. N. C. F. RÉGION DU NORD 30 OCT 1942 RÉGION de L'EXPLOITATION SERVICES ADMINISTRATIFS	VOTRE référence
--	---	-----------------

Monsieur le chef des Services Administratifs  
de la Direction

J'ai l'honneur de vous adresser  
ci-joint les fiches "F<sup>2</sup>" concernant les  
agents ci-après qui ont été incarcérés  
par les autorités allemandes pendant  
une certaine période:

Collet Georges, Lampiste appareilleur à Douai  
Merlin Léon-Arthur de T. de T. à Valenciennes  
Urban Gaston, Homme d'équipe à Fournies

Le Chef de la Subdivision du Personnel

30 x  
en un lot.  
Fiches F<sup>2</sup> envoyées  
au S.C.F. le 5/11/42

7-11-42

Tel. de M. Bled (S.C.P.)

Fiches F1 de { Urbain  
                          { Collot  
                          { Merlin

En raison de leur rédaction,  
le S.C.P. ne les insère pas au fichier  
central et les considère comme  
cumulées.

Le 1<sup>er</sup> juillet.

Pr. en prendre note au dossier  
D (1873, Garas, etc, je vois).

Wentz uf

0888141 40



1843

87  
D

Darras René Paul

N<sup>o</sup> 1075 Baraque 13 à Monsieur Camille  
Camp de Pithiviers - Directeur en chef de la S.N.C.F.  
Région Nord Paris



Monsieur le Directeur

Veuillez m'excuser de la respectueuse liberté  
que je prends de vous écrire pour venir solliciter de votre  
haute bienveillance de bien vouloir appuyer ma demande  
de libération dont j'ai fait le 3 juil 1943.

J'entrai à la C.F. du Nord comme conducteur au dépôt  
de Brumay et cela le 7 juillet 1924

Né pouvant être maintenu dans ce service j'acceptai  
l'emploi d'homme d'équipe qui m'était offert au triage  
de Brumay et cela de janvier 1924 à octobre 1924

Puis la suite je reprenais mon emploi de conducteur et cela  
en octobre 1924 jusqu'au 7 juillet 1937 date à laquelle  
j'étais nommé chef de train au dépôt de Valenciennes

J'ai toujours eu à cœur mon métier de cheministe  
et crois avoir eu et conservé l'estime de mes chefs

Je fus arrêté le 3-10-41 et cela au local des agents  
de trains de Valenciennes et remis aux autorités occupantes

où je restai comme otage jusqu'au 28. 4. 42 (du 3. 10. 41  
au 10. 12. 41 à Valenciennes et à Lille du 10. 12. 41 au 28. 4. 42)  
puis remis aux autorités françaises et cela au camp  
administratif de Doullens jusqu'au 1<sup>er</sup> 4. 43 puis  
transféré ici à Pithuniers (Loiret)

Je serais très heureux de pouvoir reprendre mon service  
et de me trouver auprès de ma femme dont la santé  
est très délicate, ainsi qu'auprès de votre mère dont  
nous avons repris avec nous depuis quatorze ans, celle-ci  
ayant perdu la mienne à l'âge de deux ans et ne pouvant  
elle-même n'effectuer que de menus travaux

Je vous demanderais M<sup>on</sup> le Directeur d'examiner  
avec bienveillance ma requête

Je vous conserve l'espoir que par votre interven-  
tion, que j'obtiendrais une suite favorable pour ma  
libération

Veritly agréé Monsieur le Directeur  
avec mes remerciements anticipés le plus profond  
respect de votre tout dévoué serviteur

Darras René

Pithuniers le 8 juillet 1943

16 JUIL 1915

DE N° 141 16 JUIL 1915

D 1873

Communiqué à M. le chef  
du Service Ex.

En le priant de vouloir  
bien faire connaître son  
avis à M. le Directeur.

*Ferry*  
DIVISION du Sec GÉNÉRAL  
2<sup>ème</sup> SUBDIVISION  
M. le Directeur

1915

1 H A 2  
1915

16 JUIL 1943

DP N° 141

D 1873

Communiqué à M. le chef  
du Service Ex.

En le priant de vouloir  
bien faire connaître son  
avis à M. le Directeur.



26

EX.N.gp.4 A/1

D.46.410

Paris, le

27 JUIL 1943

Agent incarcéré  
pour activité  
politique

DIRECTION  
SERVICE

Monsieur le Directeur,

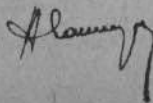
DR.N2.41 D.1873

En vous retournant la lettre ci-jointe par laquelle le Chef de train DARRAS, René, de VALENCIENNES, interné administrativement depuis le 3 Octobre 1941 sollicite votre intervention en vue de sa libération, j'ai l'honneur de vous faire connaître que suivant les renseignements fournis par M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de DOUAI et M. le Préfet du Nord, DARRAS était avant les hostilités un Communiste militant très actif - Ex-Conseiller municipal déchu de son mandat et Secrétaire de la Cellule communiste de MARCHIENNES, il tenait des réunions chez lui avant la dissolution du parti.

DARRAS se livrait, en outre, dans nos emprises à une propagande qu'il semblait avoir toutefois cessé depuis la guerre et c'est pour cette raison que je n'ai pas cru devoir vous proposer son licenciement en application de la loi du 14 Octobre 1940. Il demeure très suspect.

En résumé, si nous pouvons à la rigueur remettre cet agent en service au cas où les Pouvoirs Publics décideraient de le remettre en liberté, une démarche en vue de sa libération me paraît dans les circonstances actuelles inopportune.

/ Le Chef du Service de l'Exploitation



G.

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

LE DIRECTEUR  
DE  
L'EXPLOITATION

18, Rue de Dunkerque  
PARIS - X<sup>e</sup>

Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33

Adresse Télégraphique  
NAFERNORD

*M. le Directeur  
Etant donné la durée de  
la riposte Et la liste ci-dessous.  
18/8/43  
Plmou*

Le Directeur,

à Monsieur DARRAS René  
Mle 1079 - Baraque 13  
Camp de PITHIVIERS.-

(Loiret)

DR/N2/41 D  
1873

En réponse à votre lettre du 8  
Juillet 1943, je vous informe qu'il n'a  
pas été reconnu possible d'accueillir  
favorablement la demande que vous avez  
présentée.

*Re  
Sur la riposte hebdomadaire ?  
13/8 B*

COPIE à Monsieur le Chef du Service EX.

19 AOUT 1943

comme suite à sa lettre gp 4 A/1 D.46410 du  
27 Juillet 1943.

O.

Le Directeur,  
Signé : Oudot

18 AOUT 1943



Le Directeur

à Monsieur DARRAS, René,  
N° 1079 - Baraque 13

Camp de PITHIVIERS  
(Loiret)

D.R/N.2/41-D.  
1873

En réponse à votre lettre du 8  
Juillet 1943, j'ai le regret de vous  
faire connaître que, la S.N.C.F. n'é-  
tant pas intervenue pour faire pronon-  
cer votre internement administratif,  
il ne nous est pas possible d'intervenir  
dans le sens que vous désirez.

Le Directeur  
Signé : DEGARDIN

24 COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction.

en lui précisant que DARRAS a été libéré du  
Camp de séjour surveillé de VOVES, le 7 Mars 1944  
Ci-joint, fiche F.2

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Chevrier*

24 MARS 1944

EX.N.G.P. 4 A/1  
D. 46.410

23 MARS 1944

Arrestation par les  
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Suite à ma lettre EX.N.G.P. 4 A/4  
du 30 Octobre 1941.

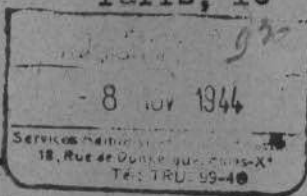
Le Chef de Train DARRAS, René, de  
VALENCIENNES qui était absent de son ser-  
vice depuis le 4 Octobre 1941 du fait de  
son arrestation par les Autorités alleman-  
des a repris ses fonctions le 9 Mars 1944  
après libération.

Prière de lui rétablir ses appoin-  
tements à compter du 9 Mars 1944.

Signé : CHEVRIER



7 NOV 1944

EX.N.gp.4 A/1  
D.19928Arrestation par  
les Autorités  
allemandes

Monsieur le Directeur,

LETTRE-REPONSE

*in Vindau*  
*8/11*

L'aiguilleur de lère classe MERLIN, Léon de Valenciennes (nommé chef aiguilleur le 1er Mai 1942) a été incarcéré par les Autorités allemandes du 5 Octobre 1941 au 17 Mars 1942.

Conformément à nos errements de l'époque, MERLIN a été traité sans solde pendant sa détention.

L'arrestation de cet agent paraissait tout d'abord avoir pour origine l'activité politique, mais il ressort de l'attestation dont ci-joint copie, que MERLIN a été incarcéré comme otage.

Il s'en suit donc que si l'agent avait été incarcéré postérieurement au 1er Septembre 1942, nous lui aurions accordé une allocation égale à la totalité de sa rémunération.

Le memento du 28 Septembre 1942 précisant que le cas des agents incarcérés par les Allemands antérieurement au 1er Septembre 1942 pourra faire l'objet d'un examen rétroactif, je vous propose d'accorder à MERLIN une allocation égale à la totalité de ses appointements pour la période du 5 Octobre 1941 au 17 Mars 1942, déduction faite, bien entendu, des secours se montant à la somme de 8.000f qui ont été versés à sa femme.

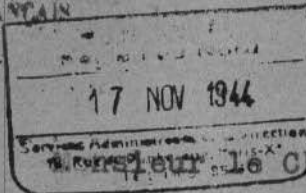
Le Chef du Service du Rapprochement

*Ludwig*

T8V12.....

18 NOV 1944

DR/N2/47  
D 1873



Le Chef du Service EX.

REPONSE

Que l'iguilleur MERLIN, de  
VALENCIENNES, ait été incarcéré par les  
Allemands comme otage ou pour motifs  
politiques, sa rémunération doit lui  
être remboursée rétroactivement pendant  
la durée de sa détention dans les condi-  
tions fixées par la note P 1259 du  
8.11.44 de M. le Directeur du Service  
Central du Personnel.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Oct. 1873

Dr

Messiaen, Paul

Région du **NORD**

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM . . . . . **MESSEANT**

Prénoms . . . . . **Paul,**

Grade à la S.N.C.F. . . . . **Sous-Chef de Manoeuvres**

Résidence de service . . . . . **LENS**

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . **17 Septembre 1924**

Date et lieu de naissance . . . . . **21.3.1903 à AIRE-sur-la-LYS (Pas-de-Calais)**

Domicile civil . . . . . **Grand'Rue à LOISON-sous-LENS (Pas-de-Calais)**

Situation de famille . . . . . **Marié, 1 enfant âgé de 15 ans.**

Qualités professionnelles . . . . . **Bonnes**

Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . **Appelé le 10.5.1923, libéré le 10.5.1924.**

Affiliation politique  
(s'il y a lieu). . . . .

Date de l'arrestation . . . . . **Nuit du 11 au 12 Janvier 1944. Libéré le 18  
Janvier 1944 -s'est remis à disposition de sa  
gare d'attache le même jour.**

Motifs de l'arrestation . . . . . **Inconnus**  
**Une démarche à l'E.B.D. LILLE est en cours).**

Condamnation . . . . .

Date, tribunal, motif . . . . .

Éléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . .

Lieu d'internement . . . . . **Inconnu.**

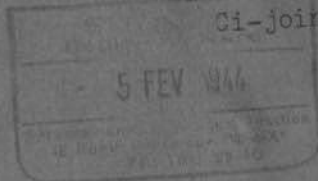
Nom du défenseur . . . . . **- 7 FEV 1944**

D 1873

J.P. Ducloux

Signé CAMBOURNAC





Le Chef de la Subdivision de Personnel

*Wany*

4 FEV 1944

EX.N.SP. 4 A/1

D.33.073

Arrestation par les  
Autorités Allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Le Sous-Chef de Manoeuvres MESSEANT, Paul,  
de LENS, a été absent de son service du 12 Janvier  
au 17 Janvier 1944 inclus du fait de son arres-  
tation par les Autorités Allemandes.

Prière de lui supprimer ses appointements  
pendant cette période.

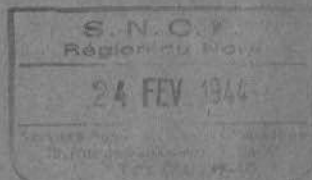
Je vous indiquerai ultérieurement s'il y a  
lieu à paiement d'une allocation.

572

*Wany*

Signé: DELANT

Le Chef de la Subdivision du Personnel



23 FEB 1944

EX.E.G.P. A/1  
D.53.073

P.5/1 du 22 Janvier 1944

Arrestation par les  
Autorités allemandesMonsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de DOUAI.

Suite à votre lettre appelée ci-dessus concernant le Sous-Chef de Manœuvres MESSEANT, Paul, de LENS, qui a été absent de son service du 12 Janvier au 17 Janvier 1944 inclus du fait de son arrestation par les Autorités allemandes.

M/2

L'E.R.D. LILLE ayant confirmé qu'aucun motif d'inculpation n'a été retenu contre cet agent, j'interviens auprès de M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T. pour que soit payée à MESSEANT une allocation égale à la totalité de la rémunération dont il a été privé pour la période précitée.

Sur cette allocation seront opérées les retenues pour Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance, lesquelles retenues seront versées à ces Caisses. Il y aura lieu également à retenues fiscales et à déclaration au Fisco.

D. 1873 ARK  
Meynier, Alfred.

S.N.C.F.  
Région Nord  
Traction  
4ème Arrondt

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation  
JUL 1944

NOM . . . . . :  
Prénoms . . . . . :  
Grade à la S.N.C.F. . . . . :  
Résidence de Service . . . . . :  
Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . :  
Date et lieu de naissance . . . . . :  
Domicile civil . . . . . :  
Situation de famille . . . . . :  
Qualités professionnelles . . . . . :  
Services militaires . . . . . ( 10.11.26 )  
(grade, campagne, citations, blessures) . . . . . ( 10.11.26 ) Service militaire au 5ème Régiment  
Affiliation politique (s'il y a lieu) . . . . . { nous n'en connaissons pas !  
Date de l'arrestation . . . . . : 25.7.44  
Motif de l'arrestation . . . . . { lors qu'il quittait son poste vers  
17 heures, il a été pris dans une rue  
exposée au tir des Allemands, le poste de  
vol des inconnus, de bicyclettes ré-  
quisitionnées par les Allemands.  
Condamnation . . . . . :  
Date, tribunal, motif . . . . . :  
Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un recours en  
grâce . . . . . :  
Lieu d'internement . . . . . :  
Nom du défenseur . . . . . :

D. 1873

E. B. D. adj.

8 AOUT 1944

JCP M. Dufour  
D. Ducteur

Signé: LEMAIRE



A/M  
S. N. C. F.

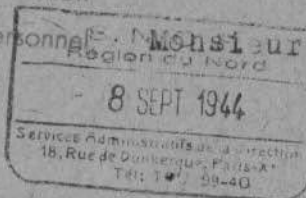
PARIS, le 7 SEP 1944

Région du NORD

Matériel et Traction

Subd<sup>re</sup> du Personnel

A.3 N° 161



Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
à PARIS

MEUNIER Alfred, ouvrier à Aulnoye -  
Incarcéré par les autorités allemandes  
le 25.7.1944 -

Suite à ma transmission du  
4.8.1944 de la fiche chamois et des  
notices de renseignements.

Je vous informe que cet agent a  
été relâché le 5 Août 1944 et a  
repris son service le 7.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

S.N.C.F.

S.N.C.F.  
Région du Nord

18 SEPT 1944

le 18 SEPT 1944

Région du Nord  
Administration de la Région  
18, Rue de Valenciennes, Paris-X<sup>e</sup>  
Tél: TRU. 99-40

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent  
incarcéré par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements  
concernant Louvier Meunier, Alfred  
- à Aubroise -  
que je vous ai adressée le 8 Août 1944

Cet agent, incarcéré par les autori-  
tés d'occupation depuis le 2 Juillet 1944  
a été libéré le 5 Août 1944  
et a repris son service le 7 Août 1944

LE DIRECTEUR,

Signé: OUDOT

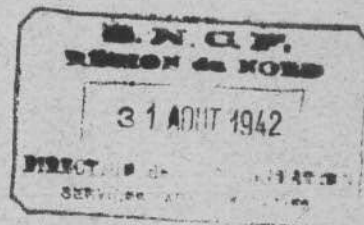
D. 1873

DR 2.

Miannay, Sosthème

Région du Nord.

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM : MIANNAY

Prénoms : Eusthène

Grade à la S.N.C.F. : Chef de District de 2<sup>e</sup> classe

Résidence de service : WEINCOURT

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 17 Juillet 1929

Date et lieu de naissance : 15 Avril 1906 à Mers-les-Bains (Somme)

Domicile civil : Gare de WEINCOURT

Situation de famille : Marié sans enfant

Qualités professionnelles : Très bonnes

Services militaires : (Classe 1926/1 - a accompli 18 mois de service du 15 Mai 1927 au 10 Novembre 1933 au 31<sup>e</sup> génie au Maroc (suritaire 10/5/26 au 10-5-27)

Affiliation politique (s'il y a lieu) : ( Néant

Date de l'arrestation : 26 Août 1942

Motifs de l'arrestation : (A été arrêté en gare de Weincourt vers 9 h. M. MIANNAY a pu dire au cantonnier BOUTTE qu'il croyait comprendre qu'on lui reprochait de cacher une mitrailleuse. Une perquisition opérée à son domicile n'a rien donné mais les Allemands ont néanmoins emporté de la correspondance familiale (laquelle, aux dires de Mme MIANNAY, n'a rien de compromettant. Renseignements pris auprès de la Kommandantur d'Abbeville : c'est sur l'ordre de la Kommandantur d'Amiens que M. MIANNAY a été arrêté. Il a été transféré à Amiens vers 12 h. M. MIANNAY a pu présenter aux Autorités Allemandes un reçu de dépôt d'un fusil de chasse d'une mairie de Paris.

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : AMIENS

Nom du défenseur :

D. 1873 -  
31 AOU 1942

J.C.P. *Gué* *Levite*  
V. *Levite*

Signé: CAMBOUSCH

*Person de Fresnes*



Amiens, le 28 août 1942.

V.B.N. va/2

Monsieur PARADIS  
 Chef de la Subdivision du Secrétariat  
 et du Personnel Voie à PARIS.

Suite à ma note du 26 courant, relative à  
 l'arrestation de Monsieur MIANNAY.

Je vous informe que j'ai fait faire une démarche  
 par notre interprète, près du Capitaine de la Gestapo,  
 Rue Debray à AMIENS.

Cet officier a déclaré que l'arrestation avait  
 été ordonnée par les Autorités supérieures et qu'il ne  
 pouvait rien dire pour le moment.

Comme des agents de l'Exploitation avaient  
 également été arrêtés, je me suis rapproché de ce service  
 pour savoir si une démarche semblable avait été tentée de  
 leur côté.

Elle fût évidemment tentée, mais ne fut pas  
 plus heureuse que celle, entreprise par nous. Le fonction-  
 naire de l'Exploitation qui fit la démarche apprit cependant  
 que des renseignements pourraient être donnés d'ici une  
 huitaine de jours.

Je vous tiendrai au courant aussitôt.



L'Ingénieur de la Voie,  
 Chef du 2ème Arrondissement

*VBN/gf/32*

*Transmis à Monsieur le chef des  
 Services administratifs  
 pour le tenir au courant.*

*8/9/1942*

*10-9  
 u. m. a. t.*

*[Signature]*

Monsieur l'Ingénieur

J'ai rendu visite à <sup>me</sup> m<sup>me</sup>  
Miammay et aux parents de m.  
Miammay - M. Miammay, Père, va  
à la prison de Treves tous les 15  
jours. Il fait remettre à son fils  
des habits et du linge. Il n'a jamais  
pu le voir ni correspondre avec lui.  
Il sait que son fils y est parce  
qu'à chaque visite on remet à  
M. Miammay Père le linge à laver.

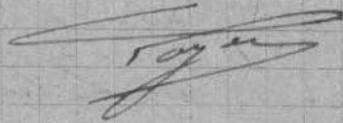
Il ne connaît pas le motif  
de l'arrestation, et ne sait pas si  
son fils est jugé.

M. Miammay Père a pu se rendre  
jusqu' alors de Langen à Paris  
avec son permis de 1<sup>er</sup> d'arrêt. Actuelle-  
ment les 4 permis de 1<sup>er</sup> d'arrêt  
auxquels il était trait pour l'année  
1948 sont utilisés - M. Miammay  
m'a demandé s'il n'était pas  
dort

possible de lui solder ses premiers  
1/2 d'ain supplémentaires.

Les parents et beaux parents de  
M. Mianmay chef de District, sont  
surtout complets. M<sup>me</sup> Mianmay et  
sa petite fille qui se 6 semaines  
sont à Longue. M<sup>me</sup> Mianmay ne  
toucher plus le traitement de  
son mari. S'il était possible  
de faire solder ses premiers 1/2 d'ain  
à M. Mianmay Per entre Longue  
et Paris, ce serait pour lui une  
aide appréciable.

Abb. 28/10/42



Commissaire aux  
pauvres

91

→ 9: 4 diamètres de l'axe  
de 16-11-62



V.B.N. 1248

Amiens le 27 Octobre 1942

Paradis  
Monsieur le  
Chef de Service  
de la Voie  
Publique  
à Amiens

Je vous transmets ci-joint,  
avec avis favorable, <sup>demande</sup> une <sup>de</sup> permis  
à  $\frac{1}{2}$  tarif hors compte, présentée par  
M. Loyez, Sous Ingénieur chef de Section  
à Abbeville, en faveur de M. Miannay,  
père du chef de district de Woincourt,  
actuellement incarcéré par les  
autorités occupantes.

Tenant compte de la situation  
exceptionnelle dans laquelle se trouve  
M. Miannay, je vous serais obligé de  
vouloir bien me faire connaître la suite  
qu'il y a lieu de donner à cette demande.

28 OCT 1942

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>

*[Signature]*

le 21/4/2011

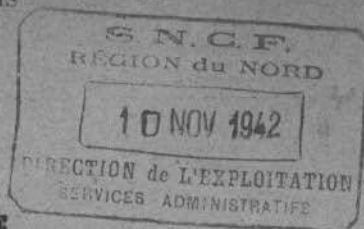
Transmis à M. le Chef des Services  
administratifs en le priant de  
vouloir bien me faire connaître la  
suite qu'il convient de réserver à  
cette demande, que je vous transmette

avec courtoisie et respect  
à l'égard de vos services  
et de vos collaborateurs  
et de vous en remercier  
par la présente.

Je vous prie d'agréer, Monsieur,  
l'assurance de ma haute  
et dévouée considération.

Région NORD

Service de la Voie  
et des Bâtiments



MV

PARIS, le 10 NOV 1942

LETTRE-REPONSE

VB.N.G.P.<sup>2</sup>

Monsieur le Directeur,

Suite à la demande de secours ci-jointe, présentée en faveur de  
M. MIANNAY Sesthène, Chef de District de 2ème classe à WOINCOURT.

M. MIANNAY a été arrêté, le 26 août 1942, par les Autorités  
occupantes, sans motif connu. Il a été incarcéré à la prison d'Amiens et  
transféré à la prison de Fresnes.

L'intéressé est âgé de 36 ans, marié et père d'un enfant de 1 mois 1/2.  
Il ne reçoit aucun salaire depuis son arrestation.

Etant donné que le motif de l'arrestation n'est pas défini et que  
l'intéressé ne s'est jamais signalé par des menées politiques extrémistes,  
j'estime qu'il peut être classé, au point de vue secours, dans la catégo-  
rie A, paragraphe 1° de l'annexe à votre lettre du 5 janvier 1942.

Je vous propose, en conséquence, de lui attribuer un secours qui se  
décomposerait comme suit :

Part sur la rémunération :  $\frac{34\ 585 \times 75}{100 \times 12} = 2\ 161$  francs

ce qui donne, pour la période du 26 août au 30 septembre :

$\frac{2\ 161^f \times 6^j}{31\ j} = 418\ f,20 + 2\ 161\ f = 2\ 579\ f,20.$

Par ailleurs, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1942, M. Miannay étant depuis  
le 3 septembre 1942 père d'un jeune enfant, nous aurons à lui payer  
mensuellement un secours de 2 408 Frs se décomposant comme suit :

- Part sur la rémunération .....	2 161 f
- Allocation de salaire unique et allocation familiale 2 964 : 12 .....	247 f
	<u>2 408 f</u>

Je vous serais obligé de vouloir bien autoriser le paiement de la  
somme de 2 579 f et me confirmer que vous êtes d'accord pour attribuer un  
secours mensuel de 2 400 f à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1942

Votre bien dévoué,  
Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

15 NOV 1942

DIRECTION  
SERVICE

La proposition de secours ci-contre de M. Guillaume en faveur de M. Miannay Anthème, chef de district à Woirecourt, incarcéré par les A.O. depuis le 26-8-42 sans motif connu, est conforme au barème Nord du 5-1-42 ( $A^1 = A.F. + 75\%$  rémunération):

- 2500<sup>+</sup> pour la période du 26/8 au 30/9/42,
- 2400<sup>+</sup> par mois à compter du 1-10-42.

Mais le barème Fatahot (encore en discussion pour ce qui concerne les communistes) prévoit que, s'il y a doute sur le motif de l'incarcération, « on ne versera « provisoirement aux agents mariés que la 1/2 de la « rémunération ». M

Si vous décidez d'appliquer ce barème à compter du jour de l'arrestation de M. Miannay, le secours serait à limiter à:

- 1700<sup>+</sup> pour la période du 26/8 au 30-9-42,
- 1675<sup>+</sup> par mois à compter du 1-10-42

Je vous prierais de porter votre décision sur le P. 111-1 ci-contre.

Le père de notre agent, chez qui réside M<sup>me</sup> Miannay et son bébé (2 mois), a utilisé ses 4 permis à 1/2 tarif pour effectuer tous les 15 jours le voyage Longpré - Paris A.R. afin de porter des fruits et du linge à son fils incarcéré à la prison de Fresnes. Il demande quelques permis à 1/2 tarif supplémentaires. V. B. suggère de lui délivrer des permis gratuits à titre exceptionnel.

Je ne suis pas d'avis d'entrer dans cette voie: M. Miannay père a épuisé son crédit 1942 au titre de père d'agent; la somme nécessaire pour le voyage est à prélever sur le secours mensuel que vous accordez à sa femme.

In Oude

16/11

Oude

M) Je n'ai trouvé pas ce dans le tableau que vous m'avez adressé d'autre part (voir M page 2 du moment)

N) D'accord.

ft on accorde O

A



Paris 18 Nov<sup>r</sup> 1942



le chef des Services  
Administratifs

VBX 7/ B<sup>2</sup>

Suite à précédentes correspondances  
concernant H. Liannay ~~docteur~~, chef  
de district de 2<sup>e</sup> cl. à Woincourt  
incarcéré le 26 / 8 / 42 par les autorités  
allemandes.

avis  
SCP  
att. Woincourt

Je suis averti ce jour par téléphone  
que l'intéressé a été libéré hier  
soir 16 Nov<sup>r</sup> 1942, mais n'ai  
pu obtenir aucun renseignement sur le  
motif de l'arrestation.

19 x 1

un motif

Je compte vous renseigner rapidement  
à ce sujet en vous faisant connaître

la date de reprise de service de H. Liannay  
qui se trouverait dans un état de  
santé satisfaisant.

du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*

ARCHIVES

23 JUIL 1912

at  
GLASSER

M. Garaut au bourg de Fégréac (Loire-Inférieure.)

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N. 2741  
21873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

RÉGION DU NORD  
20 NOV 1942  
DIRECTION de l'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Le 20 NOV 1942

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant

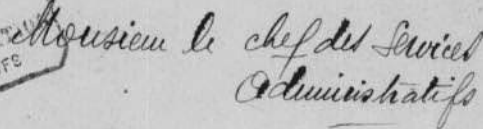
*M. Miannay, Lothier*  
*Chef de district de Ccl à Vincourt*

que je vous ai adressée le *21 août 1942*

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le *26 août 1942*,  
a été libéré le *16 novembre 1942* et a re-  
pris son service

Le Directeur de l'Exploitation,  
Signé : CAMBOURNAC

VBMW gpl32



M<sup>r</sup> le chef du 2<sup>e</sup>me Arrondissement V.B.  
me informe que l'intéressé a été en repos  
pour maladie du 14 novembre au 13 décembre  
inclus. Il a été en congé du 14 au 16 et  
a repris son service le 17 décembre.

Mr. Alexander ne peut rien dire de l'édifice  
 ne ~~parle~~ <sup>parle</sup> ~~rien~~ <sup>rien</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> l'édifice de son installation

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service Criminale

*Over*

4 Jan 4/3  
W. Marty



cette décision et préciser que dans ce cas la classe de  
voiture de la femme serait la même que celle dont bénéficie  
le mari, c'est-à-dire au moins la 2me classe.

*ce*  
*Classer* *Ne paraît pas devoir*  
*être mis au P.V. de Conf.*  
*Comme on ne soumet une*  
*note aux Jy<sup>s</sup> qui ont des*  
*services de légis. aujour. du Directeur*  
**CLASSEN**  
*28/8*  
*M. Ray*  
*26/8*  
*m. pour*  
*24/8*  
*M. Inquest*  
*va être copié*

M. le Directeur

17 AVR 1943

M. Mianmay déclare avoir bénéficié d'un non-lieu. Les Kommandantur d'Abbeville et d'Amiens l'ignorent. Il paraît d'autant moins indiqué de faire une démarche auprès de la Gestapo de Paris que les A.O. nous avisent de toutes les condamnations prononcées.

Je suis d'avis d'admettre la déclaration de M. Mianmay et d'approuver la proposition de M. Guillaume, conforme aux instructions du 22-9-42 du SCP (arrêté D : 1<sup>ère</sup> colonne du barème).

Paris, le 14 avril 1943.



V.B.N. sp B/2

Monsieur le Directeur,

Lettre-Réponse

Suite à précédentes correspondances concernant M. MIANNAY, Soathène, chef de district de 2<sup>e</sup> classe à WOINCOURT, arrêté par les autorités allemandes du 26/8/42 au 16.II.42.

Par décision du 16/II/42, vous avez décidé d'attribuer à l'intéressé durant son incarcération une allocation mensuelle de 1.675 francs qui correspondait à environ la moitié de sa rémunération.

Or, M. MIANNAY a été libéré par les autorités allemandes sans avoir subi aucun jugement et il n'a pu nous dire le motif de son arrestation. Vous trouverez ci-joint les déclarations faites à ce sujet par notre agent.

J'estime de ce fait que l'intéressé doit être considéré comme ayant été incarcéré sans aucune raison valable comme il le déclare et je suis d'avis en conséquence de lui attribuer le paiement de la rémunération complète pendant toute sa période d'absence ainsi que les avantages accessoires prévus par la note P III du 9.9.42 de M. Barth, Directeur du S.C.F.

19 AVR 1943

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord.

DR/M2/41-D 1873

M. le Chef du Service V.B.

D'accord, puisque "non connu comme communiste", M. Miannay a été "libéré sans qu'une inculpation ait été retenue contre lui".

Le Directeur

Signé : CAMBURNAC

Monsieur le Directeur de la Région Nord.

— Application de l'astreinte aux agents de la voie, non pas seulement sur les deux nuits encadrant la journée de repos périodique (dimanche), mais sur la totalité du repos périodique, c'est-à-dire pendant la journée du dimanche et les deux nuits qui l'encadrent.

Les représentants de la Région font connaître que des instructions ont été données pour que la situation au point de vue astreinte soit la même durant la journée du dimanche et les deux nuits qui l'encadrent. D'ailleurs, en principe, les agents des brigades de la voie ne sont plus astreints durant cette période.

La délégation proteste une fois de plus contre l'interprétation du système d'astreinte imposée au personnel, à savoir :

— Paiement de l'astreinte sur 5 nuits seulement au lieu du paiement sur toutes les nuits de la semaine, cette interprétation étant basée sur le fait qu'à la durée du repos périodique, la Région Nord ajoute la descente de service en prétendant confondre cette dernière dans le repos périodique.

*Les Délégués du Personnel :*

DELOISON,  
TAVERNIER,  
BOURON.

*L'Inspecteur*

*du Contrôle du Travail :*

ARENE.

*Les Représentants  
de la Région :*

JOASSART,  
SŒUR.



D. 1873

DR 2.

Michel, Louis  
Voy. Canoy, Bayou, Quebec

S. N. C. F.  
29 FEB 1944  
18, RUE...

S.N.C.F.  
Region d Nord

enseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation.

Nom : MICHEL  
Prénoms : Emile Clément  
Grade à la S.N.C.F. : ouvrier (ajusteur)  
Résidence de service : Lens Traction  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 12.10.1937  
Date et Lieu de naissance : 1066.1914 à Liévin (PdeC)  
Domicile civil : Avion, rue Charles Ferrand  
Situation de famille : marié 1 enfant (sans)  
Qualités professionnelles : Bon agent  
Services militaires : (grade, campagnes, citations, blessures) { Soldat de 1<sup>er</sup> cl. appelé le 15.10.35  
libéré le 15.10.37  
Rappelé le 27.8.39. Démobilisé le 1.8.40  
Affiliation politique (s'il y a lieu)... :  
Date de l'arrestation : Nuit du 17 au 18.2.1944  
Motif de l'arrestation : sabotage. Pièces flagrant délit de  
détournement de rail. Port d'arme.  
Condamnation :  
Date, tribunal, motifs :  
Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un recours :  
en grâce :  
Lieu d'internement : Arras  
Nom du défenseur :

1873

29 FEB 1944

SCP au Directeur  
Le Directeur  
Signé : G. M. S. J. B. C.

BOUAI, le 29 Février 1944.

Monsieur PARMANTIER  
 Chef du Service du Matériel et de la Traction  
 à LA CHAPELLE.

Dans la nuit du 17 au 18 courant MICHEL, Emile et CANON, Edmond, ouvriers au dépôt de LENS, ont été arrêtés à proximité de la gare de VIMY alors qu'ils sabotaient la voie.

Le 22 février à 7 h 45, 6 voitures montées de soldats allemands armés sont entrées au dépôt de LENS.

L'atelier a été immédiatement cerné et tous les agents se trouvant dans le dépôt ont été amenés soit dans l'atelier, soit à proximité des lavabos et gardés à vue.

Les chefs-plantons, plantons, surveillants, manoeuvres, ont été aussi maintenus et tout travail a cessé dans ~~l'atelier~~ le service intérieur comme à l'atelier.

A l'intérieur de l'atelier les allemands ont répartis les ouvriers par petits groupes gardés et les ont fait défiler devant CANON et MICHEL qu'ils avaient amenés avec eux menottes aux poings.

MICHEL et CANON n'ont pas semblé désigner qui que ce soit à leurs gardiens.

Pendant ce temps, un lieutenant a demandé à M. FOSSE si les agents suivants étaient présents : CAZIN, QUEVA, LAMOURETTE, BUCQUET, CASTREMAN et DUPONT.

M. FOSSE répondit que CAZIN et QUEVA étaient présents.

Après le passage des ouvriers devant MICHEL et CANON les allemands appelèrent CAZIN et QUEVA. CAZIN qui se trouvait dans l'atelier répondit et reçut des coups pour avoir refusé de présenter ses poings aux menottes. QUEVA qui se trouvait dans le groupe placé près des lavabos fut appelé à cet endroit et ne fit pas de difficultés pour suivre les allemands.

Après ces opérations les soldats allemands s'en allèrent; il était 9 h 15.

L'Ingénieur de la Traction  
 Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement  
 s: GRAVELINE.

MT/N  
 A.3 N° 8515

COPIE à Monsieur le Directeur  
 à PARIS

A titre de confirmation des renseignements donnés au cours de la conférence hebdomadaire du 29 écoulé et comme suite à ma transmission A.3 N° 8413 du 22 Février.

La Chapelle, le 1er Mars 1944

L'Ingénieur en Chef  
 Chef du Service  
 du Matériel et de la Traction,

signé : PARMANTIER



Michel. Emile  
dépot de Lens <sup>ouvrier</sup>  
fusillé le 3. Mars 1944



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL  
ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 276.448 B

A<sup>3</sup> N° 8548

LA CHAPELLE, le 7 MARS 1944

M.T. 8

LC

Monsieur le Directeur  
à PARIS

J'apprends par un Avis paru dans le journal "Le Grand Echo" du 5 Mars et signé par le Generalleutnant BERTRAM, que les ouvriers MICHEL Emile et CANON Edmond, du dépôt de Lens, arrêtés par les Autorités Allemandes à la suite de l'acte de sabotage commis dans la nuit du 17 au 18 février entre Vimy et Avion, ont été condamnés à mort le 1<sup>er</sup> Mars par un Conseil de Guerre allemand et fusillés immédiatement.

L'Ingénieur en Chef  
Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Milux

47822 S.C.I.P.-Paris - 30/E 2216 - 12-41

Inscrit sur la liste des fusillés  
paris

Le Verdict  
de la Justice  
est au commandant  
Fauriol  
le 8/3  
7/3

10 MAR 1944

/N2/41

1873

s incarcérés  
es Allemands

Monsieur le Directeur du Service  
Central P  
(Service des Prisonniers)

Suite à mes transmissions du  
29 Février 1944 des notices de rensei-  
gnements concernant les ouvriers CANON  
Edmond et MICHEL Emile du dépôt de LENS.

Les intéressés ont été condamnés  
à mort le 1<sup>er</sup> Mars 1944 par un conseil  
de guerre allemand et fusillés immédia-  
tement.

Le Directeur,

Signé : LEMAIRE

DR/N2/41

22 Mars 1944

D. AW

Monsieur le Directeur,

Note A.3 n° 8679 du 17 Mars de M. FLORENTIN.

Les ouvriers MICHEL et CANON, de LENS T., surpris le 18/2/44 en flagrant délit de sabotage de la voie, ont été fusillés par les A.O. le 1/3/44.

Les ouvriers CAZIN et QUEVA, du même dépôt, ont été arrêtés par les A.O. le 22/2/44, vraisemblablement parce que soupçonnés d'avoir participé au sabotage précité (officiellement, aucun motif ne nous a été donné de ces arrestations).

Ces 2 agents sont mariés et ont chacun un enfant : de 10 ans (CAZIN) ou 8 ans (QUEVA).

Quelle allocation mensuelle verser à leur famille?

1°- Considérant que "le motif des incarcérations est inconnu", on peut verser une allocation = 1/2 rémunération (M du memento ci-centre de la réunion tenue le 22/9/42 au S.C.F.).

2°- Si, "en l'absence d'une certitude, on a des raisons sérieuses de croire que le motif de l'incarcération est de ceux pour lesquels on accorde normalement au moins les 3/4 de la rémunération" on peut verser une allocation = 3/4 rémunération (M du memento précité).

Or, votre prédécesseur a déjà (annexe N) assimilé le soupçon de participation à un acte de sabotage à la "détention d'armes et de munitions" prévue à la colonne 2 du barème annexé au memento précité.

Une allocation = 3/4 rémunération pourrait donc être versée aux 2 familles.

Le Service M.T. propose cette 2ème solution pour QUEVA : vous serez sans doute d'avis de l'adopter.

Par contre, en ce qui concerne CAZIN, titulaire d'une Fiche F.I (suspect) (annexe O) parce que sympathisant communiste soupçonné de freiner le rendement de ses camarades par son mauvais exemple, le Service M.T. est d'avis de n'accorder aucune allocation. Le Service M.T. me précise que CAZIN a été le principal meneur de la grève qui a eu lieu du 16 au 18 Octobre 1943 à LENS : il s'est d'ailleurs opposé violemment à M. PARMANTIER qui s'était rendu sur place dans un but d'apaisement et a alors fait échouer les efforts de M. le Chef du Service M.T. en vue de la reprise du travail.

Pour ce motif, et CAZIN pouvant être considéré comme "communiste incarcéré" (col. 4 du barème annexé au memento précité) vous n'aurez peut-être pas d'objection à cette solution.

Bien entendu, la situation de Mme CAZIN sera examinée et, en cas de besoin, une proposition P.XVIII-1 vous sera adressée en vue de lui accorder un secours substantiel une fois donné.

L'Ingénieur en Chef

signé : OUDOT.

PERSONNELLE

M. PARMANTIER  
m'en parler.

23/3  
signé : LEMAITRE

Rendu par M.  
PARMANTIER à M.  
le 27 Avril.

D'accord sur  
notre propo-  
sition.

COPIE pour D. MICHEL.  
DELEGATION GENERALE  
DU GOUVERNEMENT FRANCAIS  
dans les  
TERRITOIRES OCCUPES

Paris, le 3 Mai 1944

N° DS 5061/44/S  
Priere de rappeler la  
référence ci-dessus.

Monsieur,

Par votre communication du 7 Mars 1944  
n° P.C. 42.078, vous avez bien voulu attirer  
mon attention sur le cas de MM. CANON, Edouard,  
et MICHEL, Emile, condamnés à la peine capitale  
par les Autorités Allemandes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que  
l'exécution des intéressés, le 3 Mars 1944, a  
été portée à ma connaissance par M. le Préfet  
du Pas de Calais.

Agreez, Monsieur, l'assurance de ma consi-  
dération distinguée.

signature.

Monsieur CAZALET  
Chef du Service des Prisonniers  
de la S.N.C.F.  
8, rue de Londres à PARIS (9°)

P.C. 42.078

Copie transmise à M. le Directeur  
l'Exploitation de la Région du Nord.  
A titre d'information  
Paris, le 8 Mai 1944  
(s) CAZALET.

BR/N2/41  
D. 1873

Copie à M. le Chef du Service M.T.  
Suite à sa lettre A.3 8548 du 6/3/44  
P. Le Directeur,  
signé : GUDOT.



D. 1873

OK

Michel, Roger

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

NOM: ..... *Michel* .....  
Prénoms ..... *Roger... Jules* .....  
Grade à la S.N.C.F. .... *Auxiliaire manœuvre* .....  
Résidence de service ..... *Souai* .....  
Date d'entrée à la S.N.C.F. .... *25-11-1942* .....  
Date et lieu de naissance ..... *22-6-1921 à Sin-le-Noble (Nord)* .....  
Domicile civil ..... *Sin-le-Noble, 33 Rue du Jardinage* .....  
Situation de famille ..... *marie' seulant* .....  
Qualités professionnelles ..... *manœuvre* .....  
Services militaires ..... {  
(grade, campagnes, citations,  
blessures) ..... {  
Affiliation politique (s'il y a lieu) { *deus n'en connaissons pas* .....  
Date de l'arrestation ..... *4-5-1944* .....  
Motif de l'arrestation ..... { *inconnu* .....  
Condamnation ..... {  
Date, tribunal, motif ..... {  
Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un recours  
en grâce ..... {  
Lieu d'internement ..... *Sille* .....  
Nom du défenseur ..... {

*Michel a été libéré le 26 mai 1944*

*21873 15 JUIN 1944 SCL du Service*

*Le Directeur*

*Signé: LEMAIRE*

Société Nationale  
des  
Chemins de fer Français  
Région du Nord  
Service du  
Matériel et de la Traction

Dépôt de Douai  
DA

Douai le 26 Juin 1944

MT.8

A 6301/8

Monsieur Graveline  
Ingénieur de la Traction  
DOUAI.

Suite à votre transmis de la  
note A.3.N°9530 du 19/6/44 concernant  
l'aux. Manoeuvre MICHEL Roger incarcé-  
ré par les autorités allemandes.

Je vous transmets ci-jointes  
les explications écrites de l'inté-  
ressé.

Transmis à Monsieur  
Le Chef du Service MT / Le Chef de Dépôt,  
Subdivision du Personnel  
à La Chapelle

Suite à sa note A3 n°9530 du 19/6/44.

Michel a été en congé régulier les 26-27  
et 29 Mai, en repos le 28 Mai.

Douai, le 30/6/44

S. N. C.
Région d'Alger
8 JUIL 1944
Services Administratifs 18, Rue de Bône, ALGER T. : TRU 97-40

*Transmis à Monsieur le Chef  
des Services Administratifs  
à Paris.*

*En l'informant que cet agent, anciennement  
le 4 mai 1944, a été libéré le 20 de  
même mois et a repris son service le 30.*

*La Chapelle, le 7 JUIL 1944*

**L'Ingénieur Principal**  
**Chef de la Subdivision du Personnel**

*le 7  
indiqués  
et*





REGION NORD  
SERVICE TRACTION

# DEMANDE D'EXPLICATIONS ÉCRITES

7 P 1

O/W 47966. — 1-43. — Delmas, Bx. — 56332.

Nom, prénom, M. MICHEL Roger

N° Caisse de Ret.

Grade, Etablissement, Arrond<sup>i</sup> AUX MV DOUAI DEPOT 2° ARR<sup>t</sup>

1

Veillez relater, ci-dessous les raisons pour lesquelles vous vous êtes absenté de votre travail du 2/5/1944 au 25/5/1944.

DOUAI, le 23 JUIN 1944  
LE CHEF DE DEPOT:

Date et signature du Chef d'Etablissement

2

J'étais malade du 2/5/44 ~~quand~~ à 18<sup>h</sup> 30 dans  
l'après-midi se présentant à mon domicile et me demandant  
si je n'avais jamais été travaillé en Allemagne sur ma  
réponse négative ils me déclarent que ayant un  
mandat d'arrêt ils m'emmènent à la Kommandantur  
où l'on me dit que devais me rendre en Allemagne  
comme chauffeur autorisé. J'essayais en vain  
de convaincre l'officier allemand qui me interroge  
et je lui explique que je fus transféré à malgre  
cela je fus transféré à la prison de Guisey et  
j'en sortis le 12 à 13<sup>h</sup> 30 pour être dirigé sur Lille  
où je passai la nuit ensuite je fus mis  
en observation à l'hôpital militaire et j'en  
sortis le 25 mai à 16<sup>h</sup>...

Date et signature de l'agent

le 26 juin 1944 est Michel Roger

3

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

RÉPONSE DE L'AGENT

D.1873

DR<sup>2</sup>

Michelot, Emile

RÉGULARISATION

S.N.C.F.  
-----  
Région du NORD  
-----

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation  
-----

Nom : MICHELOT

Prénoms : Emile

Grade à la S.N.C.F. : Ouvrier de 2e classe SM

Résidence de service : Maubeuge

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 7 décembre 1919

Date et lieu de naissance : 6 décembre 1889 à Hem-Hergies par Bavay (Nord)

Domicile civil : 19 rue Ste Aldegonde à Rousies (Nord)

Situation de famille : Marié 1 enfant 18 ans (adoptée comme pupille de la nation)

Qualités professionnelles : forgeron

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : { Soldat de 2e classe - 49 ème bataillon de chasseurs à pied du 6-10-1910 au 25-7-1912 rappelé le 2-8-1914 au 7-2-1919

Affiliation politique (s'il y a lieu) : { Néant

Date de l'arrestation : Fusillé par les Allemands le 2 septembre 1944 (soldat en embuscade)

Motifs de l'arrestation : { -

Condamnation : -

Date, tribunal, motif : { -

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : { -

Lieu d'internement : -

Nom du défenseur : -

DR N2.11  
D 1873

Service Central du Personnel 1<sup>re</sup> Division  
Le Directeur  
18 AOUT 1945



D. 1873

(Skc)

micomet, Robert.



S.N.C.F.  
NORD

Région d

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD

- 2 AVR 1943

MRV

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NICONNET

NOM : Robert, René

Prénoms : Cantonnier

Grade à la S.N.C.F. : Laon-Centre

Résidence de service : 1er Janvier 1937

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 13 Août 1911 à FRESSANCOURT (Aisne)

Date et lieu de naissance : LAON (Aisne) 9, rue Badéré

Domicile civil : Marié, 2 enfants - 7 ans 1/2 et 3 ans 1/2

Situation de famille : agent ordinaire

Qualités professionnelles : soldat de 2<sup>e</sup> Cl. au 61<sup>ème</sup> Rég<sup>t</sup> d'Artillerie  
du 15 Octobre 1932 au 15 Octobre 1933

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : Néant

Affiliation politique (s'il y a lieu) : Le 21 Mars 1943 vers 20h, arrêté à son domicile

Date de l'arrestation : s'est approprié un morceau de grillage encore  
adhérent à la clôture entourant la salle des  
fêtes de la Cité de Laon, utilisée comme  
magasin par les autorités d'occupation.

Motifs de l'arrestation :

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : Maison d'arrêt de Laon

Nom du défenseur :

CBR/NE/NI-D 1873  
- 2 AVR 1943

SCP. du Son  
& Directeur  
Signé : CAMBOURNAC

M.L.

RAPPORT d'enquête de M. MOINET, Inspecteur Divisionnaire à St-QUENTIN,  
relatif au Cantonnier MICONNET Robert du District de LAON.

Date de l'incident : 28 Mars 1943 vers 20 heures.

Lieu de l'incident : Cité de Laon.

Nature de l'incident : Vol d'un morceau de treillage à la clôture entourant la Salle des Fêtes.

Agent fautif : MICONNET Robert, Cantonnier.

Exposé des faits : Il s'agit d'un treillage installé par les Autorités Allemandes. M. MICONNET a reconnu le fait et a déclaré qu'il avait l'intention de confectionner une cage à poulets et qu'il n'avait pu se procurer le treillage nécessaire dans le commerce.

Notre agent a été condamné à une peine de 2 mois d'emprisonnement par jugement rendu le 8 Avril 1943 par les autorités allemandes. Il ne nous a pas été possible d'obtenir une copie du jugement.

Antécédents : M. MICONNET est marié et père de 2 enfants âgés respectivement de 8 et 4 ans. Entré à la S.N.C.F. le 4 Juin 1936, en qualité d'auxiliaire cantonnier, il a été ~~affecté~~ <sup>affilié</sup> le 4 juin 1937.

Il donne satisfaction dans son service. Il a toutefois encouru un blâme avec inscription au dossier le 20.9.41 pour avoir abandonné momentanément son travail et, se trouvant dans le triage de la gare de Laon, n'avoir pas voulu décliner son identité à un S/Chef de gare qui le questionnait.

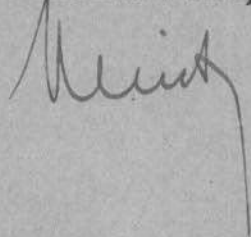
Il s'est également montré incorrect envers celui-ci.

Propositions : Le treillage appartenait aux Autorités Allemandes et, de ce fait, aucun dommage n'a été causé aux installations de la S.N.C.F.

Son acte ayant été commis à l'intérieur des emprises de la S.N.C.F., je propose d'infliger, à titre de sanction administrative, un blâme avec inscription au dossier.

St-QUENTIN, le 3 Mai 1943.

L'Inspecteur Divisionnaire,





REGION *Nord*  
SERVICE *VB*

DEMANDE D'EXPLICATIONS ÉCRITES

0/E 35962 - François - 4-42

M

Nom, prénoms *Miconnet Robert René*

N° Caisse de Ret.

Grade, Établissement, Arrond<sup>t</sup> *Cantonnier 352 District de Laon*

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

Vous êtes absent des chantiers depuis le 29 mars au matin et nous avons appris que vous avez été arrêté le 28 mars au soir pour les sautoires allemandes pour détournement de clôture près de la salle des fêtes avec l'intention de vous procurer du travail. Veuillez me fournir vos explications, me confirmer notamment l'exactitude de mes renseignements.

Date et signature du Chef d'Établissement *30/3/43* *Le Cerny*

RÉPONSE DE L'AGENT

*Je salue M. Miconnet Robert*  
*avoir voulu prendre du travail*  
*vu que l'on en trouve plus d'un*  
*la commune, pour me faire une*  
*cage à poulets recueillis afin de*  
*mes vives vœux*

*Miconnet Robert*

Date et signature de l'agent

3



ETABLISSEMENT

Le 29 mars 1943 le cantonnier Mecommet  
n'avait pas pris son service à la 2<sup>e</sup> P.M. nous  
avons procédé à une rapide enquête auprès de  
sa femme qui demeure 9 rue Pader à la cote du  
Nord de Lann.  
M<sup>me</sup> Mecommet nous a déclaré que son mari avait  
été appréhendé le 28 mars vers 20 h par les autorités  
allemandes, à l'occasion d'un procès-verbal d'un  
morceau de treillage encore adhérent à la clôture  
entourant la salle des fêtes de la cote, utilisés par  
les allemands à usage de magasin.  
Mecommet avait été dirigé aussitôt sur la maison,  
d'arrêt de Lann, où nous avons pu recueillir ses  
déclarations écrites. Des renseignements officiels que  
nous avons pu recueillir notre agent nous jette dans  
la 4<sup>e</sup> quinzaine d'avril. M. Mecommet est marié, il a  
deux enfants de 4 et 8 ans. Lann, 29/3/43. J. Carroy

CIRCONS. DU MOUVEMENT OU SECTION DE LA VOIE

M. J. avis de sanctionner administrati.  
quant la faute commise par le cant.  
Mecommet.

Le Chef de Section, J. Carroy

1/4/

SERVICE GÉRANT

J'annule qui dossier un rapport d'enquête de M. J. Carroy  
N° 122 Il s'agit d'une clôture installée par les autorités allemandes.  
Il n'y a donc pas eu de dégât aux installations de la S.N.C.F. Par  
jugement du 5 avril l'intéressé a été condamné à une peine de  
2 mois de prison. Il ne nous a pas été possible d'obtenir des  
autorités d'occupation la copie du jugement.  
Il s'agit d'un agent douanier. Satisfaction. La peine  
qui l'affecte constitue une sanction sévère.  
Je propose de n'infliger qu'un blâme sans inscrip-  
tion au dossier en raison de ce que l'acte a été commis  
dans les entreprises de la S.N.C.F.

DATE - VISA

ETABLISSEMENT

CIRCONS. DU MOUVEMENT OU SECTION DE LA VOIE

SERVICE GÉRANT

-7 MAI 1943

30 Avril 1943

5 Mai

Henry



Paris, le 24 Mai 1943.

V.B.N. gp B/2



Lettre - réponse

Monsieur le Directeur,

2 -  
Le 1er avril 1943, il a été adressé à M. le Chef des Services Administratifs la fiche de renseignements et la fiche individuelle concernant M. MICONNET, Robert, cantonnier à Laon qui a été arrêté par les Autorités d'occupation, le 28 mars 1943, pour avoir dérobé un morceau de treillage à la clôture entourant la salle des fêtes de la Cité de Laon, utilisée comme magasin par les allemands; ce treillage appartenait aux autorités d'occupation.

L'intéressé a été condamné par les autorités allemandes, le 8 avril 1943, à 2 mois d'emprisonnement.

Dans les explications écrites qu'il a fournies cet agent reconnaît qu'il a voulu prendre du treillage parce qu'on n'en trouvait pas dans le commerce et qu'il le destinait à la confection d'une cage à poulets.

M. MICONNET est marié et père de deux enfants âgés de 8 et 4 ans. Il a encouru un blâme avec inscription au dossier depuis son entrée à la Région le 1er janvier 1937. Il a obtenu l'indice de prime de fin d'année N en 1942. Il donne satisfaction dans son service.

La condamnation infligée à notre agent est sévère eu égard à la faute commise et vient s'ajouter à la suppression totale du salaire pendant la période d'incarcération.

L'enquêteur et le Chef du 3ème Arrondissement sont donc d'avis de faire preuve de beaucoup d'indulgence à l'égard de l'intéressé. Aussi je suis d'avis de les suivre et je propose d'infliger une sanction légère qui pourrait, par exemple, être limitée au blâme avec inscription au dossier.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître votre décision.

Votre bien dévoué,  
Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

T.S.V.P. ....

25 mai  
in mat  
in Dupont

P.S. - Conformément aux directives données par la note confidentielle du 1er avril 43, des indications ont été données à la famille pour faire la demande en vue de bénéficier des allocations à la famille et, le cas échéant, du subside à accorder par le secours national.

V. B. 1943

Paris, le 22 Juin 1943



Monsieur le chef des Services  
Administratifs

Suite à votre note D.P./N° 41 D 1873  
du 28 Mai 1943, concernant M. officier  
Robert, cantonné à Laoy qui a été incarcéré  
par les autorités d'occupation pour vol  
de tréillage - ~~dont le matériel d'occupation~~  
Le morceau de tréillage mesure  
5 m x 0 m 50

Par ailleurs, je vous informe que  
l'intéressé a été libéré le 29 Mai et  
a repris son service le 31.

22/6  
indiqués

1

*Caury*

D 1873

28 JUIN 1943

M. le Directeur

Suite à la lettre jointe du 24-5-43 de M. Guillaume.

D'après les renseignements complémentaires fournis par le Service VB, le morceau de treillage soustrait mesurait 5 m x 0 m 50. Ces dimensions sont bien telles qu'elles permettaient la confection d'une cage à poulets et les déclarations de Miconnet sont donc à considérer comme exactes.

Bien que les faits aient été commis dans les emprises de la Cité, on peut considérer qu'ils sont étrangers à la S.N.C.F.

Étant donné que Miconnet n'a touché aucun salaire pendant ses 3 mois de détention et que son absence irrégulière entraînera automatiquement la réduction de 2/12 de sa prime de fin d'année, je n'ai pas d'objection à ce que, comme le propose M. Guillaume, la sanction à infliger à Miconnet, qui s'est mis par sa faute dans l'impossibilité d'assurer son service, soit limitée au B.A. - Tout au plus pourrait-on aller, ci-dessus, à votre signature, avis de libération de l'intéressé adressé au B.C.F.

28/6

h. d. c.

Similaires vers au D.A. 2

25  
28/6  
h



S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N.2/41  
D. N° 1873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands



Le 29 JUIN 1943

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-

nant le cantonnier Myconnet,  
Robert-de Vaon.

que je vous ai adressée le 2 Avril 1943.

Cet agent, incarcéré par les autorités

d'occupation depuis le 21 Mars 1943.

a été libéré le 29 Mai 1943. et a repris

son service le 31 Mai 1943.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : CAMBournac



11. 9 1873

ff. 13<sup>e</sup> du 21. 5. 43  
fau- Micommet

30 JUN 1943  
H. Guillaume

H. le Directeur est d'accord pour  
limiter au 1341 la punition à infliger au  
cantonnier Micommet, Robert, de Lapon.

Signé : Oudet

OKC

Do. 1873.

Mythamont, Andie.  
—

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : **MILHANONT**

Prénoms : **André**

Grade à la S.N.C.F. : **Auxiliaire**

Résidence de service : **LE BOURGET**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **22 février 1943**

Date et lieu de naissance : **5 janvier 1924 à Valenciennes**

Domicile civil : **Drancy, 2 rue de la Mascotte**

Situation de famille : **Célibataire**

Qualités professionnelles : **satisfaisantes**

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : **engagé le 5 juin 1942**  
**démobilisé le 5 décembre 1942**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **"**

Date de l'arrestation : **22 mai 1943 dans la soirée**

Motifs de l'arrestation : **inconnu**

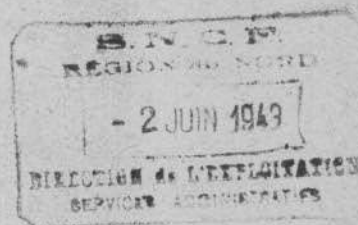
Condamnation : **"**

Date, tribunal, motif : **"**

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : **"**

Lieu d'internement : **"**

Nom du défenseur : **"**



*SRP 41*  
*D 1873*

*- 2 JUIN 1943*

*SRP au Directeur*  
*de l'Intérieur*

*Signé : CANCOURNAC*

Le Bouget 22 Juin 1943

Monsieur le chef de district  
Principale

Je declare Andre Melhamont avoir  
été arrêté le samedi 22 <sup>mai</sup> ~~juin~~  
1943 à 22<sup>h</sup> 30 en gare de  
Bouget par erreur des  
autorités Allemande. ce tout  
ce que je peux fournir comme  
explication si vous voulez.  
D'autres explications adressées  
vous me de Launay, chambre  
23 aux grands bureaux  
Allemand.

Veuillez agréer mes salutations  
Distinguées

Melhamont Andre



V. BNT 3/132

Milliamont  
André

Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1943

Transmis à Monsieur le chef des  
services administratifs  
pour le tenir au courant.



*[Signature]*

27  
m. m. m.

Paris, 26 Juin 1943

-1-

Monsieur Paradis,

28 JUN 1943

Suite à ma note du 31  
Mai dernier signalant l'arres-  
tation, par les autorités alle-  
mandes, de M. Weiskamont  
André, auxiliaire au Bourge,  
je vous informe que l'intéres-  
sé a été libéré le 5 courant,  
et a repris son service le  
15 courant. Invité à faire  
connaître le motif de son  
incarcération, il nous a  
remis la lettre ci-jointe.

Cependant, suivant les déclara-  
tions du père de l'intéressé,  
il aurait fait, dans un train, des  
reflexions défavorables pour les  
Allemands.

L'ingénieur de la Volo

L'ingénieur de la Volo

S.N.C.F.  
Région ~~du~~ Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N.2/41  
D. N° 1873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD

- 2 JUIL 1943

DIRECTIO

Le - 2 JUIL 1943

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-  
nant L'auxiliaire Milhamont, André  
du Bouquet

que je vous ai adressée le 2 Juin 1943.

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 22 Mai 1943.  
a été libéré le 5 Juin 1943. et a repris  
son service le 11 Juin 1943.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Gudet

D 1873

DR<sup>2</sup>

9

Mille, Edmond.



S.N.C.F.

Région du Nord

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR EN CAS D'ARRESTATION  
D'UN AGENT DE LA S.N.C.F. PAR LES AUTORITES D'OCCUPATION

---000---

Nom ..... M I L L E  
Prénoms ..... Edmond  
Grade à la S.N.C.F. ..... A U X A I O  
Résidence de service ..... Béthune  
Date d'entrée à la S.N.C.F. ..... 10-3-44  
Date et lieu de naissance ..... 15-10-1917 à Berain tte  
Domicile civil ..... Berguette-rue de la gare  
Situation de famille ..... Célibataire  
Qualités professionnelles ..... Bonnes  
Services militaires ..... Ser. Cl. du TIO RI-Charente 1939/40  
 (grade, campagnes, citations, blessures)  
Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... néant  
Date de l'arrestation ..... 1-9-1944  
Motif de l'arrestation ..... Inconnu  
Condamnation ..... fusillé par les Allemands le 2.9.1944 à Ebars  
Date, tribunal, motifs ..... "  
Éléments de toute nature suscep-  
tible de justifier un recours en  
grâce ..... "  
Lieu d'internement ..... "  
Nom du défenseur ..... "

DRN2/P.1873Service Central du Personnel (1<sup>ère</sup> Division)

Le Directeur 31 MAI 1945

Signé : HEBERT

B.

SN.C.F.

Service Central  
du Personnel

Section des Prisonniers  
et Déportés

Tél. TRI.91-73

Réf. Pm N°499/44.599

Paris, le 24 Avril 1945

8, Rue de Londres (9°)

28 AVR 1945

Services Administratifs de la Direction  
18, Rue de Dunkerque, Paris-X  
Tél. TRI. 89-40

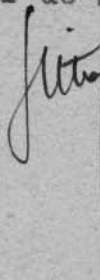
Monsieur le Directeur  
de la Région du NORD,

J'ai l'honneur de vous demander de  
vouloir bien me faire adresser la fiche de  
renseignements d'usage concernant:

M. MILLE Edmond, Auxiliaire Aide-ouvrier  
à BETHUNE,

fusillé par les Allemands le 2 Septembre  
1944.

Le Chef de Section,



AR 2

1873

Myille, Georges.

son aîné Mary.



S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

Nom : **MILLE**

Prénoms : **Georges**

Grade à la S.N.C.F. : **Gardien des cités de cheminots à Arras**

Résidence de service : **ARRAS**  
**au Conseil d'Administration**

Date d'entrée ~~au Service des Cités~~ : **Octobre 1935**

Date et lieu de naissance : **7 Juin 1911 à PARENTY (P. de C.)**

Domicile civil : **Rue du Labyrinthe à Achicourt**

Situation de famille : **Marié (5 enfants) 3 - 5 - 7 - 9 et 12 ans**

Qualités professionnelles : **Gardien**

Services militaires  
(grade, campagnes, citations, blessures) : **8ème Rég. spahis-Incorporation le 29 Juillet 1929  
comme engagé. Libéré en septembre 1934. Pas de ci-  
tation ni blessure**

Affiliation politique (s'il y a lieu) : **Front national**

Date de l'arrestation : **28 Juin 1945**

Motifs de l'arrestation : **Arrestation par l'armée allemande et déportation  
en Allemagne.**

Condamnation : "

Date, tribunal, motif : "

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en grâce : "

Lieu d'internement : "

Nom du défenseur : "

*Revenu en France le 6. juin 1945*  
*S.C.P. avisé le 4.9. 1945*



29 JUIL 1943

RETOUR à Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.

après avoir pris note; vous voudrez bien me  
faire connaître la date de libération de  
l'intéressé.

L'Ingénieur en chef,

*A. Ferry*

S. N. C. F.  
RÉGION DU NORD

29 JUIL 1943

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

ARRAS, le 30 Juin 1943

Cités d'Arras

-----  
Incarcération d'agents  
---

Monsieur DELPIERRE,

Incarcération d'agents locataires de maisons de la cité d'Arras.

Je vous informe de l'arrestation par les autorités occupantes du gardien de cités MILLE, Georges, locataire du logement n° 44 rue du Labyrinthe qui est incarcéré à la maison centrale de Douai.

D'autre part, le Service de l'Exploitation m'avise de l'incarcération de l'un de ses agents M. DUQUENOY, Emile, chef de manutention locataire de la maison n° 3, avenue de Sancy.

Deux autres locataires seraient sous le coup de mesures identiques mais je n'ai pas eu confirmation de leur service.

" AUDRAN "

-----  
1er Juillet 1943

Transmis à Monsieur l'Ingénieur  
pour la suite à donner.

" DELPIERRE "

-----  
Arras, le 7 Juillet 1943

V.B.N. va 5  
-----

Copie à Monsieur le Chef de la Division  
de l'Entretien,  
pour le tenir au courant. M. MILLE est auxiliaire du conseil d'administration des cités d'Arras et non pas agent de la S.N.C.F.  
L'arrestation de M. MILLE serait liée à une question d'agitation à tendance communiste.

Le Chef du 5è arrondt V.B.  
signé : .....

-----  
V.B.N.gp.B2

Paris, le 20.7.1943

COMMUNIQUE à Monsieur le Chef des Services  
Administratifs, pour avis.  
signé : PARADIS

S.N.C.F.  
Région Nord  
Service V.B

liste des agents déportés en Allemagne qui sont libérés

NOM PRÉNOM	GRADE	ETABLISSEMENT d'ATTACHE	DATE DE RETOUR en FRANCE	OBSERVATIONS
MILLE Georges	Gardien des cités d'Arras	Conseil d'administration des cités d'Arras	6 juin 1945	
JOLY Georges	Surveillant S.E	District de Lens	26 juin 1945	
BEAURAIN André	Mineur ouvrier confirmé	Ateliers de la voie Moulin-Neuf	3 juin 1945	
CARDAUT Roland	Aide-ouvrier confirmé	-d°-	10 juin 1945	
DELANNOY Louis <sup>508</sup>	Garde	District de Berguette	1er juillet 1945	
MASSON François	Auxiliaire	District de Méru	25 avril 1945	n'a pas repris de service à la S.N.C.F.

D.R. N°2.41

D.1873<sup>(5)</sup>-D.508

- 5 SEPT 1945

Service Central du Personnel (1<sup>re</sup> Division). (Section des Prisonniers et Déportés)

La Direction  
J. Berry

S. 1873

(SRE)

Myint, Gvide, Victor

Von Subart



S.N.C.F.

Region d NORD

renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation.

Nom ..... RIENT  
Prénoms ..... OVISE - VICTOR - JOSEPH  
Grade à la S.N.C.F. .... Manœuvre  
Résidence de service ..... Départ de Béthune  
Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 15 - II - 40  
Date et Lieu de naissance ..... 16 - IO - 1914 à FOURQUENIL  
Domicile civil ..... Rue de la Mairie à FOURQUENIL  
Situation de famille ..... Marié pas d'enfant  
Qualités professionnelles ..... bonnes  
Services militaires ..... { soldat de 1ère classe du 17-9-39 au 22-8-40  
(grade, campagnes, citations, base aérienne n°214 de Tunisie-Campagne 39-40  
blessures) .....  
Affiliation politique (s'il y a lieu)... : néant  
Date de l'arrestation ..... 11 - 6 - II - 43  
Motif de l'arrestation ..... inconnu - a été incarcéré après interrogation  
Condamnation ..... à la feld gendarmerie de Béthune, suite à la  
chute le 10-II-43 de la 231 TA 60 dans la  
Date, tribunal, motifs ..... cuvelage de la plaque tournante.  
Eléments de toute nature suscep-  
tibles de justifier un recours :  
en grâce .....  
Lieu d'internement ..... Prison de Béthune  
Nom du défenseur ..... 22 NOV 1943

21873

SCP *du Service*  
*de Sécurité*

Signé: CAMBOURNAC

20/11/43

M. le Directeur

C'est le 2<sup>e</sup> agent qui est arrêté  
par la chute de cette machine.  
Aujourd'hui le 2<sup>e</sup> président.

libéré le 17. 11. 43

Après le 18/11/43

Le SCP est au courant

7

S.N.C.F.  
Région du Nord  
----

Renseignements à fournir en cas  
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

XXXXXXXXXX

Nom .....: M I O N T  
Prénom:.....: Ovide  
Grade à la S.N.C.F.....: manoeuvre spécialisé  
Résidence de service.....: BETHUNE  
Date d'entrée à la S.N.C.F.....: 15 novembre 1940  
Date et lieu de naissance .....: 16 Octobre 1914 FOUQUEREUIL  
Domicile civil .....: rue de la Mairie FOUQUEREUIL  
Situation de famille.....: Marié  
Qualités professionnelles.....: bonnes  
Services militaires.....: soldat de 1ère classe 1939/1940  
(grade, campagnes, citations,  
blessures).  
Affiliation politique(s'il y a lieu aucune affiliation politique-agent très  
calme  
Date de l'arrestation. ....: 3 Juillet 1944 à 20 h 30  
Motif de l'arrestation .....: *avant de procéder au huis clos de 13 à 16/10/44*  
inconnu  
Condamnation.....: *Remarches faites à l'EUAM et à l'EBD*  
Date, tribunal, motif.....:  
Elements de toute nature suscep- :  
tibles de justifier un recours en :  
grâce .....:  
Lieu d'internement.....: prison de Béthune  
Nom du défenseur.....:

S. 18.73

----- 20 JUIL 1944

S.C.P. de Louvigny  
Le Secrétaire  
Signé: OUDOT

RECHERCHE DES P.C. TRAVAILLEURS ET LÉPORTÉS POLITIQUES  
DONT LES FAMILLES SONT SANS NOUVELLES OU QUI S'ÉPARENT DÉJÀ

Nom, Prénoms du (1) ~~Léonard~~ ~~Travailleur~~ ~~Léporté~~ **MONT Ovide**

Grade et résidence d'emploi **Manoeuvre spécialisé dépôt de Béthune**  
Date et lieu de naissance **16-10-1914 à Fouquereuil**  
Signalement complet **taille 1 m.65 cheveux blonds yeux bleu pâle  
visage ovale, teint clair.**

Nom et adresse de la personne à prévenir **Mme MONT, rue de la Mairie, à  
Fouquières les Béthune (P.de.N.)**

Renseignements sur le lieu de captivité

N° du corps de troupe **voir ci-dessous**  
Lieu de travail, etc.

Nom et adresse de l'employeur **de**  
Lieu de travail

Lieu de répartition avant **de**  
dernière adresse complète

Nom et adresse **de**

Renseignements complémentaires

(Joindre les documents, photos et relevés par le Commandant de la  
que 2 photographies récentes, pour la carte d'identité)

**A été arrêté à son domicile par la Feldgendarmarie et incarcéré à  
la prison de Béthune le 3-7-1944 ; a été ensuite conduit à la prison  
de Loos ; parti de cette dernière le 1-9-1944 en direction de  
l'Allemagne ; aucune nouvelle depuis.  
Mme MONT n'a pas de photos à nous communiquer.**

RECHERCHER LES FAMILLES ENQUÊTES



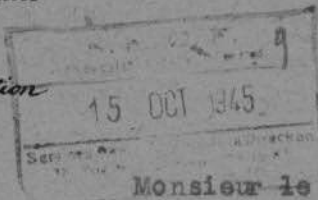
*Société Nationale  
des  
Chemin de fer Français  
Région du Nord  
Service du  
Matériel et de la Traction  
R. C. Seine 276448 P*

LA CHAPELLE, 1<sup>e</sup>

MT. 8

SC

13 OCT 1945



A.S N° 5921

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs  
à PARIS



RECHERCHE DES DEPORTES POLITIQUES DONT NOUS  
SOMMES SANS NOUVELLES

27  
Je vous adresse, ci-joint, en double  
exemplaire, la note prévue par l'avant-dernier  
alinéa du § 1. A de la lettre Pe 495 du  
9.6.45 de M. le Directeur du Service Central du  
Personnel concernant le manoeuvre spécialisé  
MIONT Ovide, du dépôt de Béthune, dont nous  
sommes sans nouvelles.

Vous trouverez ci-annexé une lettre de  
Mme MIONT qui déclare ne posséder aucune  
photographie de son mari.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel



17 OCT 1945

D.R./N.2/47  
D. 1873

Monsieur le Directeur du Service

Central du Personnel

V.R.: Pe 495 du  
9/6/1945

(section Pm)

Vous voudrez bien trouver ci-joint une notice relative à M. MIONT, Ovide, manoeuvre spécialisé au dépôt de BETHUNE, qui, arrêté le 3 juillet 1944, avait été déporté en Allemagne.

Nous n'avons plus aucune nouvelle de cet agent depuis le 1er septembre 1945.

Mme MIONT a déclaré qu'elle ne possède aucune photographie récente de son mari.

Le Directeur,  
Signé: OUDOT

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs, à PARIS

Recherche des déportés politiques dont  
nous sommes sans nouvelles.

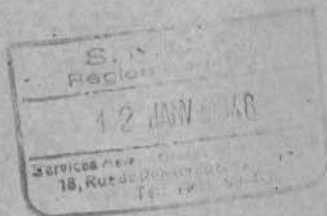
Suite à ma lettre A3 5921 du 13.10.  
1945 par laquelle je vous ai fait par-  
venir la fiche de recherche prévue par  
la lettre Pe 495 du 9.6.45 du Service  
Central du Personnel concernant le  
manoeuvre spécialisé MIONT Ovide, du  
dépôt de Béthune.

Je vous donne ci-dessous, à toutes  
fins utiles, copie de la lettre que  
vient de recevoir Mme MIONT, de l'Ami-  
cale du Train de Loos, dont le siège  
est à Pont-à-Maroq (Nord) :

" Votre mari était à Cologne  
" d'abord, puis à Sacassenhausen (Oria-  
" nenburg), près de Berlin. Il était à  
" ce moment-là au block 35. Ce block  
" était classé disciplinaire et on y  
" subissait les pires sévices. Nous  
" pensons que votre mari aura eu beau-  
" coup de difficultés à surmonter cette  
" terrible épreuve. Nous vous donne-  
" rons tous les renseignements détaill-  
" lés au fur et à mesure qu'ils nous  
" parviendront.

" Croyez Madame, en nos sentiments  
" respectueux et en notre douloureuse  
" sympathie".

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel



12 JANV 1946

DR/N2/41  
D.1873  
(Recherche de déportés  
politiques)  
VR: Pe 495 du 9/6/45

Monsieur le Directeur du Service  
Central "P"  
(Section Pm)

Suite à ma transmission du 17 octobre 1945.

Mme MIONT, femme du manoeuvre spécialisé MIONT  
Ovide, du dépôt de BETHUNE, a reçu de l'Amicale du  
train de LOOS dont le siège est à PONT-À-MARCO  
(Nord) la communication suivante :

" Votre mari était à COLOGNE d'abord, puis à  
" SACASSENBAUSEN (Oranienburg), près de Berlin. Il  
" était à ce moment là au block 35. Ce block était  
" classé disciplinaire et on y subissait les pires  
" sévices. Nous pensons que votre mari aura eu  
" beaucoup de difficultés à surmonter cette terri-  
" ble épreuve. Nous vous donnerons tous les rensei-  
" gnements détaillés au fur et à mesure qu'ils  
" nous parviendront.

" Croyez Madame, en nos sentiments respec-  
" tueux et en notre douloureuse sympathie.

Le Directeur,  
Signé : HEBERT



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD SERVICE DU MATÉRIEL & TRACTION

LC

R. C. Seine 276.448 B

V/réf. :

Objet :

S.N.C.F.  
RÉGION DU NORD  
14 NOV 1947  
DIRECTION REGIONALE  
PERSONNEL

N/réf. :

Paris, le

A3.N° 481

DA

13 NOV 1947



Monsieur l'Ingénieur en Chef  
Attaché à la Direction  
à PARIS

DECES OFFICIEL D'UN AGENT DEPORTE NON  
RENTRE

Je vous adresse ci-joint un  
extrait d'acte de décès concernant le  
manoeuvre spécialisé MIONT Ovide, de  
Béthune (2e Traction) et, pour être  
soumise à la signature de M.le Directeur,  
la lettre de condoléances destinée à  
Mme MIONT.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

15 NOV 1947

DR/N2/47

DECES OFFICIEL  
d'AGENT DEPORTE

TRANSMIS à

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel.

(Section des Prisonniers et des Déportés)

---

Pour le tenir au courant.

Le Directeur,

Signé : HEBERT

PARIS, le 15 NOV 1947

Madame,

DR/N2/41

Je viens d'apprendre la nouvelle officielle du décès de votre mari survenu en déportation.

Au nom de la Société Nationale, de la Région du Nord et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime mes sentiments de vive condoléance.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage de mon respect, l'assurance de ma profonde sympathie.

Le Directeur,

Signé : HEBERT

Madame MIONT Ovide,  
rue de la Mairie  
à FOUQUIERES -lez-BETHUNE  
(Pas-de-Calais)

25 07 1945  
Transmis à  
Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel.  
(Section des Prisonniers et déportés)

DR/NB/4I

D. 1873

-----  
Comme suite à sa lettre Pm 3816  
du 15-5-45 .

P.le Directeur,

Signé: GDD



Oct. 1873

See

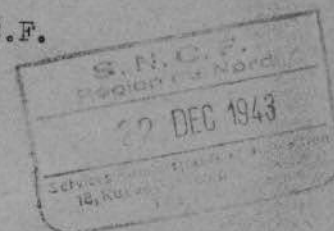
Ch  
7

miserable, Rem.

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NCM : MISERY

Prénoms : René, Léon

Grade à la S.N.C.F. : Cantonnier

Résidence de service : BOHAIN

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 1er Août 1940

Date et lieu de naissance : 12 Novembre 1919, BOHAIN (Aisne)

Domicile civil : 8 Cité Béghin à BOHAIN (Aisne)

Situation de famille : Marié sans enfant

Qualités professionnelles : Bonnes

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : Néant

Affiliation politique ( s'il y a lieu ) : Néant à notre connaissance

Date de l'arrestation : 17 décembre 1943 à 22 h 30 à son domicile

Motifs de l'arrestation : Inconnu; une trentaine de personnes étrangères à la S.N.C.F. ont été également arrêtées dans la même localité. (Nous faisons le nécessaire auprès de l'U.R.A. de St-Quentin pour obtenir des renseignements sur le motif de cette arrestation).

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

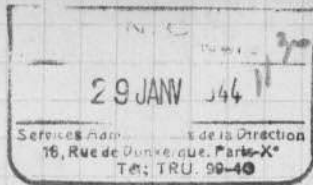
Lieu d'internement : Inconnu

Nom du défenseur :

D. 1873

22 DEC 1943

S.C.P. 4<sup>e</sup> Division Libérie le 3. 4. 1944  
Le Directeur  
Reprise terminée le 4. 4. 44  
Signe. CAMBOURNAC



Paris, le

28 Janvier 1944

V.B.N. n° B/2

CONFIDENTIELLE

Lettre-réponse

Monsieur le Directeur,

Suite aux fiches de renseignements qui vous ont été fournies le 20 décembre 1943 concernant M. MISERY René, cantonnier à BOHAIN, qui a été arrêté par les autorités d'occupation le 17 décembre 1943.

D'après les renseignements complémentaires qui me sont adressés par M. le Chef du 3ème arrondissement, l'arrestation de l'intéressé aurait été effectuée dans les circonstances suivantes:

Le 17 décembre, vers 22 heures 30, un civil allemand, un sergent des G.F.F. et trois gendarmes allemands se présentèrent chez M. MISERY Virgile, père de notre agent, où ils perquisitionnèrent dans toute la maison et mirent en état d'arrestation M. MISERY. Apercevant notre agent qui demeure chez son père en attendant de trouver un logement, ils lui demandèrent son identité et l'invitèrent à les suivre.

M. MISERY, père et fils, furent emmenés en camion à St Quentin en compagnie d'une vingtaine de personnes habitant Bohain, arrêtées par les autorités allemandes, dont certaines pour présomption d'activité communiste et les autres pour "marché noir".

Le cantonnier MISERY René, n'avait pas été, à notre connaissance, affilié à ce parti et ne se livrait actuellement à aucune activité pour ce parti.

A Je suis d'avis, en conséquence, d'attribuer à cet agent une allocation mensuelle à la 1/2 rémunération et vous prie de vouloir bien me confirmer accord.

Votre bien dévoué,

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

- 3 FEV 1944

Monsieur le Directeur de la Région NORD.

DR/N2.47 -  
D.1873

Le

Monsieur le Chef du Service VB,

J'approuve votre proposition "A" puisque nous ne connaissons pas le motif exact de l'incarcération. Le taux de l'allocation mensuelle pourra être révisé si des précisions vous sont fournies ultérieurement.

Le Directeur,

Signé: CAMBURNAC

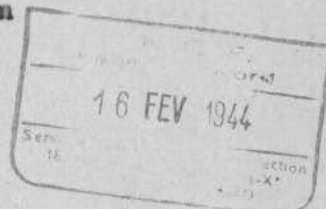
REPONSE



Copie à Monsieur HARDY qui devra également prendre note que:  
- la prime de fin d'année ne sera pas réduite en raison de l'absence étant entendu toutefois que si l'agent n'était pas libre au moment du paiement de cette prime, celle-ci serait mise en réserve et non payée aux ayants droit;  
- le congé annuel de l'année où l'agent reprendra son service ne sera pas réduit;  
la famille conservera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures de l'économat, à l'approvisionnement en combustible.

Enfin, pendant son absence, l'agent continuera à avancer en échelon.

( à retourner pour ordre, sous pli confidentiel)



Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs,

pour le tenir au courant.

15 FEV 1944

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

Le 15 FEV 1944

V.B.N. gp B/2

~~CONFIDENTIEL~~

Monsieur ROUSSEL,

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. MISERY René, cantonnier à MOHAIN, arrêté par les autorités allemandes le 17 décembre 1943, une allocation mensuelle correspondant à la 1/2 rémunération et ce, depuis la date de la mise en état d'arrestation de l'intéressé.

16/2  
m. w. m. t.

L'imputation est à faire au chapitre 1er, article 18, paragraphe 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont à prendre à l'égard de l'intéressé:

- les retenues pour la Caisse de Prévoyance et la Caisse des Retraites devront être opérées lesquelles seront versées à ces Caisses.

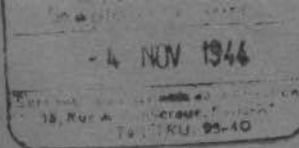
En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

A retourner pour ordre, sous pli confidentiel, après nécessaire fait.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie  
*Signé: Paradi*



DR. N2.41-D 7873



*Retour à M. Paradis*

*D'accord, à titre exceptionnel, parce que  
M. Misery paraît bien avoir été victime d'une  
arrestation arbitraire de la part des Allemands.*

Signé: OUDOT

M. le Directeur

20-4-44

Arrêté le 17-12-43 par les A.O. qui effectuèrent  
une perquisition chez son père, le cantonnier  
Miséry, de Bohain, a été libéré le 3-4-44  
(lendemain du jour du décès de son père) sans  
avoir été interrogé ni condamné.

Cet agent paraît bien avoir été victime  
d'une arrestation arbitraire.

Tous serez certainement d'accord, comme M. le  
Chef du Service V.B., de ne pas punir Miséry et  
de porter rétroactivement son allocation  
mensuelle de la 1/2 à la totalité de la  
rémunération d'activité.

denon  
Ci-joint ~~projet~~ projet de réponse dans ce sens.

24 AVR 1944

DQ/N2/41 - D 1873

in le chef du Service V.B

D'accord

Signé: LEMAIRE